

\_\_\_\_\_

10. *How much time do you spend on the Internet each week?*

Almann-Lévy

Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM



# étranger

## LA LIBÉRATION D'ANATOLI CHITCHARANSKI ET L'ÉCHANGE

Anatoli Chitcharanski a reçu, mardi soir 11 février, l'accueil le plus chaleureux à Jérusalem, où il est arrivé quelques heures après sa libération à Berlin, sur le pont de Glinicki, parallèlement à un échange d'agents secrets entre l'Est et l'Ouest.

« A WASHINGTON, le président Reagan a évoqué le départ d'URSS du dissident soviétique en exprimant l'espoir qu'il ne s'agissait que d'un « début ». Il a cru pouvoir ajouter lors de sa conférence de presse qu'il n'avait « aucun moyen de juger » si les Soviétiques utilisaient un « argument

valable » en disant qu'ils ne pouvaient laisser égarer André Sakharov en raison des secrets militaires dont l'académicien serait encore porteur.

« A PARIS, le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, s'est « réjoui » de la libération d'Anatoli Chitcharanski et a rappelé que le président Mitterrand et le gouvernement français étaient à plusieurs reprises intervenus en sa faveur auprès des autorités soviétiques. M. Dumas a ajouté qu'il avait de « bonnes raisons de penser que d'autres

gestes de caractère humanitaire seront rendus publics dans les prochaines semaines ».

« A MOSCOU, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a sèchement refusé mardi de commenter la libération d'Anatoli Chitcharanski et l'échange Est-Ouest d'agents secrets. Interrogé au cours d'une conférence de presse, il a considéré que la question était « hors sujet » et a pris congé des correspondants. Aucun des quotidiens soviétiques ne mentionne l'événement.

« A VARSOVIE, en revanche, la télévision polonaise a annoncé l'échange intervenu à Berlin, mentionnant Anatoli Chitcharanski aux « espions occidentaux qui purgent des peines dans des pays socialistes ».

« L'agence est-allemande ADN a employé une formule plus subtile. Signalant l'échange de « personnes emprisonnées » aux Etats-Unis, en RFA, en URSS, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en RDA, elle ajoute que « parmi elles figuraient plusieurs espions ».

### A Jérusalem une prière d'allégresse

De notre correspondant

Jérusalem. — Il est enfin là, si petit et si radieux face à l'immense mur des lamentations qui, ce soir, porte bien mal son nom. La corne de bélier dans laquelle soufflent le rabbin, en cette nuit d'été, annonce une prière d'allégresse. Il est là, presque invisible, noyé parmi la foule qui, dans un joyeux délire, tanguent et chahutent, comme pour mieux le porter jusqu'aux plaines ancestrales. Derrière lui, au-delà du cercle des caméras et des projecteurs, le silence et le calme tardent à s'établir.

Qu'importe. Il se recueille quelques instants, incliné vers la roche. Pour Anatoli Chitcharanski, cet instant de bonheur a la fulgurance d'une promesse enfin tenue.

Sa prière achevée, il tourne le dos au mur et, sous l'incandescence pétillante des flashs, retrouve la grande esplanade, comme il était venu, hâlé par les épaules de quelques solides barbus qui trénaient dans leur sillage la foule turbulente. Profitant de l'absence, un petit groupe de rabbins ultra-orthodoxes, hostiles à la construction d'un centre universitaire mormon à Jérusalem, déploie ses banderoles face aux objectifs. Les entend-il s'agiter et s'écrier pour protester contre la religion au nom de laquelle il a tant souffert ?

La vague humaine l'emporte lentement sur sa crête, minuscule et triomphante. Pour celui qui tout le monde tutoie affectueusement ce soir, et qu'on appelle déjà Nathan — son prénom hébraïque —, derrière son bien aimé s'agit pour découvrir en Israël les mille visages du judaïsme au quotidien. Pour l'heure, c'est la fête, et les trois musiciens qui l'accompagnent depuis l'aéroport doivent le signal d'une nouvelle ronde joyeuse.

Avant cet épilogue à une fois solennel et bon enfant d'une fête joyeuse ouverte dans l'absence glorieuse de Berlin, il y eut quelques autres grands moments. Et d'abord, au pied du petit avion

blanc qui venait de ramener à Sion le couple Chitcharanski cette double et longue étreinte entre Anatoli et les deux principaux personnages du pays, MM. Shimon Pérès et son adjoint, Yitzhak Shamir. Une certaine gaucherie rendit l'étreinte plus émouvante quand le premier ministre embrassa le front lisse du célèbre dissident. « Comment allez-vous ? », demanda M. Pérès. « Tout va bien », répondit Anatoli en hébreu.

Souriant et contenant son émoi, celui qu'Anatoli appelle « mon Avital » ajouta, de temps à autre, à son insinuation, un ou deux mots de commentaire pour compléter les présentations faites par M. Pérès, face à tous ces visages sur lesquels l'ancien refusnik n'aurait pu mettre un nom. « Celui-ci, tu vois, c'est M. Sharon, celui-là, M. Burg... » Et lui, gentiment, se laissant guider comme un enfant timide, continuait de serrer des mains à la ronde en prenant soin de ne pas lâcher celle de cette femme qu'il n'avait pas revue depuis douze ans.

#### « Les pharaons de notre temps »

M. Yacov Teur, ministre de l'intégration, lui remit sa carte de visite. Anatoli avait déjà en poche un passeport tout neuf reçu le matin même à Francfort des mains de l'ambassadeur d'Israël en Allemagne fédérale. Bros levée, il fit le salut de la victoire et prit la parole pendant la cérémonie d'accueil organisée par le comité pour la libération des juifs d'URSS. Il s'exprima d'abord en hébreu — qu'il parle avec un fort accent russe — puis en anglais.

« Il m'est difficile, déclara-t-il, de parler maintenant, car aucune langue ne peut traduire mes sentiments. C'est le plus beau jour de ma vie. Il y a douze ans, j'avais dit à Avital : « A bientôt à Jérusalem. » Mais ma route fut aussi longue et dure que l'est de notre pays.

ple. Parce que les pharaons de notre temps déclarent d'annoncer une nouvelle conspiration juive contre le monde. J'ai toujours senti l'ardeur de leur haine contre nous. Il n'y a pas de complot juif contre le monde, mais il y a un lien très étroit avec Israël, qui ne peut briser... »

Autre temps fort : le rendez-vous téléphonique entre Washington et Tel-Aviv, peu après 12 heures locales. Assis dans le salon d'honneur de l'aéroport Ben-Gourion, M. Pérès et le couple Chitcharanski remerciaient tour à tour Ronald Reagan, qui était au bout du fil. Aux côtés du premier ministre, pendant cette cérémonie visiblement bien préparée, M. Shamir opinait. Mais il ne fut pas invité à prendre l'appareil.

« Je tiens à vous dire, commença M. Pérès, combien nous sommes fiers et heureux de participer à cet événement historique. Je vous remercie, ainsi que le chancelier Kohl, pour vos efforts qui ont permis à un homme exceptionnel de rejoindre sa patrie... »

Puis Anatoli déclara : « Cher président, je connais l'importance de votre rôle pour obtenir ma libération. Bien sûr, comme je le savais très bien, je n'ai jamais été un espion américain. Mais j'ai seulement eu de nombreux contacts avec des politiciens, des journalistes et des avocats américains en tant que porte-parole du mouvement national juif et du groupe de surveillance des accords d'Helsinki. Je vous prie de transmettre à votre peuple mes vœux profonds de paix et de prospérité. » A tous, M. Reagan répondit « de tout cœur » par un « mazel tov », le « bonne chance » des juifs.

Plusieurs milliers de personnes attendaient Chitcharanski à la sortie de l'aéroport. Drapés, banderoles, portraits, musique, chants : l'enthousiasme avait un air de farandole. Plus tard, un député avait réitéré l'antique prière pour la résurrection des morts. Cette fois, l'ambiance était aux airs joyeux. « Pendant que j'étais enfermé solitaire dans mon cachot, venait de

raconter Anatoli, je me suis toujours senti en communion avec vous. Et je chantais un chant israélien. » Alors tout le monde reprit en chœur, au son de l'accordéon, cette chanson des retrouvailles qu'il dit : « Comme il est bon et agréable d'être ensemble. »

#### « La lutte continue »

Anatoli esquissa un geste vers sa femme, comme pour l'embrasser, mais Avital, rougissant, évita ce baiser public et seerra très fort la main de son mari. Un peu plus tard, elle lui mit sur la tête une calotte bleue et blanche, aux couleurs d'Israël. Sur l'esplanade, où se trouvaient aussi MM. Pérès, Sharon et Teur, Anatoli dit encore quelques mots et reçut un bouquet de fleurs avant de « monter » vers Jérusalem. Le couple Chitcharanski passa sa première nuit commune en Israël dans un appartement d'un quartier résidentiel de la capitale mais à sa disposition par les autorités.

« Bienvenu chez vous, Anatoli », avait lancé M. Haïm Herzog, président de l'Etat, alors que l'ancien détenu allait encore vers l'air. Car tout le monde le sait : l'hérédité Chitcharanski ne fera pas le printemps des refusniks. Personne ne croit en Israël à un assouplissement de la politique d'émigration envers les juifs soviétiques. En janvier, seulement, neuf juifs seulement ont quitté l'URSS et dix-neuf sont arrivés ici.

« L'arrivée de Chitcharanski est une fête, disait M. Shamir. Mais il ne faut pas se laisser aller à l'émotion. Il s'agit d'un seul homme. Il n'est pas un symbole. En janvier, seulement, neuf juifs seulement ont quitté l'URSS et dix-neuf sont arrivés ici. C'est aussi l'avis d'Anatoli-Nathan, qui a fait serment de ne jamais oublier tous ceux qui n'ont pas eu sa chance.

J.-P. LANGELLIER.

### L'initiative de l'opération a été prise par les Soviétiques indique-t-on à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — L'initiative des négociations qui ont abouti à la libération, mardi 11 février, de Berlin-Ouest, du dissident soviétique Anatoli Chitcharanski, avait été prise par Moscou. C'est ce qu'on indique aujourd'hui dans les milieux proches du gouvernement allemand à Bonn, où l'on précise que ce sont les Soviétiques eux-mêmes qui ont chargé l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel de prendre contact à cet effet avec les autorités ouest-allemandes et américaines. Cette initiative remonte à une date non précisée, mais antérieure au sommet de Genève entre le président Reagan et le numéro un soviétique, M. Gorbatchev.

Vingt-quatre heures après l'échange d'espions auquel a donné lieu la libération de Chitcharanski, le pont de Glinicki est retourné à sa solitude. Les deux sculpteurs qui en ont orné l'entrée ont été « démontés » et un Centre d'histoire de la ville a été installé à leur place. En arrière-plan, les deux drapeaux soviétique et est-allemand montent la garde sur les glaces de la rivière Havel.

A 11 h 55 précises, Anatoli Chitcharanski, encadré par Wolfgang Vogel et l'ambassadeur américain en RDA, avait franchi sous une cocarde frappée du marteau et du compas — les emblèmes du Parti communiste est-allemand — la limite entre la zone américaine de Berlin-Ouest et la RDA, symbolisée par le milieu du pont. Il y avait été pris en charge par l'ambassadeur américain à Bonn, M. Richard Burt, et le secrétaire ouest-allemand aux affaires internationales, M. Rahn. La scène s'est déroulée, comme prévu, à l'abri des regards indiscrets. Deux minibus noirs de la mission américaine à Berlin-Ouest avaient été placés en travers du tablier du pont.

Engagés dans un manteau noir et coiffés d'une toque de fourrure, le dissident soviétique n'a été aperçu, du côté occidental, qu'une fois franchi ce premier barrage. Il a été immédiatement invité par M. Richard Burt à prendre place dans sa limousine officielle qui attendait à l'entrée du pont pour l'emmener directement à l'aéroport militaire de Tumpelhof.

Souriant, saluant de la main les journalistes qui se pressaient des deux côtés de la route, Chitcharanski est apparu en bonne forme. Aucun contact direct n'a toutefois pu avoir lieu avec lui sur le sol ouest-allemand. Ses retrouvailles avec son épouse à l'aéroport militaire américain de Francfort se sont déroulées en l'absence de la presse. Peu de temps après, le couple embarquait à destination de Tel-Aviv dans un appareil militaire.

#### Neuf personnes

Tout avait été soigneusement programmé du côté occidental pour que la libération de Chitcharanski n'apparaisse pas, du moins formellement, comme faisant partie de l'échange d'espions opéré sur le pont de Glinicki. Une partie des difficultés des négociations de ces derniers mois, a-t-on confirmé à Bonn, avait résulté de la difficulté à mettre au point une formule permettant à chacun de sauver la face. Tout en acceptant de libérer Chitcharanski, Moscou insistait pour que l'opération se déroule dans le cadre d'un échange d'espions, afin de discréditer à travers lui les dissidents.

En définitive, l'échange a porté sur neuf personnes. Outre Chitcharanski lui-même, Bonn et Washington ont obtenu la libération de trois personnes : un Allemand de l'Ouest, Dietrich Nistroy, cinquante ans (arrêté au cours d'un séjour en Allemagne de l'Est, il y avait été accusé de travailler pour les services secrets ouest-allemands et condamné, en 1982, à la prison à perpétuité) ; un Allemand de l'Est, Wolf Georg Frohn, quarante et un ans (condamné également à la perpétuité en 1981 en RDA comme agent de la CIA) ; enfin, un Tchécoslovaque, Jaroslav Javorsky (condamné à douze ans de prison en RDA, où il

avait été accusé d'organiser des passages à l'Ouest).

Au moins aussi important pour la RFA avait été le rapatriement samedi de trois ressortissants ouest-allemands détenus en URSS, sous l'accusation de tentative de corruption. Tous trois travaillaient pour des sociétés ouest-allemandes installées à Moscou. Pour Bonn, il s'agissait de cas humanitaires flagrants, en raison des manœuvres constantes des Soviétiques pour tenter de piéger les étrangers demeurant en URSS.

En échange, les Occidentaux ont relâché cinq personnes : le Soviétique Semijakov (un informaticien soviétique qui travaillait jusqu'à son arrestation dans une firme d'import-export à Cologne, où il avait été convaincu d'espionnage industriel et scientifique) ; il avait été condamné en septembre 1985 à trois ans de prison ; un lieutenant-colonel des services secrets polonais, Jerzy Kaczmarek (infiltré en RFA, où il travaillait pour le gouvernement de Brême) ; l'Allemand de l'Est Detlev Scharfenort, quarante-trois ans (condamné à quatre ans de prison en 1985 à Düsseldorf pour avoir fait du recrutement pour le compte des services secrets est-allemands dans les milieux étudiants) ; enfin, les Etats-Unis ont relâché pour leur part le couple Karl et Hanna Kocher, convaincu d'espionnage au profit de la Tchécoslovaquie.

#### Un succès pour M. Kohl

La raison qui a conduit les Soviétiques à confier à l'avocat est-allemand Vogel le soin d'établir le contact avec les Occidentaux et de mener avec eux les négociations reste pour le moment peu claire. M. Vogel est un habitué de ce genre d'affaires, mais il y était rarement apparu au premier plan. Les Soviétiques sont restés, de leur côté, relativement discrets sur leur rôle, et aucun représentant important de Moscou n'a assisté à l'échange.

Tout en reconnaissant qu'il y a probablement un arrière-plan politique au geste du Kremlin, on se refuse dans les milieux proches du gouvernement ouest-allemand à entrer dans une analyse précise. On préfère insister sur la réticence habituelle de l'Union soviétique à reconnaître qu'elle a des agents en Occident, comme ce Semijakov, qui était détenu en Allemagne de l'Ouest. Il n'est pas impossible en réalité que Moscou ait hésité à entrer directement dans des négociations avec le gouvernement fédéral.

Depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier Helmut Kohl, les rapports entre Bonn et Moscou n'ont jamais été très bons. Tout en maintenant d'importantes relations économiques avec la RFA, les dirigeants soviétiques n'ont cessé d'attaquer, ces dernières années, le chancelier ouest-allemand, tantôt soupçonné de « revanchisme », tantôt accusé, comme dans l'affaire des missiles ou de la guerre des étoiles, de trop faire le jeu des Américains.

Le résultat de l'opération ne s'en termine pas moins par un succès personnel pour le chancelier Kohl. La déclaration commune publiée mardi par la mission américaine de Berlin-Ouest lui rend un hommage appuyé et le place sur un plan d'égalité avec le président Reagan pour ce qui est de la responsabilité de la libération de Chitcharanski.

Celle-ci lui permet à la fois de se présenter plus que jamais comme le meilleur allié des Etats-Unis en Europe, mais également de pouvoir répondre à ses détracteurs qui l'accusent d'avoir liquidé la politique étrangère de son prédécesseur Helmut Schmidt en adoptant une attitude trop calquée sur celle de Washington. M. Kohl, à un an à peine des prochaines élections législatives, s'efforce de saisir toutes les occasions pour tenter de convaincre du contraire, au point d'affirmer, après la rencontre entre le président Reagan et M. Gorbatchev à l'automne dernier à Genève, qu'il pouvait s'attribuer une part de responsabilité dans la reprise du dialogue entre l'Est et l'Ouest.

HENRI DE BRESSON.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
Télégrammes : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 570 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wozniak.  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Correspondant en chef : Claude Sala.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montauzy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 35 dr. ; Inde, 1 700 r. ; Israël, 1 700 l. ; Japon, 3 000 ¥ ; Luxembourg, 30 l. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 170 esc. ; Suède, 350 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Thaïlande, 1,20 \$ ; USA, 1,20 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
467 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F  
ÉTRANGER (par mandat)  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

### Avital : douze ans de lutte contre l'oubli

De notre correspondant

Jérusalem. — Avec ses grands yeux d'un noir profond, son visage pâle et juvénile sous l'éternel foulard, sobre apprêt des juives pieuses, avec son sourire triste et sa silhouette mince, Avital Chitcharanski fait preuve, depuis douze ans, d'un courage tranquille et sûr au service d'une unique ambition : la liberté pour Anatoli. Douze ans d'espoir et d'inquiétude, d'énergie tenace et de fidélité.

Pour qu'arrive enfin le jour tant rêvé, elle a remué ciel et terre. Combien de pétitions et de discours, de meetings et de voyages, combien d'audiences sollicitées, de par le monde, auprès des puissants ? La Maison Blanche, l'Élysée, Downing Street et Rome. Elle fut reçue partout où elle croyait trouver une aide.

A l'occasion des grandes conférences internationales, de Genève à Madrid, les responsables soviétiques la trouvaient souvent sur leur chemin, infligeant à leurs propos éblouissants le plus criant démenti. Celle que Moscou traita d'« aventurière » ne fit que l'héroïne solitaire d'une insaisissable croisade contre l'oubli, dont elle comprit vite qu'il serait son pire ennemi. Sans cette farouche obstination, Anatoli serait-il libre aujourd'hui ?

Les jours de doute ou d'abattement, Avital disait trouver son réconfort dans le bel optimisme qui imprégnait chaque lettre mensuelle d'Anatoli à sa mère, M<sup>me</sup> Ida Milgrom. « Il a tellement confiance dans l'avenir, observait-elle, que nous ne pouvons que croire à sa libération prochaine. » Chaque semaine ou presque, Avital avait un contact téléphonique avec sa belle-mère qui vit près de Moscou et

serait bientôt autorisée, elle aussi, à quitter l'URSS.

Dans l'épreuve, Avital est devenue juive pratiquante. Depuis plusieurs années, elle partage son temps d'étude entre les textes du judaïsme et la peinture dans une école religieuse proche de Tel-Aviv. Elle a raconté sa lutte dans un livre-témoignage publié en France en 1979 et qu'elle avait naturellement intitulé, en songeant à son mari, « L'An prochain à Jérusalem ». Pour les Chitcharanski, l'an prochain est arrivé.

J.-P. L.

### M. JOSPIN : les socialistes doivent se réjouir

M. Lionel Jospin, qui participait, le mardi 11 février, à Chalon-sur-Saône, à une réunion de soutien aux listes socialistes de Saône-et-Loire, a expliqué que les socialistes, nombreux à s'être battus pour la libération de M. Chitcharanski, doivent « se réjouir » quand elle arrive, « même si le troc est bizarre ».

Le premier secrétaire du PS a ajouté : « Quel dommage que le mot de socialisme, que les aspirations de millions d'hommes et de femmes qui s'étaient battus contre l'exploitation, contre le despotisme, aient été à ce point égarés en Union soviétique, qu'il faille y considérer comme un criminel d'Etat Anatoli Chitcharanski ! Si le mot de socialisme n'avait pas été, à ce point, assombri par cette aventure despotique... » Le socialisme démocratique, que nous incarnons, qui ne peut se séparer de la liberté, aurait fait des avancées beaucoup plus grandes sur notre continent. » (Corresp.)

## D'AGENTS EN

### La question

De notre correspondant

Moscou. — La police s'appelle 40, rue Chalom-Alachem et raconte l'histoire d'une famille juive déracinée par la décision de plusieurs de ses membres d'émigrer en Israël. On la donnait mardi 11 février au Théâtre Stanislavski, 11 avenue du Théâtre Stanislavski, dans une salle comble. Les représentations ont lieu chaque semaine depuis environ un mois, et il est très difficile d'avoir des places.

L'auteur, Anatoli Stuvail, décrit avec une précision remarquable jusqu'à la fin des années 70, c'est-à-dire au plus fort de l'émigration juive. Plus de cinquante mille juifs soviétiques ont émigré en Israël en 1979, alors qu'ils n'ont été l'an dernier que mille cent quarante.

La famille semble habiter cet appartement d'Odesse depuis toujours. On se connaît entre voisins. Les enfants ont joué dans la cour quand ils étaient petits. Ils habitaient des maisons de bois. Un jour, des soldats moscovites, l'un est chasseur dans un institut, l'autre médecin, mais ont décidé d'émigrer en Israël et sont venus voir leurs parents pour leur dire de ne pas leur enlever la garde de leurs enfants. L'action se termine avec le départ de la famille pour l'Israël. La mère décide de rester pour son mari. Seul le médecin s'en va, non pas d'ailleurs en Israël mais en États-Unis.

La morale qui se dégage de la pièce est conforme à la thèse officielle soviétique. Les juifs soviétiques émigrés en Israël sont tous les mêmes : ils sont tous des « bourgeois » qui se sont en Israël enrichis. Un protagoniste, un journaliste, se réjouit qu'il y ait des juifs en Israël. Les autres juifs soviétiques sont tous des « bourgeois » qui se sont en Israël enrichis. Un protagoniste, un journaliste, se réjouit qu'il y ait des juifs en Israël. Les autres juifs soviétiques sont tous des « bourgeois » qui se sont en Israël enrichis.

La morale qui se dégage de la pièce est conforme à la thèse officielle soviétique. Les juifs soviétiques émigrés en Israël sont tous les mêmes : ils sont tous des « bourgeois » qui se sont en Israël enrichis. Un protagoniste, un journaliste, se réjouit qu'il y ait des juifs en Israël. Les autres juifs soviétiques sont tous des « bourgeois » qui se sont en Israël enrichis.

### Pourquoi M. Mandela demeure prisonnier ?

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le ministre sud-africain de la justice a coupé court aux spéculations selon lesquelles M. Nelson Mandela, le dirigeant noir emprisonné depuis vingt ans, serait relâché après vingt-trois heures. Ces rumeurs, émanant d'un cercle proche de M. Shimon Pérès et du chef de la mission sud-africaine à Berlin-Ouest, M. Peter Botha, ont été démenties par le ministre de la justice, M. Kobus Moshale.

Le ministre de la justice a déclaré que la position du gouvernement sud-africain est claire : la proposition du président sud-africain de relâcher M. Mandela pour des raisons humanitaires, Chitcharanski et d'autres juifs soviétiques, ne peut être acceptée. Une réponse négative à cette question a été donnée par le ministre de la justice, M. Kobus Moshale.

Le communiqué conclut en ces termes : « La libération de Chitcharanski ne peut être acceptée par le gouvernement sud-africain. »

Le communiqué conclut en ces termes : « La libération de Chitcharanski ne peut être acceptée par le gouvernement sud-africain. »

MICHEL BOLE-RICHARD.



# ET L'ÉCHANGE

A VARSOVIE, en revanche, la situation est à l'opposé. L'échange de prisonniers a été annoncé par le général Cichoradzki aux « espions » qui purgent des peines dans des prisons polonaises.

L'agence est-allemande ADN a employé la plus subtile. Signalant l'échange de prisonniers, elle a écrit : « Les prisonniers, en Pologne et RDA, ne sont pas des espions, mais des personnes qui ont été victimes de la guerre froide ».

## ive de l'opération par les Soviétiques

### ue-t-on à Bonn

avait été accusé d'organiser des passages à l'Ouest.

Au moins aussi important pour la RFA, l'opération a été présentée samedi de trois ressortissants allemands détenus en URSS, en accusation de tentative de corruption. Tous trois travaillaient pour des sociétés ouest-allemandes installées à Moscou. Pour Bonn, il s'agit de cas humanitaires, mais en raison des manœuvres continues des Soviétiques pour tenter de percer les étrangers demeurent en URSS.

En échange, les Occidentaux ont relâché cinq personnes : le soldat Semjakov (un informateur soviétique qui travaillait jusqu'à son arrestation dans une firme d'import-export à Cologne, où il avait été convaincu d'espionnage industriel et scientifique) ; il avait été condamné en septembre 1985 à trois ans de prison ; un lieutenant-colonel des services secrets polonais, Jerzy Kozmarzek (infiltre en RFA, où il travaillait pour le gouvernement de Brême) ; l'Allemand de l'Est Detlo Scharfner, quarante-trois ans, condamné à quatre ans de prison en 1985 à Düsseldorf pour avoir aidé le recrutement pour le compte des services secrets ouest-allemands des milieux étudiants. Enfin, l'Est-allemand qui a été relâché pour la part le couple Karl et Hana Kohn, convaincu d'espionnage au profit de la Tchécoslovaquie.

### Un succès pour M. Kohl

La raison qui a conduit les Soviétiques à conclure l'échange est-allemand Vogel le son d'oubli à contacter avec les Occidentaux et à mener avec eux les négociations reste pour le moment peu clair. M. Vogel est un habitué de ce genre d'affaires, mais il n'a été rarement apparu au premier plan. Les Soviétiques sont restés, de leur côté, relativement discrets sur leur rôle. Aucun représentant important de Moscou n'a assisté à l'échange.

Tout en reconnaissant qu'il y a probablement un arrière-plan politique au geste du Kremlin, on se refuse dans les milieux proches du gouvernement ouest-allemand à entrer dans une analyse précise. On préfère insister sur la référence habituelle de l'Union soviétique à reconnaître qu'elle a des agents en Occident, comme ce Semjakov, qui a été détenu en Allemagne de l'Ouest. Il n'est pas impossible en réalité que Moscou ait hésité à entrer dans des négociations avec le gouvernement fédéral.

Depuis l'arrivée au pouvoir de chancelier Helmut Kohl, les rapports entre Bonn et Moscou ont été très bons. Tout en maintenant d'importantes relations diplomatiques avec la RFA, les deux pays ont cessé d'être des ennemis. Les chancelleries ouest-allemande, tantôt soupçonnées de « revanchisme », tantôt accusées, comme dans l'affaire de Vogel, de la guerre des étoiles, de trop jouer le jeu des Américains.

Le résultat de l'opération ne se termine pas moins par un succès personnel pour le chancelier Kohl. La déclaration commune publiée mardi par la mission américaine de Berlin-Ouest lui rend un hommage appuyé et le place sur un plan d'égalité avec le président Reagan, qui est celui qui est de la responsabilité de la libération de Cichoradzki.

Celle-ci lui permet à la fois de se présenter plus que jamais comme le meilleur allié des États-Unis en Europe, mais également de pouvoir répondre à ses détracteurs qui l'accusent d'avoir liquidé la politique étrangère de son prédécesseur Helmut Schmidt, en adoptant une attitude trop calquée sur celle de Washington. M. Kohl, à un an de Washington, s'efforce de saisir toutes les occasions pour tenter de convaincre du contraire, au point d'affirmer, après la rencontre entre le président Reagan et M. Gorbatchev, qu'il faut donner à l'Europe le rôle qu'elle jouait autrefois dans la responsabilité dans la reprise du dialogue entre l'Est et l'Ouest.

HENRI DE BRESSON

## D'AGENTS ENTRE L'EST ET L'OUEST

### La question juive et la patrie soviétique

De notre correspondant

Moscou. — La pièce s'appelle 40, rue Chalom-Aleïchem et raconte l'histoire d'une famille juive déchirée par la décision de plusieurs de ses membres d'émigrer en Israël. On la donnait mardi 11 février au Théâtre Stanislavski, devant une salle comble. Les représentations ont lieu chaque semaine depuis environ un mois, et il est bien difficile d'avoir des places.

L'auteur, Arkadi Stavijski, était quasiment inconnu jusqu'au succès de 40, rue Chalom-Aleïchem. Mais si sa pièce fait grand bruit à Moscou, elle y suscite des réactions très diverses dans la communauté juive.

L'action se situe à Odessa « à la fin des années 70 », c'est-à-dire au plus fort de l'émigration juive. Plus de cinquante mille juifs soviétiques avaient pu partir en 1979, alors qu'ils n'ont été l'an dernier que mille cent quarante.

La famille semble habiter cet appartement d'Odessa depuis toujours. On se connaît entre voisins. Les enfants ont joué dans la cour quand ils étaient petits. Ils habitent désormais Moscou — l'un est chercheur dans un institut, l'autre médecin — mais ont décidé d'émigrer en Israël et sont venus voir leurs parents pour tenter de convaincre ces derniers de partir avec eux. L'action se termine quand le taxi qui vient chercher toute la famille pour l'embarquer à l'aéroport arrive enfin. Le père a été terrassé par une crise cardiaque. La mère décide de rester pour l'enterrement. Seul le médecin s'en va, non pas d'ailleurs en Israël mais aux États-Unis.

La morale qui se dégage de la pièce est conforme à la thèse officielle soviétique. Les juifs seraient heureux en URSS, alors que tous les malheurs s'abattent sur eux « à l'étranger », que ce soit en Israël ou aux États-Unis. Un protagoniste fait ainsi remarquer qu'à New-York les fenêtres des gratte-ciel sont verrouillées pour qu'on ne puisse pas se suicider ; un voisin pharise sympathique lance une formule à l'import-export : « Il n'y a pas de meilleur régime que le système soviétique ».

Si le père succombe, c'est parce que ses fils ont « trahi » leur « patrie ». La mère qui reste pour l'enterrement dit à ses enfants que leur père est mort « sans leur pardonner ». L'histoire se termine donc mal pour tout le monde. La conclusion est implicite : il vaut mieux rester en URSS. « La patrie, c'est le pays où l'on est né et dans lequel on a grandi ». Et le père est décidé à démentir porteur de valeurs « positives » soviétiques. Le fils médecin qui fuit aux États-Unis sans assister aux obsèques de son père, « car son visa de sortie n'est valable que quelques jours », n'a pas le beau rôle.

### Un poids passionnel considérable

La communauté juive moscovite est partagée à propos de cette pièce. Les uns y voient un louable effort pour aborder un thème jusqu'ici tabou. D'autres dénoncent une habile opération de propagande bien dans la ligne actuelle. Cette pièce n'est pas une invitation au voyage.



La question juive a un poids passionnel considérable en URSS, car elle remet en cause un dogme fondamental. La propagande officielle continue inlassablement à décrire les pogroms de l'ancien régime et le « bonheur » sans mélange d'aujourd'hui. Le « Grand Octobre », comme on dit ici, a en effet émancipé les juifs de l'ancien empire russe, qui étaient des citoyens de seconde zone. Mais cet immense espoir s'est dissipé dès les années 30.

L'antisémitisme personnel de Staline, qui s'est transformé en paranoïa à la fin de sa vie, a encore assombri le tableau. Soixante-neuf ans après la révolution, certains ont l'audace de ne pas se sentir chez eux en URSS. Ils ne sont qu'une minorité, mais en butte à toutes sortes de vexations et d'intimidations. Les candidats au départ seraient sans doute moins nombreux si celles-ci n'existaient pas.

Un nombreux claque clandestin limite l'accès aux « filières » nobles de l'université et de la recherche. La proportion de juifs qui peuvent entrer dans les facultés de médecine ou de physique les plus réputées est soigneusement contrôlée.

Les plus grands mathématiciens, de nombreux physiciens, d'innombrables médecins de haut niveau, qui sont actuellement en activité, ayant souvent dépassé les cinquante ans, ne pourraient probablement pas, aujourd'hui, commencer leurs études dans les établissements les plus cotés s'ils avaient à nouveau dix-huit ans. Leurs enfants ou petits-enfants le savent, et ils doivent choisir entre une formation au rabais ou le dépit d'une demande de visa pour Israël.

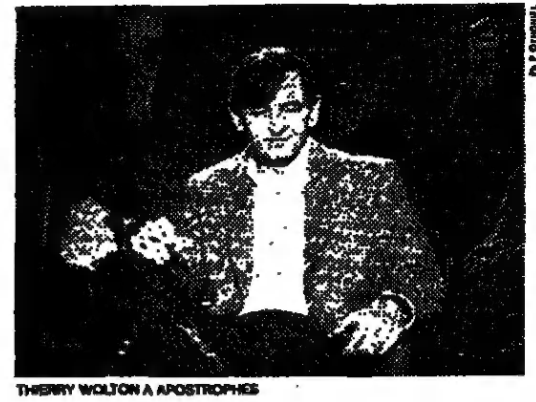
Sur la place Rouge, au milieu des touristes, un vieux juif soviétique lit avec application un manuel d'enseignement de l'hébreu. Un jeune militaire s'approche et lui dit : « Grand-père, j'ai compris ton message. Tu essaies d'attirer l'attention des étrangers pour t'enfuir en Israël. Mais tu es si vieux ! A quoi bon apprendre l'hébreu à ton âge ? » Le vieux lève les yeux de son livre et réplique : « Justement parce que je suis vieux et que je vais mourir, je veux pouvoir parler à Dieu dans sa langue quand je serai au Paradis. » Le militaire éclate de rire : « Et si tu étais en enfer ? » « Oh ! tu sais, je connais le russe... »

Cette plaisanterie archiconnue dans les milieux juifs de Moscou ne faisait même plus rire le « refuznik » qui nous la racontait récemment. Voilà six ans qu'on lui « refuse » (d'où ce sobriquet dont tout le monde connaît le sens en URSS) son visa pour Israël. Il a été chassé de son institut, il est vaguement veillé de nuit à 80 roubles (environ 500 francs) par mois. Son emploi est même totalement illégal, car il remplace un Russe qui a trouvé un meilleur salaire ailleurs mais auquel il reverse 10 roubles pour travailler sous son identité.

Aucun quotidien soviétique ne faisait état ce mercredi 12 février de la libération d'Anatoli Cichoradzki ni de son arrivée en Israël. Ce nom n'est d'ailleurs connu que des deux cent mille candidats potentiels à l'émigration et des dix mille à vingt mille « refuzniks ». La communauté juive soviétique est forte de deux à trois millions de personnes, selon que l'on se réfère aux chiffres officiels ou à des estimations privées.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## LE LIVRE QUI STUPÉFIE LES FRANÇAIS



THIERRY WOLTON A APOTROPHES



"Un livre choc bourré d'histoires étonnantes." **Le Point**

"Le dossier le plus complet jamais publié." **L'Express**

"Le KGB est dans votre quartier." **Le Journal du Dimanche**

"The exploits of a secret agent who may have been one of the most valuable informants that the West has ever had inside the KGB." **Time**

"Un livre explosif" **Le Nouvel Observateur**

"Un livre clé..." **Le Figaro Magazine**

"Une véritable Bible." **Le Monde**

"Prodigieux." **Bernard Pivot**

**GRASSET**

## PROCHE-ORIENT

### LA RELANCE DE LA GUERRE DU GOLFE

- Bagdad assure avoir repoussé l'offensive iranienne
- Téhéran affirme poursuivre son opération en territoire irakien

Le gouvernement irakien a assuré, mardi 11 février, que ses troupes avaient repoussé l'offensive iranienne lancée il y a deux jours et qu'elles avaient reconquis l'île d'Oum-Rassas, dans le Chah-el-Arab, le large cours d'eau marquant la frontière entre les deux pays. Reconnaissant que les forces iraniennes avaient bien franchi le cours d'eau, le général El-Rachidi, commandant la troisième armée irakienne, a affirmé, mardi soir, que l'offensive de Téhéran était « complètement dévotée ». L'armée irakienne a livré bataille durant dix-huit heures pour reprendre l'île d'Oum-Rassas, a dit le général El-Rachidi, alors que la veille encore les autorités de Bagdad avaient catégoriquement démenti que cet îlot fût tombé aux mains de l'ennemi.

Selon Radio-Bagdad, le général El-Rachidi, devant le succès de la contre-offensive irakienne, a même demandé au président Saddam Hussein l'autorisation de poursuivre en territoire ennemi et de marcher sur la ville irakienne de Khorramchahr. Les irakiens, qui déclarent que l'Iran se soit emparé de l'île, ancien terminal pétrolier au sud de l'Irak, ont encore indiqué que leur contre-offensive avait fait au moins deux mille cinq cents tués parmi les Iraniens et des milliers de blessés.

Les autorités de Téhéran assurent, pour leur part, que leur opération — baptisée « l'Aube 8 » — est un succès et que les troupes iraniennes ont continué à progresser ce mercredi. Les communications militaires font état de trois mille tués ou blessés et de quelque neuf cents pri-

sonniers dans les rangs irakiens. Le gouvernement affirme que ses troupes contrôlent toujours l'île d'Oum-Rassas, ainsi que l'île de Bassorah à 90 kilomètres au sud de Bassorah) et ses environs, où elles auraient détruit trois bases de missiles irakiennes. A Téhéran, s'adressant à une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes réunies place Azadi pour fêter le septième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, le président iranien, M. Ali Khamenei, a assuré que l'armée avait pénétré en Irak sur une profondeur de 40 kilomètres. « Le drapeau vert de l'Islam flotte sur le plus haut minaret de Fao », a-t-il dit, ajoutant : « Nous devons châtier l'agresseur puisque le monde ne veut pas le faire. » « Une paix sans justice n'est pas une bonne paix », a poursuivi M. Khamenei, rappelant, en substance, que l'Iran exigeait la chute du régime irakien, responsable du déclenchement de la guerre il y a six ans, avant d'envisager de mettre un terme au conflit.

Selon les milieux diplomatiques et militaires occidentaux à Téhéran, l'objectif iranien semble être la ville irakienne de Sawfan, à la frontière avec le Koweït, point de passage obligé de la route Koweït-Bassorah, par laquelle transite la majorité du trafic de marchandises à destination de l'Irak. Le président Khamenei a d'ailleurs envoyé un émissaire iranien à Koweït pour demander aux autorités de ce pays de ne pas permettre à l'armée irakienne de prendre position sur la petite île koweï-

tienne de Bobyane, située au nord-ouest du Golfe, tout près de Fao.

Alors que le Koweït a fait part de sa « très vive inquiétude » devant l'offensive irakienne, les combats en cours — les plus sérieux depuis un an — ont continué à susciter de nombreuses condamnations dans le monde arabe, particulièrement en Arabie saoudite, en Jordanie et en Egypte. Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khibi, a dénoncé la responsabilité de Téhéran dans la reprise des combats. Le comité des sept pays arabes chargé par la Ligue de trouver une issue au conflit pourrait se réunir dans les quarante-huit heures à Bagdad, tandis que l'Irak a demandé une réunion du conseil de sécurité de l'ONU.

Enfin, à Washington, le département d'Etat a fait part de « la profonde inquiétude des États-Unis », et appelé qu'une extension du conflit à d'autres États de la région « constituerait une menace majeure pour les intérêts américains ». — (AFP, Reuters, AP.)

### Israël

● Mort d'Israël Gallili. — Ancien ministre et haut responsable du Parti travailliste israélien, Israël Gallili est mort, samedi 8 février, dans un kibboutz du centre d'Israël à l'âge de soixante-quinze ans. Ancien de la Hagana, il fut notamment ministre de la défense de Ben Gourion, puis le conseiller de Golda Meïr. — (Reuters.)



# ASIE

## LA CONFUSION POST-ÉLECTORALE AUX PHILIPPINES

### L'opposition rejette avec indignation la perspective de coopérer avec le pouvoir

De notre envoyé spécial

Manille. — Après qu'eurent été cérémonieusement montrés à l'assistance — à la manière du prestidigitateur faisant constater l'absence de double fond — l'endroit et l'envers de l'urne cadencée, force fut de constater que sept sur huit des formulaires qu'elle contenait et sur lesquels figuraient les résultats de la province d'Ilocos, dont M. Marcos est originaire, étaient irréguliers. Manquaient la signature d'inspecteurs, les tampons, etc. Il n'avait pas fallu moins de sept heures de palabres procéduriers pour en arriver là. Cet épisode, survenu mardi 11 février au Parlement philippin (Batasnan Pambansa), témoigne du tour tragique de la phase post-électorale aux Philippines.

Tandis que ce Parlement capif du régime, qui n'est pas plus au centre de la ville (il est situé à une dizaine de kilomètres de Manille) qu'il n'a jamais été au cœur de la vie politique, est en train de faire un président de bric et de broc à partir de résultats truqués, une violence rampante continue de s'étendre à Manille et en province. Mardi, l'assassinat en pleine rue de l'ex-gouverneur d'Antique, M. Javier, abattu après avoir été poursuivi par des tueurs jusqu'au fond d'un magasin où il avait cherché refuge, a été perçu par l'opposition comme un avertissement. Le jeune politicien qui dirigeait la campagne de Cory Aquino dans la province d'Antique avait eu le tort de s'attaquer à M. Arturo Pacifador, député KBL.

#### Afghanistan

• L'URSS et un règlement politique. — Le ministre soviétique des affaires étrangères a reçu, mardi 11 février, à Moscou, M. Diego Cordovez, sous-secrétaire général de l'ONU et médiateur dans les négociations indirectes entre l'Afghanistan et le Pakistan à Genève, a annoncé l'agence Tass. M. Chevardnadze, a précisé Tass, a rappelé que l'URSS avait « la ferme intention de faire en sorte que l'année 1986 soit marquée par des progrès substantiels dans le règlement politique » de la question afghane. — (AFP.)

(partie de M. Marcos), qui règne sur la région avec son armée privée. Deux jours avant qu'il ne soit assassiné, M. Javier avait demandé aide à l'ambassade américaine, car il se sentait menacé.

Les opposants ont quotidiennement un ou deux morts dans leurs rangs. A Manille, l'attaque par des voyous, mardi, du siège de Namfrel, l'organisme privé qui calcule les résultats et donne M<sup>re</sup> Aquino gagnante, témoigne de la situation d'insécurité dans laquelle ils se trouvent.

#### Le « président du peuple » face à Marcos

Ce contexte de fraude électorale et de violence, la pantomime parlementaire dont le Batasan Pambansa est le théâtre, donnent à la proposition adressée par M. Marcos à M<sup>re</sup> Aquino (et apparemment avalisée par Washington) de participer à un conseil d'Etat chargé de promouvoir des réformes, un caractère aussi irréaliste que déplacé. Il semble difficile d'imaginer que cette femme, qui non seulement n'est pas une politicienne et par conséquent n'a pas fait du compromis une profession, mais qui encore considère que M. Marcos est à l'origine de l'assassinat de son mari, accepte de siéger dans un conseil destiné à cautionner le régime.

« La fraude a été étonnée, chaque jour on tue des opposants, et l'on ne trouve rien de mieux que de nous parler de gouvernement de coalition. Nous ne sommes pas hostiles à la réconciliation nationale, mais il y a des limites à l'indécence », commentait-on mardi dans l'entourage de M<sup>re</sup> Aquino. Visiblement, les premières déclarations de M. Reagan avaient été accueillies avec plus encore d'indignation que de déception. L'opposition, qui paraissait ces deux derniers jours hésitante sur la stratégie à adopter, semble désormais décidée. Dans sa déclaration, mardi, M<sup>re</sup> Aquino a mis en garde : « Personne ne doit penser que cette nation ne se soulèvera pas pour défendre ce qu'elle a gagné : la présidence. » Les parlementaires de l'opposition annoncent

qu'ils refuseront d'entériner les résultats que proclamera dans les prochains jours l'Assemblée.

L'opposition se prépare, en fait, à mener une action progressive de sapes du pouvoir. Elle entend d'abord montrer qu'elle n'est pas isolée mais dispose de deux grandes forces : le soutien populaire et celui de l'Eglise. Le jour où l'Assemblée annoncera la victoire de M. Marcos, l'opposition appellera à une grande manifestation au cours de laquelle M<sup>re</sup> Aquino sera proclamée « président du peuple ». Prévue initialement pour le jeudi 13 février, cette manifestation a été ajournée sine die en raison de la lenteur des travaux de l'Assemblée.

L'opposition attend, d'autre part, que l'Eglise lui manifeste formellement son soutien moral à la suite de la réunion de la conférence épiscopale qui se tiendra jeudi. Par ailleurs, la cardinal Sin, archevêque de Manille, a rendu visite mardi au siège de Namfrel. L'évêque auxiliaire qui l'accompagnait, Mgr Bacani, a affirmé que l'Eglise était prête à soutenir des actions non violentes de « désobéissance civile » s'il est confirmé que M. Marcos a gagné en trichant.

Tandis que l'opposition rassemble ses forces, s'accumulent les preuves, accablantes pour le régime, sur la manière dont se sont déroulés les élections. Un exemple : dans la région numéro 11, celle dont M. Marcos est originaire, le représentant de l'opposition de la ville de San-Nicolas se demande où a bien pu passer son bulletin de vote : il n'y avait pas même une voix pour M<sup>re</sup> Aquino dans les urnes.

A Manille, près de 20 % des électeurs n'ont pas voté car, bien qu'ils se soient fait enregistrer, leur nom ne figurait pas sur les listes électorales. L'achat des voix, les intimidations, la non-inscription sur les listes électorales sont des pratiques condamnables. Mais ce que l'on ne peut accepter, ce sont les manipulations délibérées opérées au niveau des administrations provinciales ou nationales, ces pratiques qui dénotent l'arrogance et le cynisme du régime », affirment les élus de l'opposition.

PHILIPPE PONS.

### Le président Reagan dépêche un émissaire

(Suite de la première page.)

Consistant donc à prendre ses distances à l'égard de M. Marcos, mais sans le faire suffisamment pour lui ôter les moyens et l'envie de forcer les chiffres. (Le Monde du 28 janvier), la politique suivie par Washington dans les semaines qui ont précédé l'élection a largement contribué, ainsi, à créer à Manille l'impasse dont M. Reagan ne sait vraiment comment sortir.

Dans le bref communiqué écrit, par lequel il a annoncé, mardi après-midi, le prochain départ de M. Habib, le président américain — tout en se refusant à un jugement définitif sur les résultats du scrutin, car aucune des deux commissions électorales, dit-il, n'en a encore prononcé un — laisse très clairement percevoir une nette désapprobation de la fraude et une insistance sur la nécessité de la démocratie. « Il est de fait, et alarmant, que l'élection, déclarait-il, a été entachée de violence et d'informations faussées et de fraude et que nous prenons très au sérieux. Cela nous préoccupe car nous cherchons l'obligation de liberté et d'équité des élections et parce que nous considérons que le gouvernement des Philippines a besoin d'un authentique mandat populaire pour contrecarrer avec succès le développement de l'insurrection communiste et restaurer la santé de l'économie. »

#### Les bases militaires

Voilà qui est dit et l'on pourrait aisément comprendre que la mission confiée à M. Habib (longtemps l'homme des contacts américains au Proche-Orient) est d'aider M. Marcos à se retirer en sauvant la face. L'ennui est que lundi, lorsque M. Reagan avait commencé de parler de la nécessité pour M. Marcos et M<sup>re</sup> Aquino de « travailler

ensemble à former un gouvernement viable », le propos avait semblé, d'abord, signifier « gouvernement de coalition » avant que le président lui-même, dans une interview au Washington Post, ne démentît.

L'élection, avait-il expliqué en substance, prouve que la démocratie philippine fonctionne presque aussi bien que l'américaine et « quel que soit le vainqueur, l'autre parti ne cesse pas d'exister et attend les élections suivantes ». Le président (démocrate) de la commission des affaires étrangères de la Chambre, M. Solarz, avait réagi en voyant là « la preuve irréfutable qu'ils fument du haschich, à la Maison Blanche ». Cette remarque acerbe n'a pas empêché M. Reagan de s'interroger au cours de sa conférence de presse sur la possibilité que la fraude « ait pu se produire des deux côtés ».

Il n'était plus question, devant les caméras de la télévision, de la mission Habib ou du besoin d'un « authentique mandat ». Il était question des deux bases militaires que les Etats-Unis entretiennent aux Philippines et dont « on ne peut pas minimiser l'importance, non seulement pour nous, mais aussi pour le monde occidental et les Philippines elles-mêmes (car) il n'en est pas d'autres qui soient plus importantes » dans la protection des « seize points d'entrelacement » de la circulation maritime.

Rien de tout cela n'étant très pensé, l'élément qui pourrait maintenant le plus peser sur la position américaine sera l'évolution à Manille même : si M. Marcos peut se maintenir sans trop de violence il aura gagné alors qu'une fuite en avant dans une répression brutale provoquerait de sérieux remous à Washington. Plus nettement encore que

pour les sanctions contre l'Afrique du Sud (que M. Reagan avait dû prendre, en septembre dernier, à son corps défendant), il existe, en effet, un assez large consensus au Congrès en faveur d'un rapide effacement de M. Marcos. M. Lugar, président (républicain) de la commission des affaires étrangères du Sénat et chef de la délégation d'observateurs dépêchée officiellement par M. Reagan pour suivre les élections, soulignait, mardi, « l'immense réservoir de sympathie » dont l'Amérique dispose aux Philippines et l'importance de ne pas décevoir les espoirs qu'on place dans l'attitude de Washington.

L'annonce de la mission Habib a, en ce sens, l'avantage de faire gagner du temps.

BERNARD GUETTA.

#### WASHINGTON ENVISAGERAIT L'ENVOI DE CONSEILLERS MILITAIRES A MANILLE

Seul Newsweek, les Etats-Unis envisagent d'envoyer des conseillers militaires aux Philippines, pour aider l'armée à lutter plus efficacement contre les guérilleros communistes de la Nouvelle Armée populaire, qui ont infligé de lourdes pertes aux troupes gouvernementales.

D'après l'hebdomadaire, qui cite des sources proches du Pentagone, deux compagnies de « bêtes vertes » seraient envoyées au camp de Fort-Nagsaysay, au nord de Manille, pour entraîner soldats et recrues de la police. Ils seraient en outre chargés de réorganiser la « logistique désastreuse » de l'armée philippine. Enfin, Washington souhaiterait que soit révisé l'accord sur les bases américaines de Clark et de Subic Bay, afin d'accroître le rôle des Etats-Unis dans leur défense.

## DIPLOMATIE

### M. Mitterrand s'est entretenu avec le ministre algérien des affaires étrangères

Premier membre du gouvernement algérien à venir à Paris depuis les frictions franco-algériennes de l'été dernier, M. Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, a eu, mardi après-midi 11 février, à l'Elysée, un entretien de quatre-vingt-dix minutes avec le président Mitterrand, portant notamment sur la coopération bilatérale et la situation au Maghreb.

La venue de M. Ibrahim à Paris a coïncidé sur le plan régional avec une relance des consultations diplomatiques entre Alger et Tripoli, en brouille depuis deux ans, et les efforts déployés par la Tunisie pour organiser un sommet des pays maghrébins, alors qu'un brusque accès de fièvre est constaté au Tchad.

Au cours de cet entretien, qui s'est déroulé en présence du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, et de l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Abdel Hamid Mehri, « un accent particulier a été mis sur la situation au Maghreb qui vit l'émergence de tensions nouvelles (entre la Tunisie et la Libye l'été dernier) et la persistance d'un

conflit que vous connaissez bien », a indiqué le ministre, ajoutant qu'il avait « exposé au président Mitterrand les efforts que déploie l'Algérie pour éliminer ces tensions et aboutir à une solution politique du conflit » du Sahara occidental.

M. Ibrahim, qui était porteur d'un message du président Chadli Bendjedid au président Mitterrand, a indiqué qu'il s'était entretenu avec le chef de l'Etat français avec « beaucoup de franchise ». « Je suis convaincu que cet échange sera utile, et s'il n'aboutissait qu'à davantage de compréhension pour nos démarches respectives ce sera un bon résultat », a-t-il poursuivi.

#### Quelques « contentieux »

Au plan bilatéral, le séjour parisien du ministre algérien a coïncidé avec la fin de la réunion à Alger de la grande commission de coopération économique, qui devait régler quelques « contentieux », en particulier le problème du déficit chronique de la balance de paiement algé-

rienne, le tassement des échanges et celui de la compensation ou troc dans les transactions que les Français voudraient pouvoir aménager.

« Nous avons parlé de la globalité de la coopération algéro-française. Il y a satisfaction des deux côtés, car la volonté politique existe dans les deux pays et les moyens nécessaires à cette fin existent. Les mécanismes mis en place pour promouvoir cette coopération ont fait leurs preuves dans certains domaines. Il s'agit maintenant d'arriver à un niveau qualitatif satisfaisant », a dit M. Ibrahim.

Sur le problème des immigrés algériens en France, le ministre a déclaré : « J'ai exposé au nouveau le souci constant du gouvernement algérien de travailler à défendre les intérêts de cette communauté et d'agir de concert avec le gouvernement français à l'amélioration des conditions de séjour et de travail de cette communauté. Dans cette voie, beaucoup de pas en avant ont été accomplis, il s'agit maintenant de les affirmer. »

### L'Eglise face aux régimes autoritaires

(Suite de la première page.)

A Haiti, par exemple, c'est la conférence nationale des religieux qui a donné le signal de la contestation. On peut penser que la révolution sandiniste au Nicaragua voisin n'y a pas été étrangère. Un lent travail de « conscientisation » s'est alors développé dans les couches populaires où l'Eglise haïtienne est mieux implantée que dans les milieux intellectuels. Cela devait déboucher en mars 1983 sur un congrès eucharistique national au thème audacieux : « Il faut que quelque chose change ici. »

Puis le pape est entré en jeu — dernière étape de ce processus. Venu clore le congrès à Port-au-Prince, Jean-Paul II en a paraphrasé le slogan : « Il faut bien, en effet, que les choses changent. » Il lui donnait, du même coup, une autre dimension et encourageait les langues à se délier. La peur était en quelque sorte vaincue, collectivement.

Le cas de Haiti illustre parfaitement le rôle du Vatican dans de telles situations. Certes, Jean-Paul II, qui n'oublie jamais sa Pologne natale, est très attentif aux droits de l'homme, très sensible lorsqu'une Eglise lui apparaît comme le rempart d'un peuple opprimé. Mais, lors de ses voyages, le pape innove peu : il ne fait qu'exprimer la position moyenne de l'épiscopat local. C'est un coup de pouce parfois déterminant. Jean-Paul II n'en prend l'initiative que s'il est persuadé que les catholiques du pays en question ne sont tentés ni par la révolution violente ni par des thèses marxistes.

#### A la recherche d'un nouveau rôle

En ces jours de liesse et de vengeance à Haiti, la prudence manifestée par les évêques est compréhensible. Craignant les

débordements violents, ils multiplient les appels à la tolérance : n'étant pas tout à fait d'accord entre eux, ils sont à la recherche d'un nouveau rôle.

L'épiscopat brésilien, qui a vécu une expérience semblable, est déjà dans la phase du désengagement. Depuis l'avènement de la démocratie au Brésil, déclarait-il l'an dernier, notre « mission d'évangélisation se déplace ».

L'effet en retour méritait d'être étudié : dans quelle mesure, la démocratisation d'un pays, à laquelle elle a activement participé, amène-t-elle l'institution religieuse à réviser son propre mode de fonctionnement ? Aujourd'hui, pour une Eglise, il est paradoxalement plus facile de tenir tête à un pouvoir hostile que de trouver sa place dans une société libérée.

ROBERT SOLÉ.

## Damas pour comprendre le Moyen-Orient aujourd'hui.

Séjours touristiques à travers la Syrie d'hier et d'aujourd'hui.



TOURS OPERATORS  
• ANJOU  
• DECOURVER  
• EQUATIC  
• EXPLORATOR  
• FAST  
• GEOTOURS  
• INS  
• JET TOURS  
• KUONI  
• PLANETE  
• SIP  
• TERRE ENTIERE  
• TOURISME FRANÇAIS  
• VOYAGES DE FRANCE  
• ET D'OUTRE-MER

Je désire recevoir votre documentation pour un séjour touristique en Syrie.

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_ CODE \_\_\_\_\_



Office du Tourisme de Syrie  
103, rue de la Boétie 75008 Paris  
O.T.S. Tél.: (1) 45.62.56.32.

Georges Lubbo Conzel

En Espagne un arbre tricolore

Madrid, décembre  
de remporter le co  
mais conclu par le g  
avec un constructeur in  
Le ministère de l'  
ie et des Finances es  
BULL pour gérer et co  
comptabilité publicu  
budget de l'Etat. Enle  
autre lutte dans un cli  
concurrence ouverte, ce  
concrétise le dynamism  
compétence et l'ambiti  
BULL Espagne.  
Au total en 1986, 17  
admateurs BULL DPS  
Mini BULL DPS6 et p  
90 terminaux informatiq  
ureaux seront mis en  
Cette compétitivité  
agement dans le secteur  
seul fabricant d'ordina  
ombre de ses références  
Partie intégrante de



## he un émissaire

pour les sanctions contre l'Afrique du Sud (que M. Reagan avait dû prendre, en septembre dernier, à son corps défendant), il existe, en effet, un assez large consensus au Congrès en faveur d'un rapide effacement de M. Marcos. M. Lugar, président (républicain) de la commission des affaires étrangères du Sénat et chef de la délégation d'observateurs déléguée officiellement par M. Reagan pour suivre les élections, soulignait, mardi, « l'immense réservoir de sympathie » dont l'Amérique dispose aux Philippines et l'importance de ne pas décevoir les espoirs qu'on place dans l'attitude de Washington.

L'annonce de la mission Habibi, en ce sens, l'avantage de faire gagner du temps.

BERNARD GUETTA

### WASHINGTON ENVISAGERAIT L'ENVOI DE CONSEILLERS MILITAIRES A MANILLE

Selon *Newsweek*, les Etats-Unis envisagent d'envoyer des conseillers militaires aux Philippines, pour aider l'armée à lutter plus efficacement contre les guérilleros communistes de la Nouvelle Armée populaire, qui ont infligé de lourdes pertes aux troupes gouvernementales.

D'après l'hebdomadaire, qui cite des sources proches du Pentagone, deux compagnies de « bêtes vertes » seraient envoyées au camp de Font-Nagayay, au nord de Manille, pour entraîner soldats et recrues de la police. Ils seraient en outre chargés de réorganiser la « longue déstabilisation » de l'armée philippine. Enfin, Washington souhaiterait que soit révisé l'accord sur les bases américaines de Clark et de Subic Bay, afin d'accroître le rôle des Etats-Unis dans leur défense.

# En España\* Un árbol triunfa en el ruedo monetario

\* En Espagne un arbre triomphe dans l'arène monétaire.

Madrid, décembre 84 — BULL Espagne vient de remporter le contrat le plus important jamais conclu par le gouvernement espagnol avec un constructeur informatique.

Le ministère de l'Economie et des Finances espagnol vient de choisir l'informatique BULL pour gérer et contrôler la comptabilité publique et le budget de l'Etat. Enlevé de haute lutte dans un climat de concurrence ouverte, ce contrat concrétise le dynamisme, la compétence et l'ambition de BULL Espagne.

Au total en 1986, 17 grands ordinateurs BULL DPS8, 57 Mini BULL DPS6 et plus de 400 terminaux informatiques et bureautiques seront mis en place.

Cette compétitivité s'exprime tout aussi largement dans le secteur bancaire où BULL est le seul fabricant d'ordinateurs à augmenter le nombre de ses références.

Partie intégrante de la vie nationale depuis

24 ans, BULL Espagne développe chaque jour ses alliances avec les partenaires locaux.

Symbole de ce partenariat : le programme d'informatisation des écoles. BULL Espagne coopère avec les sociétés nationales pour offrir aux gouvernements autonomes des provinces

les solutions les plus avancées et le meilleur de la technologie.

Ainsi, dans les trois années à venir, les écoles de la Catalogne devraient-elles recevoir plus de 2 500 micro-ordinateurs BULL.

Au moment où l'Espagne s'ouvre à l'Europe communautaire, BULL Espagne propose aux Espagnols une informatique faite de coopération et de haute technologie. Une informatique qui offre davantage de liberté pour mieux entreprendre.



Jose M. de Azcoitia  
Directeur Général  
de BULL Espagne



## entretenu affaires étrangères

rienne, le tassement des échanges et celui de la compensation ou, en d'autres termes, les transactions que les Français voudraient pouvoir aménager.

« Nous avons parlé de la globalité de la coopération algéro-française. Il y a satisfaction des deux côtés : car la volonté politique existe dans les deux pays et les moyens nécessaires à cette fin existent. Les mécanismes mis en place pour promouvoir cette coopération ont fait leurs preuves dans certains domaines. Il s'agit maintenant d'arriver à un niveau qualitatif satisfaisant », a dit M. Ibrahim.

Sur le problème des immigrants algériens en France, le ministre a déclaré : « J'ai exposé à nouveau le souci constant du gouvernement algérien de travailler à défendre les intérêts de cette communauté et d'agir de concert avec le gouvernement français à l'amélioration des conditions de séjour et de travail de cette communauté. Dans cette voie, cette communauté a beaucoup de pas en avant qui ont été accomplis. Il s'agit maintenant de les affermir. »

## s autoritaires

débordements violents, ils multiplient les appels à la tolérance, n'étant pas tout à fait d'accord entre eux, ils sont à la recherche d'un nouveau rôle.

L'épiscopat brésilien, qui a vécu une expérience semblable, est déjà dans la phase du désengagement. Depuis l'avènement de la démocratie au Brésil, déclarait-il l'an dernier, notre « mission d'évangélisation se déplace ». L'Eglise n'a pas à présenter un projet politique, elle n'a plus à s'engager en tant que telle, mais à « stimuler les laïcs dans leur fonction de citoyens ». L'effet en retour méritait d'être étudié : dans quelle mesure la démocratisation d'un pays, à laquelle elle a activement participé, amène-t-elle l'institution religieuse à réviser son propre mode de fonctionnement ? Aujourd'hui, pour une Eglise, il est paradoxal de se voir plus facile de tenir tête à un pouvoir hostile que de trouver sa place dans une société libérée.

ROBERT SOLÉ



# AMÉRIQUES

## LE SORT DE L'ANCIEN DICTATEUR ET LA SITUATION A HAITI

### Le Libéria accepte d'accueillir M. Jean-Claude Duvalier et sa famille

Un pays d'accueil définitif pour M. Jean-Claude Duvalier a peut-être été enfin trouvé. Le ministre des affaires étrangères du Libéria, M. J. Bernard Blamo, a, en effet, fait savoir, mardi 11 février, à Monrovia, que son pays n'avait « pas d'objection » à accorder l'asile politique à l'ancien président haïtien et à ses proches, si une demande en ce sens lui était adressée. Le ministre a toutefois précisé que Baby Doc n'avait pas encore présenté au Libéria une telle demande.

Haiti et le Libéria, a souligné M. Blamo, figurent parmi les rares nations noires à avoir participé à la fondation des Nations unies, et les deux pays, a-t-il encore dit pour expliquer l'offre de son gouvernement, entretiennent depuis longtemps « des relations amicales et cordiales ». Il est permis aussi de penser que Washington a eu dans cette affaire de l'influence dont il dispose au Libéria, dont la création en tant qu'Etat en 1847 est due à une initiative partie d'Amérique.

A Paris, où l'on souligne que les consultations pour régler ce problème sont menées « conjointement avec les Etats-Unis », M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a réaffirmé, mardi, que l'ancien président déchu devrait quitter la France « dans un délai très bref ». Il a été entendu dès le départ que l'accueil offert à Baby Doc sur le territoire français ne pourrait être que « très provisoire », et cela, a indiqué M. Dumas, a été « dit et écrit à nos amis américains ». Selon M. Dumas, M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération, devrait se rendre prochainement en Haiti pour y étudier les possibilités d'augmentation de l'aide française, notamment dans le domaine culturel.

A Talloires, cependant, l'Hôtel de l'Abbaye, où réside Baby Doc depuis son arrivée en France dans la

nuît du 7 au 8 février, se vide peu à peu de ses hôtes. Après le départ, dimanche, de trois militaires chargés par les nouvelles autorités haïtiennes d'accompagner le dictateur déchu dans son exil, puis, lundi, de sept autres personnes, il ne restait plus, semble-t-il, mardi, autour de M. Jean-Claude Duvalier, que onze proches. Les personnes qui ont quitté l'Hôtel de Talloires, lundi, seraient la sœur de l'ancien président, M<sup>me</sup> Marie-Denise Théard, et son mari, Mario, le frère de Michèle Bennett, épouse de Baby Doc, M. Rudy Bennett, un couple non identifié et deux enfants.

De bonne source, on a appris que le groupe d'une vingtaine de personnes qui a accompagné M. Jean-Claude Duvalier et sa femme Michèle en exil comprenait deux enfants du couple, Nicolas et Agnès, deux autres enfants issus d'un mariage précédent de Michèle, deux gouvernantes, la sœur de Jean-Claude Duvalier, Marie-Denise Théard, son mari, Mario, et leur enfant, Mirka, une sœur et un frère de Michèle, Astruc et Rudy, ainsi que des amis de la famille, M. et M<sup>me</sup> Thieffels, M<sup>me</sup> Capucine Carier et M. Pierre Ligonde.

A Washington, un ancien ministre haïtien, M. Marc Bazin, actuellement haut fonctionnaire à la Banque nationale, a annoncé, mardi, le lancement d'un Mouvement pour l'instauration de la démocratie dans le but de préparer les futures élections présidentielles haïtiennes. M. Bazin, qui est âgé de cinquante-trois ans et passe pour avoir de bonnes relations avec les Américains, a indiqué qu'il avait l'intention d'être candidat à ces élections. Ministre de l'économie et des finances de février à juillet 1982, il avait été limogé en raison de ses tentatives de mettre fin à la corruption et au détournement des ressources de l'Etat.

## A TRAVERS LE MONDE

### LIBAN

#### Arrestation de soixante-quatre partisans de M. Hobeika

Beirut (AFP). — La milice chrétienne des Forces libanaises (FL) a annoncé, mardi 11 février, avoir arrêté soixante-quatre « terroristes » partisans de l'ancien chef des FL, M. Elie Hobeika, limogé le 15 janvier. Dans un communiqué, les services de sécurité des FL ont annoncé qu'ils avaient procédé à ces arrestations après une enquête sur deux attentats sanglants en secteur chrétien, celui de Furn-el-Chebbak, dans la banlieue est de Beyrouth, le 21 janvier (vingt morts et cent vingt-cinq blessés), et celui de New-Jedeid, à 8 km au nord de Beyrouth, le 3 février (neuf morts et une vingtaine de blessés). Ces attentats avaient été imputés aux partisans de M. Hobeika par les médias chrétiens.

Parmi les personnes arrêtées, figurent M. Michel Zwein, ancien chef de la « Force d'intervention », unité d'élite des FL, et M. Joseph Asmar, ancien responsable du service du contre-espionnage de la milice. M. Elie Karam, dit « le tigre », a échappé à la vague d'arrestations et s'est réfugié dans la banlieue sud, à majorité chiite, ont affirmé les FL.

### POLOGNE

#### Les autorités renoncent à poursuivre Lech Walesa

Varsovie (AFP, Reuters). — Lech Walesa était arrivé avec des badges de Solidarité et de la Vierge noire épinglés sur son chandail barré en lettres rouges de l'inscription « Dieu et patrie », dans la salle du tribunal de Gdansk, où il comparait, mardi 11 février, pour « diffamation ». Puis il s'est mis à lire le journal et à faire les mots croisés dans l'attente de l'ouverture de l'audience, retardée disait-on, « en raison de difficultés de procédure ».

Quelques heures plus tard, il était acclamé à sa sortie du tribunal par ses partisans faisant la « V » de la victoire : le procès avait tourné court, la justice ayant renoncé à poursuivre l'ancien président de Solidarité.

Depuis plusieurs jours, on sentait que les autorités polonaises se livraient à de grandes manœuvres pour essayer d'étouffer l'affaire qu'elles avaient engagée contre le prix Nobel de la paix. Il était accusé de diffamation par les commissions électorales pour avoir annoncé, après les élections d'octobre, des chiffres de participation inférieurs aux résultats officiels (le Monde du 11 février). Mais tout de suite après le rejet d'une motion des avocats récusant la composition du tribunal, le juge Jerzy Lenarczyk proposait aux plaignants et à l'accusé de « rechercher un compromis à l'amiable ». Lech Walesa, visiblement préparé à cette requête, n'eut plus de peine à déclarer que son intention n'avait pas été « de calomnier qui que ce soit », pour que la cause fut entendue.

Des négociations secrètes avaient eu lieu la semaine dernière entre les autorités et des personnalités proches de l'Eglise, et le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait donné un premier signal de la recule des autorités la semaine dernière en indiquant que les charges pourraient être abandonnées sous certaines conditions. Démonstration est faite que l'ancien président de Solidarité reste intouchable.

### Lendemain de fête à Gonaïves

#### De notre envoyé spécial

Gonaïves. — « Nous sommes ici pour fêter une nouvelle indépendance ». Du haut de la tribune montée devant le triste bâtiment de béton blanc qui fait office de cathédrale, Mgr Constant célèbre avec le président de la conférence épiscopale, Mgr Gayot, une messe ou plutôt une « assemblée ». Combien sont-ils ? Trente mille, quarante mille ou soixante mille ? Impossible de le dire. De multiples défilés ont lieu dans la ville au moment même où se déroule cette longue cérémonie, qui durera près de trois heures sous un soleil de plomb.

Ils sont venus de toutes les villes de la province et bien sûr de la capitale. Des jeunes pour la plupart. Depuis le début de la manifestation une longue file de voitures se presse sur le trajet (150 kilomètres) qui sépare Port-au-Prince de Gonaïves. Les « tap tap » (taxis collectifs) sont plus que jamais surchargés. La couleur bleu et rouge, celle du futur drapeau, fleurit sur les antennes radio ou recouvre le flanc des véhicules. Des groupes entassés dans des camions reprennent en chœur des chants. C'est, encore une fois, l'explosion de joie trois jours après le départ de l'ancien président à vie. L'un des quotidiens du territoire, le « Nouvelliste », a d'ailleurs consacré sa une à une immense bande dessinée retraçant le départ de Jean-Claude Duvalier comme une épopée et décrivant en détail la fête qui l'a suivi.

Sur la route, les signes du changement sont multiples. Duvalier-Ville, la Brasília jamais terminée de Papa Doc, est déjà dépeinte et a retrouvé sur les pannesaux son ancien nom : Cabaret. Dans les villages, on porte déjà le tee-shirt bleu et rouge barré du slogan « Haiti libéré, 7 février 1986 ». Dans les bourgs les plus importants, de gigantesques embouteillages sont l'occasion d'accolades émus. La circulation est réglée par des jeunes, symboliquement armés d'un fusil sculpté dans une branche d'arbre. Ils tiennent, à coups de sifflet, de canaliser cette inhabituelle pagaille. La moindre voiture break avec une galerie transportant une vingtaine de personnes.

#### Initiatives populaires

A l'entrée de Gonaïves, le barrage militaire a disparu, et seuls quelques soldats regardent passer, désabusés, le flot de voitures qui envahit la ville. Sur la grande place de la cathédrale, la messe a déjà commencé, rythmée par un orchestre où se mêlent chants et applaudissements. Dans la rue, le projet de Constitution commence à s'écrire sur les vitres des voitures au moyen de bombes de peinture aussi rapides qu'efficaces. « Quatre ans » pour la durée du mandat présidentiel, indique l'un d'eux. Pourtant, rien n'est encore décidé. Une déclaration d'intention s'inscrit sur les murs : « Nous avons pour arme la loi, pour drapeau l'idéal démocratique et pour boussole la morale chrétienne ».

Une « boussole » qui, devant la présence de la foule en liesse, indique parfois de curieuses directions. Ainsi, après avoir affirmé à plusieurs reprises que « depuis trois jours Haiti est un pays nouveau » et que « cette merveille n'est pas venue de l'homme, mais du bon Dieu, comme le soleil dans les yeux et la joie dans les cœurs », le sermon de l'évêque de Cap-Haïtien, Mgr Gayot, prend un tour nettement plus politique. « L'Eglise, dit-il, n'a pas à s'effacer, car elle n'a pas la place de personne ». En rappelant « la nécessité de la liberté », il indique que « l'Eglise n'est ni à droite ni à gauche. Il ne faut pas nous détourner de Dieu, de ne pas pour le communisme, il faut refuser tout système athée, nous ne sommes pas d'accord pour cette pagaille ».

#### Dissensions

Certains s'étonnent d'une telle déclaration ; d'autres réclameront Mgr Romulus, l'évêque de Jérémie, considéré comme le plus engagé des prêtres haïtiens. Une certaine tension est déjà perceptible. Les jeunes vont faire parvenir une pétition au Conseil national de gouvernement. Ils réclament le départ des duvaléristes du cabinet et souhaitent avec insistance le déroulement d'élections rapides.

Une telle « précipitation », un homme comme M. Nene Titus, l'un des dirigeants de l'Association médicale haïtienne, qui publie un texte très dur contre l'ancien régime, la juge très dangereuse.

Dans une longue déclaration, qu'il signe « un citoyen inquiet des perspectives de l'après-Duvalier et qui ne cache aucune ambition personnelle », il conjure l'ensemble des membres de l'ancienne opposition, « au nom d'un pays gravement malade », de ne point se jeter « tête baissée » dans la course à la présidence. « Ce serait, écrit-il, la voie la plus sûre vers le retour au statu quo ante. Il faudra alors à nos enfants trente années de lutte pour se débarrasser du monstre ».

Sur le chemin du retour, après cette fête aux allures de pique-nique dominical, ils sont nombreux à s'inquiéter ainsi de l'après et des prises de position de l'Eglise ou des candidats déjà déclarés. Ce mercredi 12 février, après le jour férié du mardi gras — sans carnaval, — l'activité reprend dans le pays. Les écoles rouvrent leurs portes lundi prochain. Mais, comme le disait un ministre membre du Conseil national de gouvernement, « les problèmes commencent ».

DENIS HAUTIN-GURAUT.

● RECTIFICATIF : — Dans l'information publiée dans le Monde du 12 février et faisant état d'un appel d'un Comité pour la récupération des biens détournés par Baby Doc, il convenait de lire que ce comité souhaitait que des juristes étudient les moyens légaux de « récupération au profit d'Haiti » (et non « d'Haïtiens »), des biens de l'ancien président.

### Brésil

## Le président Sarney modifie son gouvernement mais pas sa politique

#### De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — En plein Carnaval, alors que le Brésil est paralysé pendant quatre jours, M. José Sarney a mis la dernière main à la formation d'un nouveau gouvernement dont il doit annoncer officiellement la composition à la fin de la semaine. Ce sera la première fois qu'il gouvernera avec des ministres de son choix, puisque les titulaires actuels, à une exception près, ont tous été nommés par Tancred Neves, le président mort sans avoir pu assumer ses fonctions, que M. Sarney avait dû remplacer au pied levé le 15 mars dernier.

Les noms qui ont filtré ces derniers jours n'annoncent pas de grands bouleversements. Douze ministères, sur vingt-sept, changent de main, et dix d'entre eux seulement par l'apport de sang neuf. Les dossiers politiques restent pratiquement les mêmes et placent le nouveau cabinet au « centre », comme l'était son prédécesseur. On trouve parmi les nouveaux ministres des « progressistes » et des conservateurs, le partage se faisant autour au sein du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), qui reste majoritaire dans la coalition gouvernementale, qu'entre ce dernier et le parti du Front libéral, l'aile droite de la coalition.

Ce n'est pas pour renier l'équipe laissée par Tancred Neves que M. Sarney procède à un remaniement, onze mois après sa prise de fonctions. Il y est forcé par la législation électorale, qui oblige les ministres candidats aux élections du 15 novembre prochain — pour un siège à l'Assemblée constituante ou au poste de gouverneur — à abandonner leur portefeuille maintenant. Mais le chef de l'Etat a profité de l'occasion pour composer un cabinet davantage à son goût, avec des hommes qui lui sont plus proches. Il n'a pourtant pas abusé de la nouveauté. L'équipe mise en place il y a moins d'un an était le fruit d'un laborieux compromis, dû aux contraintes de la « transition », et la refondre entièrement aurait été mettre en péril la fragile architecture de la « nouvelle République ».

Tous les ministres militaires restent en place, ainsi que la plupart des responsables de l'économie. M. Dilson Funaro se maintient aux finances, où il est arrivé en août dernier et où il a donné la priorité à la croissance sur la lutte contre l'inflation. M. João Sayad garde la planification, où il favorise un type de développement fondé sur la demande interne plus que sur les marchés extérieurs. Pas de changements non plus au ministère de la réforme agraire, alors que M. Sarney pensait éloigner le titulaire du poste, M. Nelson Ribeiro : il l'a finalement

con assez artificielle, sans recevoir de crédits. Il peut malgré tout se révéler utile dans un domaine où il y a tout à faire, grâce à son autorité intellectuelle et au prestige dont il jouit parmi ses pairs.

M. Marco Maciel quitte l'éducation pour devenir le chef du cabinet civil, c'est-à-dire le bras droit, du président. Cet homme encore jeune (quarante-cinq ans), à la silhouette filiforme d'un personnage du Greco, est un transfuge de l'ancien régime, où il a fait toutes ses classes comme parlementaire et comme gouverneur du Pernambuco, montrant à la fois

*La nouveauté, dans le remaniement, c'est la rentrée, fût-ce par la petite porte, du théoricien économique le plus en vue de la gauche : Celso Furtado*

gardé sous la pression de l'Eglise et des syndicats agricoles, qui comptent sur lui pour résister au lobby des grands propriétaires terriens.

Enfin, le ministre du travail, M. Almir Pazzianotto, conserve également son portefeuille : c'est une garantie pour les syndicats ouvriers, dont il a protégé le droit de grève avec habileté quand le SNI — c'est-à-dire les services secrets — préconisait des « solutions de force » lors de conflits du travail particulièrement tendus, l'an dernier.

#### Le départ de M. Pires

La nouveauté, c'est l'entrée de M. Celso Furtado au gouvernement et la nomination comme chef du cabinet civil, à la présidence, d'un libéral « présidenciable », M. Marco Maciel. M. Celso Furtado entre par la petite porte et à une poste inattendu : celui de la culture.

L'homme qui fut le ministre de la planification de Juscelino Kubitschek il y a vingt-deux ans — et le théoricien économique le plus en vue de la gauche sous le régime antérieur s'installe dans un ministère qui correspond peu a priori à ses compétences et qui a été créé l'an dernier de fa-

sa compétence et son esprit de dialogue. Très habile, gros travailleur, la droite possède en lui, de l'aven général, un candidat plus « fiable » et surtout plus libéral que M. Janio Quadros pour disputer dans trois ans la présidence à M. Brizola et à son Parti travailliste.

Autre arrivée remarquée : celle de M. Paulo Brozard, qui prend la justice, un ministère éminemment politique au Brésil, responsable aussi de la police. M. Brozard est un juriste d'une cinquantaine d'années, originaire du Rio-Grande-do-Sul, où il a fait une grande partie de sa carrière, et qui s'est distingué pendant près de vingt ans par ses plaidoyers vibrants au Congrès en faveur du rétablissement de l' « état de droit ».

Un ministère est créé, celui de l'Irrigation, et confié à un ingénieur du Nordeste, M. Vicente Fialho, qui occupait à l'échelon régional un poste similaire, celui de directeur des travaux contre la sécheresse. Les contraintes du calendrier électoral font perdre à M. Sarney son ministre le plus populaire, le plus à gauche et l'un des plus compétents, M. Waldir Pires, qui a réussi en moins d'un an à assainir les finances de la sécurité sociale, et qui doit « se décompromettre » — comme on dit au Brésil — pour disputer à l'oligarchie locale le poste de gouverneur de Bahia.

#### « Il nous manque un de Gaulle »

M. Sarney a dit qu'il choisirait ses nouveaux ministres pour leurs « capacités », non pour obéir à des considérations régionales ou partisans. Des hommes capables, lui en faut pour affronter une situation économique périlleuse, malgré la reprise de la croissance (le Monde du 11 février).

« Pour nous sauver, il nous faut d'abord un plan Ruff. Mais ce qui

nous manque, c'est un Ruff. Et aussi un de Gaulle... », explique M. Mocha, l'un des directeurs de la Fondation Getulio-Vargas, l'INSEE brésilien.

Selon notre interlocuteur, le gouvernement Sarney, en effet, « n'a pas de crédibilité ». Alors qu'il devrait appliquer une politique « héroïque » contre l'inflation et le déficit public, en fermant ou privatisant les entreprises de l'Etat déficitaires, il se contente de « mesures en trompe-l'œil ». Un editorialiste de Sao-Paulo estime, lui aussi, que le président « ne sait pas prendre de décisions courageuses ». « Il est l'anti-Alfonso », assure-t-il. Certains vont jusqu'à dire que la seule fois où M. Sarney a affirmé son autorité, c'est en interdisant le film de Godard *Je vous salue Marie*, c'est-à-dire en reniant un des principes de la « nouvelle République », qui avait annoncé la fin de la censure.

De telles critiques traduisent un malaise qui va grandissant. La position de M. Sarney est d'autant plus délicate qu'il lui manque un relais efficace au Parlement et dans l'opinion publique. Le PMDB, le parti-pilier de la coalition gouvernementale, est un rassemblement hétéroclite, qui s'est créé et fortifié dans l'opposition au régime militaire, mais dont les contradictions éclatent à l'épreuve du pouvoir.

Il a accueilli au fil des mois de nombreux cadres du régime militaire, « ce qui le dénature, en tant que parti de centre-gauche », dit M. Luiz Carlos Bresser Pereira, secrétaire général du gouvernement de Sao-Paulo. Il est de moins en moins à l'aise pour « identifier à la politique d'un pouvoir qu'il doit partager avec la droite. Son message réformiste bute sur les difficultés de la vie quotidienne, dues à la flambée folle des prix. Le résultat, les élections municipales l'ont montré le 15 novembre dernier : de plus en plus, il est débordé sur sa gauche, pas par des groupuscules, mais aussi par des partis organisés ».

En outre, le PMDB n'a plus de leader capable de s'imposer comme successeur de M. Sarney. Son président, M. Ulysses Guimarães, voit son autorité s'effriter en même temps que celle de M. Brizola grandit. Le gouverneur de Rio s'est imposé comme gestionnaire, en pratiquant un gouvernement qui n'est pas seulement populiste, mais aussi politique à l'échelle nationale : en témoigne le défilé des transfuges d'autres partis qui sollicitent son investiture pour les prochaines élections.

Deux des ministres du gouvernement sortant, M. Fernando Lyra, qui occupait la justice, et M. Pazzianotto, le titulaire du travail, lui ont fait des visites remarquées, qui ont été interprétées comme une amorce de « bloc des gauches » pour le prochain Parlement.

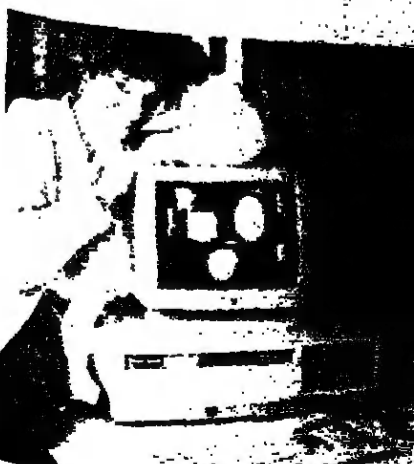
CHARLES VANHECKE.

### AVIS AUX ESPAGNOLS

A l'occasion du référendum sur la permanence de l'Espagne dans l'Alliance atlantique, qui doit avoir lieu le 12 mars prochain, les ressortissants espagnols de la juridiction du Consulat général d'Espagne à Paris, qui ont demandé leur inscription sur les listes électorales des résidents à l'étranger, peuvent, du 12 au 20 février courant, vérifier s'ils ont bien été inscrits sur lesdites listes et présenter, le cas échéant, les réclamations correspondantes.

Ces listes sont affichées au Consulat général d'Espagne, 185, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

Pour  
Victo  
puiss  
(plus un





## A HAITI

### naïves

Dans une longue déclaration où il signe « un citoyen inquiet des perspectives de l'après-Duvallier et qui ne cache aucune ambition personnelle », il conjure l'ensemble des membres de l'ancienne opposition, « au nom d'un pays gravement malade », de ne pas se jeter « tête baissée » dans la course à la présidence. « Ce serait, écrit-il, la voie la plus sûre vers le retour au statu quo ante. Il faudra alors à nos enfants trente années de lutte pour se débarrasser du monstre. »

Sur le chemin du retour après cette fête aux allures de pique-nique dominical, ils sont nombreux à s'inquiéter ainsi de « l'après » et des prises de position de l'Eglise ou des candidats déjà déclarés. Ce mercredi 12 février, après le jour férié du mardi gras — sans carnaval, l'activité reprend dans le pays. Les écoles rouvrent leurs portes lundi prochain. Mais, comme le disait un ministre membre du Conseil national de gouvernement, « les problèmes commentent ».

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

■ RECTIFICATIF — Dans l'information publiée dans le Monde du 12 février et faisant état d'un appel d'un Comité pour la récupération des biens détournés par Bébé Doc, il convenait de lire que ce comité souhaitait que des juristes étudient les moyens légaux de « récupération » au profit d'Haiti, et non d'Haitiens —, des biens de l'ancien président.

### mais pas sa politique

recevoir... nous manque... d'un Rueff... aussi un de G... explique M. Morha, l'un des directeurs de la Fondation Getulio Vargas, l'INSEE brésilien.

Selon notre interlocuteur, le gouvernement Sarney, en affirmant pas de crédit... veut appliquer une politique « neutre » contre l'inflation et le déficit public, en fermant ou privatisant les entreprises de l'Etat déficitaire. Il se contente de... l'œil. Un éditeur... de Sao-Paulo estime, lui aussi, que le président « ne sait pas prendre de décisions courageuses ». Il est l'ami d'Alfonso... assure-t-il. Certains vont jusqu'à dire que la seule fou de M. Sarney... affirme son autonomie en interdisant le film de Godard de vous faire Marie-Claire dire en renouant un des principes de la « nouvelle République » qui avait annoncé la fin de la censure.

De telles critiques traduisent une malaise qui se généralise. La position de M. Sarney est d'autant plus délicate qu'il lui manque un relais efficace au Parlement et dans l'opinion publique. Le PMDB, le pilier de la coalition gouvernementale, est un rassemblement hétérogène, qui s'est créé et formé dans l'opposition au régime militaire, mais dont les contradictions éclatent à l'épreuve du pouvoir.

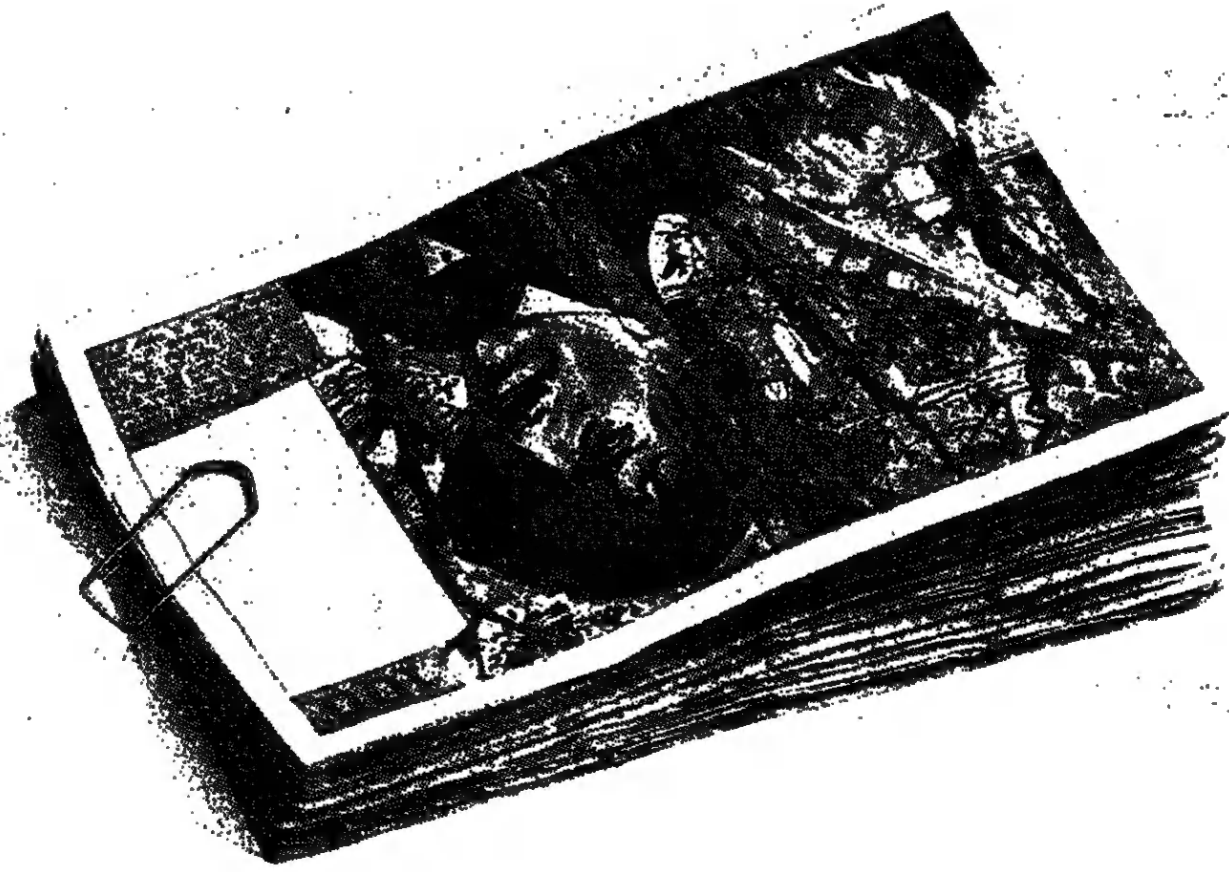
Il a accueilli au fil des mois de nombreux cadres du régime militaire, « ce qui le dérange », dit le parti de l'« entre-gauche », le M. Luiz Carlos Bresser Pereira, secrétaire général du gouvernement de Sao-Paulo. Il est, de moins en moins, à l'aise pour s'identifier à la politique d'un pouvoir qu'il doit partager avec la droite. Son message réside dans la droite. Son message réside dans la droite. Son message réside dans la droite.

En outre, le PMDB n'a plus de leader capable de s'imposer comme successeur de M. Sarney. Son président, M. Ulysses Guimarães, est son autorité s'effritant en même temps que celle de M. Brizola par son rôle de gestionnaire, en proposant un gouvernement qui n'est pas seulement populiste, mais aussi postulaire. Il s'impose aussi comme leader politique à l'échelle nationale en témoignant le défilé des transferts en d'autres partis qui sollicitent son investiture pour les prochaines élections.

Deux des ministres du gouvernement sortant, M. Fernando Lyra, qui occupait la justice, et M. Pimenta, le titulaire du travail, lui ont fait des visites remarquées, qui ont été interprétées comme une annonce de « bloc des gauches » pour le prochain Parlement.

CHARLES VANHECKE

# Pour le prix d'un ~~Victor~~ Victor vous propose la puissance de Victor 286. (plus un trombone.)



Le trombone c'est celui qui a du mal à contenir la différence de prix entre le nouveau Victor 286 et son homologue d'...

Le V 286, compatible avec le nouveau standard 80286\*, utilise comme le système d'exploitation MS-DOS\*\* 3.1.

Les spécifications du Victor 286 sont équivalen-

tes ou supérieures à celles de l'..., selon la configuration choisie : version à unité de disquettes 1,2 Mo, version à disque dur 20 ou 40 Mo, capacités mémoire de 512 KO en standard sur la carte mère, extensible à 15 Mo.

Avec un prix de 35.900 F H.T. pour la version à disque dur 20 Mo, le Victor 286 est

tellement compétitif qu'on en oublierait de préciser qu'il est équipé en standard d'un écran monochrome graphique de 14 pouces.

Victor Technologies.  
Tour Horizon - 52, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux-Tél: 47.78.14.50.  
Lyon : 72.34.12.45. Montpellier : 67.64.71.72. Nantes : 40.89.24.28.

\*Intel Corp. \*\*Marque déposée de Microsoft Corp.

## VICTOR

Comme ~~moins~~ moins cher qu'







## COLUCHE A PRESQUE GAGNÉ SON PARI

**Les dons aux associations nourricières pourraient bénéficier d'avantages fiscaux**

Coluche est en passe de gagner son pari. Après avoir attiré sur un plateau de télévision presque tous les grands dirigeants politiques, il a convaincu la droite et la gauche de soutenir sa proposition de réforme fiscale. Celui qui ne veut pas être qu'un grand comique souhaite que les titulaires de bas revenus soient incités fiscalement à soutenir des œuvres comme ses « restaurants du cœur ». Pour cela, avec quelques amis il a rédigé une proposition de loi qui autorise à déduire des impôts 70 % des dons faits à une association nourricière dans un plafond de 1 000 F, alors que pour l'instant, les dons ne peuvent être déduits que du revenu imposable. Concrètement, une famille qui donnerait 1 000 F à une œuvre verrait ses impôts diminués de 700 F; il ne lui en coûterait donc réellement que 300 F, l'Etat prenant à sa charge les 700 F restants.

Une telle idée a séduit la droite et la gauche. M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur républicain indépendant de Paris, devait déposer, ce mercredi 12 février, une proposition de loi allant dans ce sens au Sénat. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. André Billardon, envisage de faire de même. Si la décision n'est pas formellement prise, les socialistes étudient sérieusement la possibilité d'un tel crédit d'impôts, sans que les chiffres qu'ils proposent soient encore précisément déterminés.

M. Laurent Fabius, lui-même, a approuvé une telle idée. En visite à Offreville, en Seine-Maritime, le mardi 11 février, il s'est dit favorable à ce que les donateurs aux « restaurants du cœur » puissent bénéficier d'allègements fiscaux à hauteur de leur participation à ce geste de solidarité. Il a ajouté : « Il est normal que l'Etat et le gouvernement y mettent aussi du leur ».

## NOUVELLES BRÈVES

● **UDF : exclusions.** — M. François Léotard, secrétaire général du PR, a annoncé, mardi soir 11 février à Châteauroux (Indre), qu'il proposera jeudi, lors de la réunion du bureau politique de l'UDF, l'exclusion de tous les candidats qui ne respectent pas les décisions prises par cette instance nationale.

Dans l'Indre, le maire de Châteauroux, M. Daniel Bernardet, est concerné par cette prise de position. Président du conseil général, il se présente sur la liste conduite par le RPR Michel Aurillac, qui l'a préféré au candidat investi officiellement par le bureau politique de l'UDF, M. Hubert Bassot, ancien député de l'Orne. M. Léotard a dénoncé « ceux qui, pour faire cavalier seul, se font désigner par d'autres et amputent nos chances de victoire ».

● **PUY-DE-DÔME : M. Moreillon démissionne de la présidence de**

l'UDF. — M. Jean Moreillon, qui fut président du conseil régional d'Auvergne de janvier 1974 à janvier 1977 et député du Puy-de-Dôme (comme suppléant de M. Giscard d'Estaing) vient de démissionner de la présidence de l'UDF dans le Puy-de-Dôme. Il n'approuve « ni les méthodes utilisées — dans le choix des candidats aux élections régionales — ni les conclusions auxquelles elles aboutissent ».

M. Moreillon a été écarté de cette liste régionale. — (Corresp.)

● **GUADELOUPE : le président du conseil régional, démissionnaire du RPR, fait liste commune avec l'UDF.** — M. José Moustache, président du conseil régional de la Guadeloupe, démissionnaire du RPR depuis le 7 février, a annoncé, lundi 10 février, son intention de faire liste commune avec le député UDF de ce département, M. Marcel Estrus, pour les élections du 16 mars.

## LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE EN FRANCE, de Jean MASSOT

**Vade-mecum pour une cohabitation sans drames**

Si un livre peut tenir lieu de bouée dans la tempête de débats agités, confus quelquefois, où les arguments ne sont ni toujours désintéressés, ni constamment exempts de contradictions troublantes, c'est bien l'ouvrage de Jean Massot *La Présidence de la République en France*, que réédite la Documentation française.

La première édition (1977) qui portait ce seul titre, consacrait de larges développements historiques à la fonction et aux conditions successives de son exercice. Neuf ans après, l'auteur (1), sans abandonner le recours aux lumières du passé, choisit opportunément de « mettre l'accent sur les vingt années écoulées depuis la première élection d'un président de la V<sup>e</sup> République au suffrage universel ».

Ainsi nous sommes au plus près de la grande controverse politico-institutionnelle du moment : la cohabitation. Mieux, le livre entier de Jean Massot est restructuré de telle façon que la plupart de ses pages apportent informations, éléments d'appréciation ou à tout le moins une série de questions clairement délimitées à propos de l'interrogation théorique jusqu'au 16 mars au soir : que devient le président de la République, ou plutôt, la fonction qu'il incarne si les électeurs portent au Palais-Bourbon une Assemblée dont la majorité ne lui est pas favorable ?

La fonction, pas l'homme. Il n'est pas vain de rappeler, au moment où le bruit et la fureur des tribunes et quelques supputations gouvernementales font parfois oublier que « personne (...) ne peut contraindre le président à se démettre ni à se soumettre ; l'alternative ou certains songent à enfermer le président, reprise de Gambetta, est anachronique comme l'est aussi la situation de 1924, où le Parlement a pu, en organisant la grève des présidents du conseil, acculer Alexandre Millerand à la démission ». Ainsi s'exprime l'historien René Rémon dans la préface qu'il consacre à l'état des lieux renouvelé de la présidence dressé par Jean Massot.

Cette présidence de la République, au fait, existe-t-elle vraiment, au-delà de la personne des chefs de l'Etat successifs s'interroge Jean Massot ? Force est bien de constater qu'elle n'a guère plus d'existence administrative qu'au temps de Félix Faure ou d'Armand Fallières. On y recense un effectif de sept cent onze personnes. Mais vingt seulement sont rémunérées sur le budget de l'Elysée.

Ce budget, du reste, est en théorie dérisoire (14,362 millions pour 1985). En réalité, « il ne doit pas être inférieur à 200 millions de francs ». L'énorme différence — salaires, frais de réception et de déplacement pour l'essentiel — est payée par les ministères d'origine des personnels détachés à l'Elysée, par le Quai d'Orsay pour tout ce qui a trait au domaine étranger, etc.

Jean Massot — dont l'ouvrage fourmille de détails factuels sur la fonction et l'institution présidentielle — n'en tire nulle conclusion, mais on peut, sous l'angle de la cohabitation, le faire aisément à sa place. Le nerf de la guerre n'est pas, pour l'Elysée... à l'Elysée. Il faut donc — au moins — un minimum d'entente entre la tête du pouvoir et le gouvernement pour assurer, ne serait-ce que le bon fonctionnement matériel de l'institution présidentielle.

### La « révolution » de 1962

Question de décence et de crédibilité, à vrai dire, autant que de haute politique, mais qui dit assez que l'interdépendance entre l'Elysée et les autres lieux du pouvoir va très loin. Ces questions d'intendance ne sont pas demeurées étrangères à la moins abstraite des statuts d'irresponsabilité politique théorique du chef de l'Etat.

Mais la Constitution de 1958, et surtout la « révolution » de 1962, constituée par l'élection au suffrage universel du président de la République, ont profondément modifié le cours des choses. Le chef de l'Etat en France a depuis « une responsabilité qui dépasse celle de ses homologues présidents des régimes semi-présidentiels ».

(1) Jean Massot est maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Cette élection au suffrage universel a eu une conséquence majeure, qui nous occupe au regard de la cohabitation : la lente émergence de la notion de programme présidentiel. Qu'en résulte-t-il ? « C'est bien l'élection présidentielle au suffrage universel qui constitue l'acte fondateur du régime politique de la V<sup>e</sup> République autour duquel se sont jusqu'ici ordonnés tous les autres grands scrutins, élections législatives et, à l'occasion, référendums. Certes (...) l'élection présidentielle a puissamment contribué en même temps qu'elle faisait du chef de l'Etat le premier responsable politique de la nation, à couper le pays en deux camps d'importance quasi égale. Elle a ainsi nécessairement contribué à reléguer au second plan le rôle de président-arbitre, de président de tous les Français, auquel le discours officiel continue pourtant de se référer, alors même que le président se conduit en chef de majorité dont le premier souci est de faire appliquer son programme ».

Le tempérament des hommes

C'est précisément cette contradiction que nous vivons une fois de plus en ce moment. Mais demain ? Si la majorité n'est plus celle du président ? « La victoire aux élections législatives d'une majorité élue sur un programme opposé au programme présidentiel ne pourrait se traduire que par un retour à la lecture de la Constitution, établie fort sagement Jean Massot : le programme du gouvernement n'aurait plus à tenir compte du programme présidentiel. » Glissement « d'autant plus facilement opéré que l'élection présidentielle s'éloigne, le programme présidentiel aura été exécuté ».

Plus généralement, observe Jean Massot, hors les attributions constitutionnelles du chef de l'Etat, les décisions du président, y compris les changements de premier ministre ou de ministres « n'ont d'existence que pour autant que le premier ministre et les autres membres du gouvernement considèrent de leur devoir de les accepter. Ce ne peut être qu'une

obligation politique ; rien ne les y contraint juridiquement ».

« Pas de contrainte », « une bonne dose de consensus », « collaboration » : ces termes reviennent sans cesse sous la plume de Jean Massot dans sa tentative mesurée d'inventaire des repères de la cohabitation. Plus qu'à tout autre aspect de la vie politique, il les applique au conseil des ministres, moment central de la vie politique et administrative française.

Le chef de l'Etat le préside, certes — c'est encore un trait original. Mais, en amont comme en aval, rien ne peut se faire sans l'assistance de Matignon. Ce qui rend la cohabitation, avec un premier ministre politiquement hostile au chef de l'Etat, presque... inévitable.

Jean Massot ne propose cependant pas de solution miracle — où diable serait-il allé la chercher ? — qui rende facile la cohabitation. Il la juge simplement possible et souhaitable. Il souligne heureusement que « le tempérament des hommes autant que le poids respectif des composantes de la majorité — et j'ajoute, le rapport des forces entre cette majorité et l'opposition — sont appelés à jouer un rôle déterminant ».

Mais bonne volonté et pragmatisme n'égalent pas angélisme. « Si l'expérience échouait, ce que les habitudes d'intolérance de la vie publique française ne permettent pas d'exclure, on ne pourrait guère sauver les institutions de la V<sup>e</sup> République que par une réforme qui empêcherait à l'avenir la discordance des majorités, en assurant la concordance dans le temps des deux élections au suffrage universel ».

Ainsi s'ouvrirait une nouvelle ère politique, riche, entre autres, Jean Massot ne le dissimule pas, de nouveaux risques, dont le moindre n'est pas le spectre de vacance du pouvoir.

MICHEL KAJMAN.

\* *La Présidence de la République en France - Vingt ans d'élections au suffrage universel, 1963-1985*, de Jean Massot, la Documentation française. « Notes et études documentaires », n° 4801, 156 pages, 48 F.

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

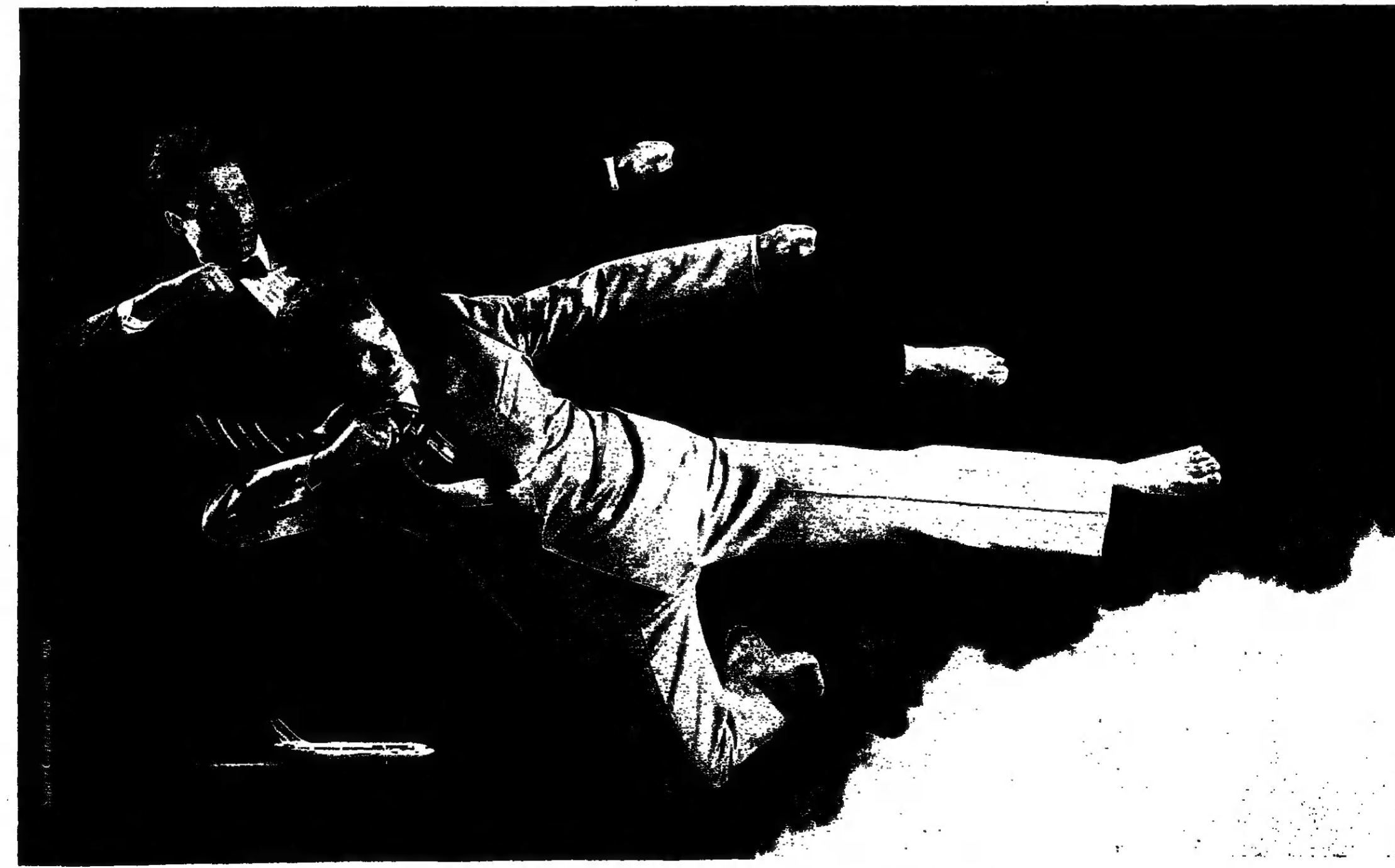
sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».

## Chirac : tristes sires

sc, qui faisait campagne en Lorraine le mardi 11 février, M. François Mitterrand a annoncé, à Paris, qu'il ne se présente pas à la présidentielle de 1988. M. Chirac, ancien ministre, a déclaré : « Notre capitale est Versailles, et ce ne sera jamais plus Vichy ».



ENSEMBLE, PRATIQUONS L'EXPORT DE COMBAT.

Pour réussir à l'étranger, prenez un partenaire solide : la Coface. La Coface à l'exportation, c'est l'assurance compétition. Patrons de PME, vous avez tout pour exporter : foncez.

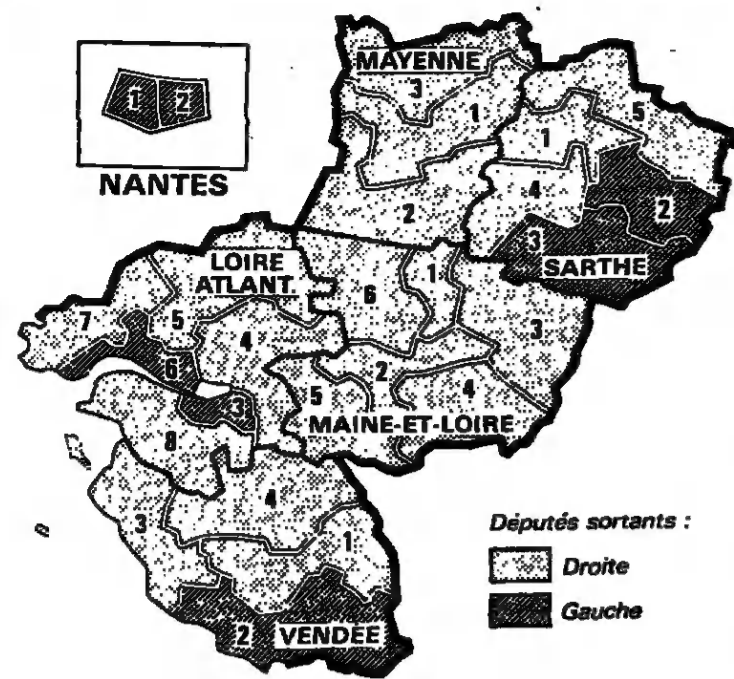
**COFACE**  
18, rue de la République - 92000 NANTERRE

OSEZ, NOUS ASSURONS.

dénoël



# PAYS DE LA LOIRE (I)



## Toutes les nuances du rose

La grande vedette des Pays de la Loire (Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée), c'est le socialisme, bien qu'il y soit largement minoritaire. Si le socialisme y fait tant parler de lui, c'est parce qu'il est engagé dans une phase de profond renouvellement.

En Loire-Atlantique, les candidats de 1986 parachèvent le « nettoyage » commencé par certains d'entre eux dès 1971. Il ne reste plus grand-chose, aujourd'hui, à Nantes, de la vieille SFIO et du socialisme municipal porté sur les alliances centristes et pour tout dire droitières. Les chefs de file des législatives sont jeunes et représentent une synthèse apparemment réussie des courants du Parti socialiste. Ils placent des racines communales au plus profond du militantisme chrétien et s'efforcent de concil-

lier, localement, cette tradition avec celle, forte encore, de l'anarcho-syndicalisme.

Dans le Maine-et-Loire et en Mayenne, les « rockies » (rocardiens) essaient de faire la loi. De dissidence en dissidence, ils y sont parvenus à Angers, dont le maire, M. Jean Monnier, bien qu'exclu du Parti socialiste en 1983 pour indiscipline notoire et répétée, fait la pluie et le beau temps, au prix de concessions mineures. L'ancien socialiste et la fédération du PS vivent en bonne intelligence.

Cela va très mal au contraire dans la Mayenne, où le maire de Laval, M. André Pinçon (rocardien) n'accepte pas le parachutage de M. Jean-Paul Planchou (CERES), soutenu mollement par le premier secrétaire (mitterrandiste) d'une fédération menacée d'écroulement au lendemain du

16 mars. Les socialistes compromettent ainsi leurs chances d'avoir, enfin, un élu à l'Assemblée nationale, alors que les Angevins, qui n'en ont pas non plus pour l'instant, ont entrepris d'en obtenir deux.

Les socialistes doivent affronter, dans l'ensemble de la région, quelques flots de chômage, dont le plus gros est la basse Loire, là où sont situées les industries traditionnelles (construction navale, métallurgie), frappées, comme partout, par la crise. A Nantes, ville qu'ils ont perdue en 1983 après l'avoir conquise six ans plus tôt, la personnalité du nouveau maire, M. Michel Chauty, leur fournit modestement matière à équilibrer ce désavantage partagé par tous les socialistes du pays. En raison de sa politique culturelle, M. Chauty a été surnommé le « secrétaire-maire », sobriquet popularisé depuis par Coluche.

O. B. et J.-Y. L.

### NANTES - SAINT-NAZAIRE

#### Patience et longueur de temps...

##### De notre envoyé spécial

Nantes. - Il y a deux manières de s'installer, en politique, quand la place à conquérir est occupée par des gros bras de son propre camp aux convictions douteuses. L'attaque genre commando - avec parachutage à l'occasion - quand il y a urgence ou que l'on est soi-même très pressé. Mais le risque est grand, malgré d'illustres réussites, de se retrouver six pieds sous terre avant d'avoir trouvé le temps de dire « ouf », au fond du cimetière, au carré des ambassadeurs.

Nos trois « héros » du socialisme de Loire-Atlantique - Jean-Marie Ayrault, Claude Evin et Jean Natiez, dans l'ordre de présentation des candidatures - ont choisi l'autre méthode. Ils ont travaillé sur la distance lorsqu'il s'est agi de déboulonner patiemment les statues aux contours incertains du socialisme local. Tour de clé après tour de clé, ils ont passé des années, jusqu'à mettre fin aux « compromissions » entre leurs aînés et le centrisme municipal nantais.

Claude Evin, il est vrai, y a participé avec une longue cuillère, d'un peu loin, de l'autre bout de l'estuaire de la Loire, à Saint-Nazaire, et dans la position, contrainte ou triomphante selon les époques, d'un minoritaire rocardien : les deux autres ont mis la main à la pâte, aux commandes de la fédération (Jean Natiez l'a dirigée en 1979) et dans la mêlée nantaise. Le premier est venu au PS en 1974 dans la fournie rocardienne des assises du socialisme. Les deux autres y étaient déjà depuis la création du PS à Epinay, trois ans plus tôt.

Or l'affaire a vraiment commencé de se jouer en 1974, lorsque la sec-

tion socialiste orthodoxe de Nantes a mis en demeure les « collaborationnistes » municipaux de choisir entre eux et la droite centriste. Un seul a répondu à l'appel, M. Alain Chénard, et cette attitude lui a réussi dans un premier temps. Il a conquis la mairie de Nantes en 1977 mais l'a perdue en 1983. Il a été élu député en 1978, réélu en 1981, mais il n'est aujourd'hui que quatrième de la liste conduite par M. Ayrault.

A l'époque héroïque où ces nouveaux socialistes s'employaient furieusement à balayer devant leur porte, la lutte entre les anciens et les modernes était volontiers présentée comme un éternel combat religieux. D'un côté les catholiques - ces « calotins » d'Ayraul et Natiez - de l'autre les « laïques », survivants de la vieille SFIO. Cette imagerie avait le mérite d'éveiller les passions dans une région et une ville où le souvenir est encore vivace de ces temps pas si reculés de l'affrontement permanent entre les « libres » et la commune, cette école « sans Dieu ».

##### Le troisième larron

Mais cette présentation est trop commode pour être honnête. C'est parce que les « calotins » avaient la prétention d'être vraiment socialistes et que les autres, vivant au contraire, c'est-à-dire à droite, n'étaient plus en odeur de sainteté - tout latents qu'ils fussent - que les militants puis les électeurs ont fini par caresser la jeune garde et balancer quelques gifles douloureuses aux autres.

Natiez (quarante-sept ans), Evin (trente-six ans), Ayraul (trente-six ans), fidèles, le premier à Chevènement, le deuxième à Rocard, le troisième à Poperen : fameuse synthèse des amitiés et des idées pour une

relève. En tout cas, ces trois-là ne se privent pas de remarquer qu'ils ont au moins aussi bonne mine, dans le tableau électoral, que le tandem des gros bras de l'opposition, MM. Olivier Guichard, baron du gaullisme, monstre sacré de la politique régionale, et Joseph Maujot du Gasset (UDF-PR), élus députés l'un et l'autre il y a près de vingt ans (en 1967).

Deux sont députés sortants. Et c'est le troisième larron, Jean-Marie Ayraul, qui conduit la liste. Il a été député, celui-là, plus que son compte. En 1977, plus jeune maire de France pour les communes de plus de trente mille habitants, il était cité en exemple par M. François Mitterrand pour sa conquête de Saint-Herblain. Le premier secrétaire du PS le comptait, à l'époque, parmi ses « sabras ». Bel avenir à vingt-sept ans !

Mais les législatives de 1978 lui ont passé sous le nez. Les instances nationales du PS lui avaient préféré, contre l'avis des militants, le maire de Nantes, M. Chénard, reconduit en 1981. Neuf années d'attente, mais la suite en valait la peine. On n'a pas pu lui disputer, sérieusement, la tête de liste pour 1986. Jean-Marie Ayraul se conduit aujourd'hui comme le « patron » des socialistes de Loire-Atlantique. Tête d'affiche, avec ce slogan sans fausse pudeur : « bâtisseur d'avenir », « Ayraul au regard si doux », titre Ouest France, qui ne lésine pas sur l'admiration.

Claude Evin, s'il en a peut-être un jour connu quelque amertume, ne le manifeste guère. Sa condition de minoritaire socialiste ne lui permettrait pas mieux que la seconde place, d'autant que, élu municipal de Saint-Nazaire (premier adjoint), il sait que Nantes, dont Saint-Herblain est la banlieue immédiate, écrase le département. Tout président qu'il est de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, il s'efface devant la duchesse Anne de Bretagne. En Loire-Atlantique, c'est à Nantes qu'est le château, même pour les socialistes.

JEAN-YVES LHOMEAU.

### LAVAL - ANGERS

#### Le socialisme Gros-Jean et celui du « roi Jean »

##### De notre envoyé spécial

Angers. - Tous deux sont maires de grandes villes. Tous deux sont rocardiens. Tous deux sont exclus du PS. L'un et l'autre ont aux élections en comptant sur leur aura. Les similitudes s'arrêtent là. Le premier est déjà roi, le second n'est encore qu'expert-comptable.

A Angers, le « roi Jean », M. Jean Monnier, bénéficie de la complicité passive d'une fédération socialiste de Maine-et-Loire à majorité rocardienne. A Laval, M. André Pinçon est en guerre avec une fédération de la Mayenne qui se déchire d'elle-même. Ici le socialisme tranquille passe à pas feutrés, là le règne de la rumeur, des phrases grandiloquentes ou assassines va en laisser plus d'un au tapis.

« Je n'ai jamais été aussi bien considéré au PS que depuis que je suis exclu », dit le roi Jean. Le roi Jean règne sur la bourgeoisie ville d'Angers depuis 1977. Son sobriquet royal, M. Monnier en sourit : « C'est sans doute par référence au bon roi René, qui vit le jour ici en 1409. D'aucuns attribuent plutôt à sa manière de gouverner. Jusqu'à décider lui-même de la couleur de la moquette de la salle des congrès nouvellement construite. Charmeur à la carrure de lutteur, sosie d'un lieutenant du secrétaire général de FO, M. Antoine Faesch, le maire d'Angers est assurément un patron de la trempe de ceux qui font des envieux. Un homme qui pour les communistes locaux ne peut être qu'un « patron de combat ».

Il est vrai qu'entre lui et le PCF, le courant n'est jamais vraiment bien passé. Cela remonte à la période syndicale de M. Monnier, quand, responsable départemental puis national de la CFDT, dont il aurait pu devenir le leader à la suite de M. Eugène Descamps, il se « collectait » avec ses partenaires ouvriers de la CGT. La rupture est intervenue définitivement en 1978, un an après la prise de la mairie d'Angers par l'union de la gauche.

Aux municipales de 1983, il refuse de prendre des communistes sur la liste entre les deux tours malgré l'insistance de Paris. La liste

socialiste passe avec plus de 52 % des voix. D'abord suspendu, le maire est ensuite exclu du PS. « S'ils m'avaient sanctionné entre les deux tours, j'aurais eu un point et demi de plus affirmé, préemptoire et provocateur », M. Monnier. Je me moquais de cette exclusion comme de mon premier col marin, ce ne sont pas les commissaires du PS qui feront la loi.

« Pas Parisien pour deux sous », il ne voulait pas concourir pour les législatives mais seulement aux régionales. On l'a laissé faire sans lui mettre de bâtons dans les roues. Cette complicité neutraliste n'est pas allée jusqu'à suivre ses « suggestions » pour la conduite de la liste socialiste aux législatives. Lui penchait pour un tandem rocardien-popérisé. « J'ai eu un échec », confie M. Monnier. A cause de Rocard, on a attribué les deux premières places à deux rocardiens. C'était la moindre des choses pour une fédération rocardienne à 64 %.

##### Poker mortel

Dans cette « terre difficile pour le socialisme », l'appareil et l'exclu n'ont eu aucun mal à passer implicitement un pacte de non-agression. D'autant que l'appareil local ne rêve que d'une chose : voir revenir le « parrain » au bercail. « La majorité fédérale était en désaccord total avec l'exclusion de Jean Monnier », souligne Mme Ginette Leroux, tête de liste du PS. Et d'ajouter, sans grand espoir, qu'une telle sanction « n'est jamais irréversible ». Le « roi Jean » est trop content de tenir la dragée haute aux caciques socialistes pour jouer le retour du fils prodigue. « Je respire tellement bien depuis que je ne suis plus dans un appareil de parti », glisse-t-il avec le regard gourmand de celui qui fait mariner ses camarades.

Soixante-dix kilomètres plus au nord, dans le département mitoyen, on ne joue pas du tout Un canapé pour deux. La Mayenne est le théâtre d'une querelle fratricide dans le style du Dernier des Mohicans. Sur la scène, M. André Pinçon, maire rocardien de Laval, exclu pour dissidence début 1986, et M. Jean-Paul Planchou, député sortant CERES de

Paris, parachuté pour l'intérêt supérieur des « courants » du PS. Au milieu, un arbitre involontaire qui y perd sa logique de professeur de maths, M. Claude Piou, le jeune « premier fédéral », par ailleurs miterrandiste. Ce triumvirat résume à lui seul la situation ébouillante du socialisme mayennais.

M. André Pinçon a déjà échoué aux législatives de 1978 et de 1981. Il a voulu faire du « monétarisme » aux municipales de 1983, mais il a été contraint de prendre des communistes sur sa liste au second tour. M. Pinçon - bonhomme d'un personnage de Pagnol, l'accent au moins - s'est senti « agressé et choqué » quand il a appris, par la presse, la venue de M. Planchou. « Le national a fait une erreur d'appréciation », confie M. Piou, qui voit sa fédération investie par la logistique CERES dépechée de Paris.

Sans doute conscient des difficultés et peut-être aussi pour envoyer un message codé aux dirigeants nationaux, M. Planchou s'est inscrit dans une section du cru et a déclaré qu'il s'en remettrait au vote des militants. Mai lui en a pris, car M. Pinçon l'a emporté avec 53 % des suffrages. Malgré ce désaveu, Paris a maintenu son parachutage. Alors que le PS avait « une chance historique » d'avoir un député socialiste dans ce département, il risque de se retrouver Gros-Jean comme devant.

M. Planchou a beau battre la campagne midi, matin et soir, soixante-seize élus socialistes de Mayenne ont pris fait et cause pour le maire de Laval. Lourd handicap. Son directeur de campagne, l'aux air de M. Fabius et vraie allure de Parisien, met en avant la « discipline de parti » et sous-entend qu'un sondage ne donne que deux points d'écart entre les deux protagonistes. Chez les « pinconiens », on se gausse de ce pronostic en s'accordant guère plus de 3 ou 4 % pour « un parachuté en mal d'Assemblée nationale ». « Le Parti socialiste n'est pas un club de bridge », rétorque le directeur de campagne, pour démontrer le bien-fondé du parachutage au-delà des baronnies locales. Certes, mais au bridge il n'y a qu'un mort et, dans cette partie de poker-là, il y a fort à parier qu'il y en aura deux.

OLIVIER BIFFAUD.

RÉGIONALES	
Président du conseil régional : Olivier Guichard (RPR)	
Nombre de sièges à pourvoir : 93	
LOIRE-ATLANTIQUE : 31	SARTHE : 16
MAINE-ET-LOIRE : 21	VENDEE : 16
MAYENNE : 9	
LÉGISLATIVES	
NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR	
LOIRE-ATLANTIQUE : 10	SARTHE : 5
MAINE-ET-LOIRE : 7	VENDEE : 5
MAYENNE : 3	
DÉPUTÉS SORTANTS	
LOIRE-ATLANTIQUE (10)	MAYENNE (3)
Jean Natiez (PS)	François d'Aubert (UDF-PR)
Alain Chénard (PS)	Henri de Gastines (RPR)
Jacques Floch (PS)	Roger Lestas (UDF-PR)
suppléant de François Autain, ancien secrétaire d'Etat, sénateur depuis 1983	
Joseph-Henri Maujot du Gasset (UDF-PR)	
Xavier Humeau (NI)	
Claude Evin (PS)	
Olivier Guichard (RPR)	
Lucien Richard (app. RPR)	
MAINE-ET-LOIRE (7)	
Jean Noguère (RPR)	
Jean Foyer (RPR)	
Edmond Alphandéry (UDF-CDS)	
Jean Bégault (UDF)	
Maurice Ligot (app. UDF)	
René La Combe (RPR)	
	VENDEE (5)
	Philippe Mestre (UDF)
	Pierre Métais (PS)
	Pierre Mauger (RPR)
	Vincent Ansquer (RPR)

### REPÈRES

LOIRE-ATLANTIQUE	
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	
Ins., 652 967 ; abst., 18,57 % ; suff. ex., 523 950. MARCHAIS, 48 924 (9,33) ; MITTERRAND, 149 168 (28,66) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 92 327 (26,25) ; GISCARD D'ESTAING, 136 176 (29,80) ; CHIRAC, 93 905 (17,92) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 110 419 (21,07).	
LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	
Ins., 652 569 ; abst., 30,52 % ; suff. ex., 447 563 ; PC, 31 626 (7,06) ; PS-MRG, 188 987 (42,22) ; UDF-RPR, 208 728 (46,63).	
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	
Ins., 674 408 ; abst., 45,44 % ; suff. ex., 356 584 ; PC, 22 141 (6,20) ; PS, 82 322 (23,08) ; UDF-RPR, 170 940 (47,93) ; FN, 27 708 (7,77).	
MAINE-ET-LOIRE	
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	
Ins., 429 921 ; abst., 16,65 % ; suff. ex., 351 677. MARCHAIS, 24 657 (7,01) ; MITTERRAND, 84 082 (23,90) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 92 327 (26,25) ; GISCARD D'ESTAING, 123 998 (35,25) ; CHIRAC, 70 413 (20,02) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 82 660 (23,50).	
LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	
Ins., 430 578 ; abst., 28,34 % ; suff. ex., 303 502. PC, 17 462 (5,75) ; PS, 106 785 (35,18) ; UDF-RPR, 173 168 (57,05).	
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	
Ins., 442 550 ; abst., 45,81 % ; suff. ex., 228 619. PC, 9 324 (4,07) ; PS, 43 571 (19,05) ; UDF-RPR, 121 410 (53,10) ; FN, 16 394 (7,17).	
MAYENNE	
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	
Ins., 187 956 ; abst., 14,80 % ; suff. ex., 157 018. MARCHAIS, 8 265 (5,27) ; MITTERRAND, 35 884 (22,85) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 38 456 (24,49) ; GISCARD D'ESTAING, 56 969 (36,28) ; CHIRAC, 37 215 (23,70) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 41 689 (26,55).	

LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	
Ins., 188 310 ; abst., 25,56 % ; suff. ex., 137 369. PC, 5 529 (4,02) ; PS-MRG, 47 782 (34,78) ; UDF-RPR, 81 039 (58,99).	
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	
Ins., 192 654 ; abst., 42,15 % ; suff. ex., 104 501. PC, 3 143 (3) ; PS, 17 724 (16,96) ; UDF-RPR, 59 373 (56,81) ; FN, 6 506 (6,22).	
SARTHE	
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	
Ins., 346 161 ; abst., 16,72 % ; suff. ex., 282 878. MARCHAIS, 40 089 (14,17) ; MITTERRAND, 72 453 (25,61) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 78 582 (27,77) ; GISCARD D'ESTAING, 87 241 (30,84) ; CHIRAC, 48 978 (17,31) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 56 442 (19,95).	
LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	
Ins., 346 100 ; abst., 28,15 % ; suff. ex., 245 062. PC, 38 489 (15,70) ; PS-MRG, 85 917 (36,28) ; UDF-RPR, 110 898 (45,25).	
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	
Ins., 354 313 ; abst., 45,53 % ; suff. ex., 183 221. PC, 18 941 (10,33) ; PS, 36 799 (20,08) ; UDF-RPR, 84 601 (46,17) ; FN, 10 779 (5,88).	
VENDEE	
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	
Ins., 335 692 ; abst., 14,24 % ; suff. ex., 282 738. MARCHAIS, 18 984 (6,71) ; MITTERRAND, 61 118 (21,61) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 72 437 (25,61) ; GISCARD D'ESTAING, 104 498 (36,95) ; CHIRAC, 58 980 (20,86) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 68 065 (24,07).	
LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	
Ins., 336 060 ; abst., 25,89 % ; suff. ex., 244 374. PC, 10 953 (4,48) ; PS-MRG, 84 378 (34,61) ; UDF-RPR, 142 764 (58,42).	
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	
Ins., 347 825 ; abst., 39,86 % ; suff. ex., 199 829. PC, 7 860 (3,93) ; PS, 36 340 (18,18) ; UDF-RPR, 112 550 (56,32) ; FN, 12 172 (6,09).	

### Un nouveau rapport m la sécurité des navette

Un nouveau rapport m la sécurité des navette... (Texte partiellement visible et flou)

### ÉNE

ÉNE... (Texte partiellement visible et flou)

### SPORTS

SPORTS... (Texte partiellement visible et flou)

### RELIGION

RELIGION... (Texte partiellement visible et flou)























# Le Monde

## EDUCATION

### L'élan brisé des ZEP...

**QUE** reste-t-il des ZEP ? Que sont devenues ces zones d'éducation prioritaire pour lesquelles s'enthousiasmaient, en 1981, le ministre M. Alain Savary et nombre d'enseignants ? Le bilan de l'échec scolaire dans les zones prioritaires (1). A l'heure du premier bilan, la réalité apparaît décevante : le fervor des débuts n'a pas entraîné aux postes de la planification « Education nationale », une division syndicale et le dynamisme ZEP a diminué, en la, le climat scolaire, les enseignants, les professeurs avec l'école, améliorant les résultats. Succès peu visibles mais essentiels, que M. Chevènement vient de reconnaître en saluant le 7 février à Belfort « le grand élan des ZEP ». Rayant du discours le fameux « élitisme républicain », le ministre de l'éducation nationale s'est efforcé de favoriser une adaptation de l'école aux rythmes et aux difficultés propres à chaque enfant, à l'attention de ne rien céder sur le terrain de l'exigence.

À commencer des zones prioritaires était un principe simple : « Donner plus à ceux qui ont moins ». En clair, renforcer les moyens en enseignants et en matériel dans les écoles, collèges ou LEP les plus handicapés socialement et culturellement, à l'exception d'une équipe se réunissant autour d'un projet pédagogique commun. Les enseignants, les professeurs, les crédits ébranlés au dogme du système éducatif, l'égalité entre les établissements et encourageait la diversité des pratiques.

Dès l'origine, les ZEP étaient les enseignants de gauche. Inventées, et défendues, par les enseignants de l'UNEF-UDF, elles suscitaient parfois des réticences, de l'hostilité des ceux de la FEN, qui les considéraient comme un allongement bénévole du temps de travail. Les enseignants dans les ZEP sont en effet incités à développer leurs liens avec les collectivités locales, les associations, les parents d'élèves, ce qui exige une énergie et une disponibilité particulières.

#### Une floraison de projets

Pourtant, après les halbuties de 1981, le mouvement des ZEP a connu un succès. En 1982, 363 zones prioritaires regroupent 10 % les plus défavorisées de la population scolaire et disposent de moyens spécifiques. 2.800 projets ont été déposés, correspondant à des maintiens sur place ou à des déplacements démographiques, à des actions pour réduire les effectifs par classe, pour organiser des actions de soutien en lecture, des actions de coordination. Des heures supplémentaires et des crédits sont répartis par les recteurs (études dirigées, projet d'action éducative) ; les administrations et les collectivités locales financent l'aménagement de locaux (bibliothèques, salles de documentation). Une floraison de projets volontaristes organise des « groupes à niveau » souples, multiplient les rencontres école-collège, et associent le milieu extrascolaire. Une période de fébrile activité (...), un enthousiasme, un peu brouillon, exempt de toutes d'influence, de changements (...), de verbalisme, d'utopie, et qui a permis sur des projets à volets multiples, d'engendrer trop ambitieux pour ne pas engendrer ensuite quelques déceptions et déceptions (...), décrit l'inspecteur général de l'éducation nationale, dans une synthèse rédigée au début de 1984. Dans les meilleurs cas, la fièvre aura eu deux autres scolaires. La rentrée de 1984 et surtout celle de 1985

**Lancées dans l'enthousiasme de 1981, les « zones d'éducation prioritaire » sont à la recherche de leur second souffle.**

voient le doute gagner les enseignants les plus engagés. Des suppressions de postes n'épargnent pas les ZEP. Dans les zones organisant la rentrée 1985, M. Chevènement annonce que la priorité financière ne sera plus que relative, car les ZEP ont complètement disparu des circulaires pour la rentrée 1985.

#### Démobilisation

Comme l'écrit l'inspecteur général, « la rigueur du temps » n'aura pas permis de soutenir cet élan exceptionnel (...) à la hauteur des attentes ».

Mais la rigueur budgétaire n'explique pas tout. Depuis 1984, il est patent que les ZEP ont subi

redéploiement des moyens dans un taux d'encadrement encore plus acceptable (vingt élèves par classe dans le primaire), il accorde l'idée parmi les enseignants que le ministère « lâchait » les ZEP. Ce M. Chevènement se défend vigoureusement aujourd'hui.

Le système se fige et s'écroule à partir de 1984. Quelques zones prioritaires disparaissent faute de projet solide et de mobilisation, mais la masse d'ensemble n'est pas modifiée. Ailleurs, les enseignants s'assagissent, se normalisent, les ZEP s'assoupissent.

Des équipes se dispersent, malgré les discours ministériels, les enseignants les moins difficiles ne disposent d'aucune incitation à y rester (2) et le sacro-saint principe des mutations change tout nomina-

traduisent aucun miracle. Incertains, parfois contradictoires, ils sont difficiles à interpréter. L'enthousiasme des enseignants « prioritaires » évolue, ce qui n'est déjà pas si mal pour des équipes réputées difficiles : baisse des retards scolaires à l'école élémentaire, baisse des effectifs des classes spécialisées. Mais les retards au collège se sont accrus : des élèves qui autrefois entraient en classe maîtrisant les connaissances de base, mais le présent s'écroule dans un processus lent à l'école. L'inspection générale constate que l'apprentissage de la lecture, de la langue parlée et écrite, se désormais ralenti. La structure ZEP serait-elle adaptée à l'adaptation de la durée de la scolarité et les rythmes d'acquisition ?

Mais doute, mais cette adaptation semble parfois se retourner contre les zones faibles des ZEP. Comparant l'évolution de plusieurs zones du CP à l'agglomération dijonnaise, une étude de l'Institut de recherche sur l'évolution de l'éducation conclut que « les élèves les plus faibles progressent légèrement mieux dans les classes ZEP », mais que ces progrès ont été acquis « au détriment des acquisitions de la majorité des élèves » (3). Pour prédire l'évolution scolaire d'un enfant, ajoute l'auteur, « il est plus important de savoir chez quel maître il est placé que de savoir quel son père est ouvrier ou cadre, français ou maghrébin ».

De les enseignants eux-mêmes dans les ZEP sont les mieux formés, les plus expérimentés et les plus aguerris. Les statistiques ministérielles révèlent que la proportion des jeunes enseignants et celle des maîtres auxiliaires — les plus nombreux — reste supérieure dans les zones prioritaires. Conséquence de l'inspection générale : les élèves sont inégalement répartis en charge par « des maîtres expérimentés qui diffèrent par leur formation, leur expérience et leur degré d'engagement ».

Malgré qu'une frémissement évident continue de parcourir les ZEP désempoées. Mais l'imagination n'est plus vraiment au pouvoir, l'idée s'est imposée qu'il y a toujours « quelque chose à faire » dans les établissements difficiles, la condition d'y mettre le prix. Et que ce « quelque chose » passe par le travail d'équipe et l'ouverture sur l'extérieur. A. Hem, assure M. Dupuisson, « des situations insupportables sont devenues viables », les maîtres complètement « largués », mais à présent, nombreux et moins largués — et les élèves de neuf ans sont systématiquement progressent obnubilés... d'un demi point par an.

Des résultats qui, bien que modestes, devraient réconcilier définitivement M. Chevènement avec les ZEP.

PHILIPPE BERNARD.

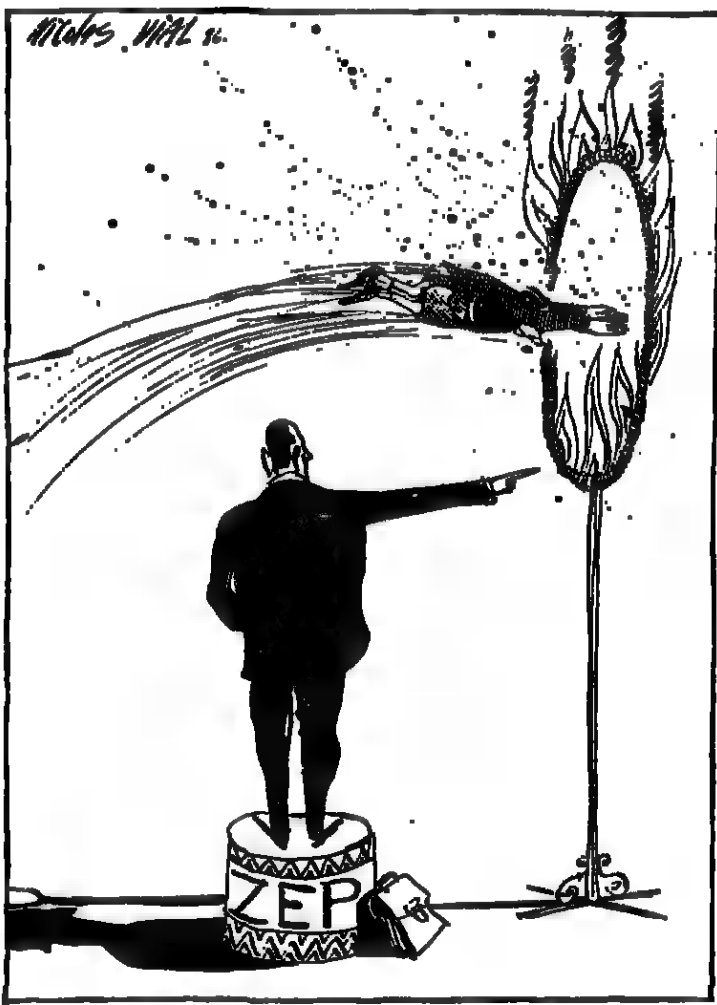


Illustration de NICOLAS VIAL.

plus de poids de la volonté auprès du nouveau ministre. M. Chevènement n'a pas jugé payant d'inclure les zones prioritaires dans sa grande campagne de réhabilitation de l'école publique. Elles ont subi l'impact de son « train forum », qui préfère mettre l'accent sur « l'école qui progresse ». Les développements sur « l'école républicaine » passent mal dans les zones « prioritaires », où l'on s'écène d'abord à repêcher des élèves en situation de refus scolaire.

« Certes, M. Chevènement n'a jamais déclaré la guerre aux ZEP », assure M. Bernard Dupuisson, psychologue scolaire et porte-parole de l'équipe d'appui de la zone prioritaire d'Hem (Nord), qui fut donnée en exemple par l'éducation nationale. Mais ses premiers discours ont eu un effet démobilisateur sur son personnel. Il nous a permis de revenir aux apprentissages fondamentaux (lire, écrire et compter), ce qui signifiait implicitement que nous les avions abandonnés. Mais que nous les enseignions. Le ministère demandait l'impression que nous qui nous change l'école à l'extérieur, nous ne changions pas la responsabilité individuelle, mais que nous avions une équipe. Dans certains établissements, la ZEP a effectivement débouché sur une véritable redistribution du pouvoir sur une mise en cause de la rigidité hiérarchique.

A la rentrée 1984, les zones prioritaires ont été et les quatre maternelles de la zone prioritaire d'Hem avaient conservé intact leur encadrement malgré une baisse d'effectifs. Mais cet avantage relatif a été supprimé par la perte de dix postes. Même si ce

tion au volontariat. A Hem, par exemple, il ne reste qu'un quart des enseignants de l'équipe initiale. Les élèves, eux aussi, changent à un rythme rapide, en particulier dans les zones.

Mais en milieu rural, comme à Beaumont-le-Roger (Eure), la ZEP avait eu mieux. L'école était pour lutter contre la désertification affective et culturelle et l'isolement des zones de montagne, la zone prioritaire a permis notamment d'ouvrir les écoles maternelles à tous les enfants de trois ans et de créer une bibliothèque avec le concours de la municipalité. Le collège de Beaumont, dans la quasi-totalité de ceux où la ZEP s'est engagée dans la rénovation, dispose d'un conseil de enseignants à quatre membres d'expérience.

Ici comme ailleurs, l'évaluation des résultats obtenus, qui seule pourrait donner aux ZEP leur second souffle, apparaît délicate. D'autant que les principales améliorations constatées concernent les aspects les moins quantifiables : la scolarité ; l'absence de vie, animation socio-culturelle, adaptation des apprentissages pédagogiques, climat scolaire (recul de la violence). L'inspection générale note aussi prudemment, que dans les ZEP, « on se passe comme si les attitudes d'opposition, de refus, de rejet à l'égard de l'école, se complacent à l'égard de la société, plus largement à l'égard de la culture psychologique dans un train de se produire ».

Comme on peut s'y attendre, les indicateurs chiffrés mis en place dans chaque zone prioritaire ne

### Que faire de l'informatique ?

**Partout en Europe, l'ordinateur a fait son entrée dans les classes. Mais avec des intentions bien différentes.**

#### L'ENTRÉE de l'informatique dans les classes

Les écoles sont maintenant généralistes en Europe. Mais on peut constater une diversité frappante dans les approches et les objectifs. Certains pays mettent l'accent sur l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'économie. D'autres veulent utiliser l'informatique pour améliorer l'enseignement. D'autres, enfin, insistent sur la réponse à apporter à l'urgence d'une nouvelle culture technologique. Tels furent les constats opérés lors du cinquième congrès de l'enseignement assisté par ordinateur (EAO), organisé à Paris par le Journal de la formation continue et de l'EAO.

Dans cette rencontre où divers pays d'Europe ont fait le bilan de leurs expériences, on a pu constater que la France a pris une longueur d'avance sur les autres Etats. M. Durand Primborg, directeur général des enseignements, a résumé de parler d'expérience, en France, alors que dans d'autres pays, on est à la phase de généralisation. Il a rappelé que le plan IPT (Informatique pour tous) prévoit cent vingt mille micro-ordinateurs ont été installés dans les écoles, à permis d'achever en six mois une opération initialement prévue en quatre ans.

La Grande-Bretagne, avec son MEP (Microelectronics Education Programme) lancé en 1980, a choisi de faire de l'informatique un outil normal d'enseignement. « Nous ne sommes pas que les élèves aient des cours d'informatique, mais qu'ils apprennent par l'informatique. » Cinq années d'expérience permettant aux responsables britanniques d'affirmer que les principes éducatifs doivent rester prioritaires par rapport à l'introduction de nouvelles technologies, qui ne sont qu'un appoint. Pour favoriser cette souplesse, les autorités du MEP ont diffusé des logiciels sans contenu, dans lesquels les enseignants peuvent introduire ce qu'ils souhaitent. On peut noter des dispositions analogues en Allemagne, où un plan

#### d'informatisation en cours en 1984.

Bien différente est la démarche des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Suisse. Outre le fait que ces pays ont fixé leurs échéances à l'horizon 1990, les responsables de l'éducation de ces Etats ont comme souci principal de former une main-d'œuvre qualifiée et de « générer un capital humain monnayable », comme l'a précisé l'intervenant des Pays-Bas. En Suisse, une vingtaine de cantons ont mis en place des commissions de réflexion sur le sujet, mais seulement la moitié d'entre eux sont prêts à une réforme, et il ne reste que 30 % des établissements d'enseignement ont organisé des enseignements d'informatique. Julien Fontjallaz, expert de la conférence des directeurs cantonaux de Suisse, a regretté que les choix ne prennent en compte que les emplois futurs des jeunes, en laissant de côté l'aspect pédagogique de l'utilisation de l'informatique.

Au-delà de ces différences, tous les pays ont souligné que la réussite de projets aussi ambitieux dépend des moyens matériels et de la formation des enseignants. Les écoles, mais peut-être avant tout du niveau de mobilisation des enseignants, ont été, par conséquent, des efforts consentis pour leur formation. « Tant que l'EAO sera repoussé par les enseignants comme une menace déclinant les résistances conscientes ou inconscientes les plus variées, l'EAO, à l'instar de l'imprimerie à l'école, ne pourra pas rester, au mieux, qu'un outil magique. Tant il est vrai aujourd'hui que les difficultés sont moins d'ordre technique qu'humain et finalement pédagogique », a souligné M. Daniel Chevolet, maître de conférence en sciences de l'éducation à l'université de Rennes-1.

Face à tous les problèmes soulevés par l'EAO, la formation d'une élite et d'une coopération internationale est essentielle. On songe que dans quelques années ce seront des milliers de milliards de dollars.

FRANÇOIS DANCHAUD.

### CORRESPONDANCE

#### La Maison d'école de Montceau-les-Mines

Le 23 janvier, le journal nous a fait, dans sa page « Education », ainsi qu'à d'autres musées, l'honneur d'une citation. Au nom du groupe de travail qui anime la Maison d'école de Montceau-les-Mines, j'ai le plaisir de compléter l'information par les quelques lignes ci-dessous.

Musée de l'école primaire, et seulement de l'école primaire, la Maison d'école de Montceau-les-Mines obéit, elle, « toujours aux règles canoniques du classement et de la conservation ». En effet, préfigurée en 1977 par une exposition permanente pendant trois ans, puis devenue musée à son emplacement actuel dans le seul groupe scolaire du centre-ville toujours en fonctionnement, la Maison d'école est une œuvre collective d'enseignants, en activité ou en retraite, de parents d'élèves, de non-enseignants. Le soutien logistique et la médiation intellectuelle, confiée, de l'Ecomuseo, elle est une « maison » sur le territoire de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau, permettant une conservation du patrimoine local les normes impératives et rigoureuses de la Direction des musées de France.

Du fait de son origine, ce musée de l'école primaire, qui en relation avec les autres musées de la ville, ne dépend pas de l'éducation nationale. Il reste cependant largement ouvert aux chercheurs, plus qu'à la région, plus qu'à la commune.

De fait de son origine, ce musée de l'école primaire, qui en relation avec les autres musées de la ville, ne dépend pas de l'éducation nationale. Il reste cependant largement ouvert aux chercheurs, plus qu'à la région, plus qu'à la commune.

deux mille huit cents manuels et d'amples séries de brochures officielles, syndicales ou strictement scolaires. Un matériel local et travail de leur disposition. Cette salle d'archives est appuyée par deux salles de classe comparatives, non reconstruites, mais restituées à leur lieu d'origine. L'une d'elles présente une classe de la fin du dix-neuvième siècle (époque de fondation de la ville), l'autre une classe du milieu du vingtième siècle. La lecture accueille nos expositions temporaires à thème.

En sus, le groupe de travail animateur poursuit, en commissions, des travaux d'histoire ou d'actualité, toujours en utilisant notre propre documentation, persuadés que les petites chroniques d'histoire locale alimentent à terme la grande histoire nationale. Un volume de cent pages, préfacé par des universitaires, est consacré à un séminaire de l'Ecole du Louvre, des échanges avec des musées de RFA ou de Bulgarie, par exemple, un dossier présenté à la CORPHEAE à Dijon pour l'inscription du bâtiment à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, une étude sur l'apprentissage de la lecture, sont autant de témoignages d'une activité enthousiaste, mais limitée, dans nos ambitions.

SUZANNE RIGNIER.  
La Maison d'école, 37, rue Jean-Jaures, 58100 Montceau-les-Mines. Tél. : 03 77 13 41.

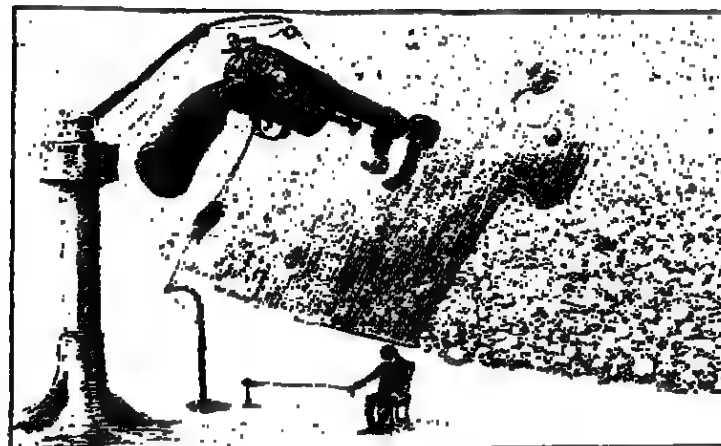
#### (Publié)

**UN BEL EXEMPLE DE COOPÉRATION ENTRE CHEMINS DE FER EUROPÉENS**  
Les groupes de jeunes du monde de dix-huit ans en déplacement de FRANCE vers l'ESPAGNE ou la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ont bénéficié d'une réduction de 50 % sur les billets de la ligne trans-européenne de la France, de l'Allemagne, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche, de l'Italie, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, de la Belgique, de la Hollande, de la Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Serbie, de la Croatie, de la



# Vienne aujourd'hui

## LA VILLE OÙ LE DEUIL EST UN ART



« Suicide »  
d'Alfred  
Kubin

MICHEL BRAUDEAU.

A black and white photograph showing a portion of a classical building. The image focuses on a section with several tall, fluted columns supporting a triangular pediment. The pediment contains a relief sculpture. In the foreground, a dark, ornate metal post or lamp stands to the right of the columns. The image has a high-contrast, grainy quality.

Fontaine d'Athènes devant le [ ]

\* Né en 1931, enfant terrible des  
autres autrichiennes, Thomas  
a décidé, après plusieurs procès,  
de plus se faire voir dans son  
pays.

**Exclusivité Flammarion**

**SUZANNE REGNIER**

• La maison d'école. 37, rue  
Jaurès. 71300 Montceau-les-Mines.  
Tél : (85) 57-13-41.



Un livre sur l'esprit viennois, ses pompes, ses œuvres, dans une ville qui ne fut jamais aussi grande que lorsque y cohabitèrent des Allemands, des Tchèques, des Magyars, des Polonais, des Italiens, des Roumains, des Slovaques, des Serbes, des Croates, des Ruthènes, des juifs...

# Vienne

L'INDISPENSABLE BOTTIN DES INTELLECTUELS



Sigmund Freud.



Hugo von Hofmannsthal.



Arthur Schnitzler.



Gustav Mahler.



Robert Musil.



Ludwig Wittgenstein.

La « viennoiserie » n'est pas seulement une pâtisserie. Ce pourrait être aussi un vocable générique pour désigner la production éditoriale, qui s'enfle depuis quelques années, dans la capitale des Habsbourg et de ses intellectuels, à ses pompes (funébres), à ses œuvres, innombrables.

Une multitude, dans le livre qui les contient. Sans forcément les exclure. Le livre de référence, non pas seulement sur Vienne fin de siècle, mais sur l'esprit viennois, une immense et passionnante histoire intellectuelle et sociale entre 1890 et 1918 qui n'exclut ni Prague, ni Budapest, ni les Ruthènes, ni les Galiciens, mais les citoyens de la Casanie, « K und K » (Kaiserlich und Königlich), sans oublier la capitale. Car Vienne, comme une capitale, attire et digère son Empire.

Paradoxalement, c'est à un universitaire américain qu'on doit ce gigantesque travail bien fait pour croquer les idées. Né en 1936 dans le Massachusetts, William M. Johnston avait trente-six ans quand l'*Esprit viennois* a été publié par la University of California, en 1972. Deux ans plus tard, l'ouvrage paraissait en Autriche... Johnston est également l'auteur d'un bel album — où le travail de l'image se répond parfaitement — *Vienne Impériale*, paru chez Fernand Nathan en 1978.

L'*Esprit viennois* est un livre sans images (mais avec un index soigné). Une somme qui veut

être synthétique, qui n'additionne pas des bureaucraties et des esthètes, des philosophes et des artistes, des musiciens dodécaphoniques et des architectes, des psychanalystes et des poètes. Un inventaire des contradictions et des mouvements qui ont enfanté la modernité avant de s'engloutir. Voilà en quelque sorte, le *Esprit* de Vienne, une fécondité inégale au temps de la *Joyeuse Apocalypse*, entre le nom de Hermann Broch, pour désigner la période 1848-1918 de l'Empire des Habsbourg.

« C'est en Autriche et dans les Etats successeurs que sont apparus nombre, dans nombre la plupart des penseurs les plus influents du vingtième siècle : Freud, Brecht, Husserl, Buber, Wittgenstein, Lukacs, et bien d'autres », écrit William Johnston, dans son introduction. *C'est en ce pays que se jouait la bataille de la pensée au jour le jour et que se posaient les questions à laquelle ce livre entend répondre.*

L'ouvrage est composé de six parties, qui illustrent la naissance de l'Empire austro-hongrois, et placé dans son contexte avant celui de l'exposition de Beaubourg, ce qui permet de donner sa place au goût Biedermeier, du nom d'un maître d'école imaginaire qui personnifiait les valeurs de l'époque, et « art de vivre » prôné par les petits-bourgeois et les nouveaux riches et contre lequel leurs fils se révolteraient.

La première partie du livre décrit la bureaucratie archaïque de l'Empire austro-hongrois, les économistes réformistes (comme Joseph Schumpeter), les théoriciens du droit ou les austromarxistes (comme Victor Adler, dont les idées socialistes n'excluent pas l'antisémitisme). La deuxième partie montre le rôle des cafés comme institutions culturelles où les gens de tous milieux se rencontrent pour lire ou discuter et où se retrouvent quotidiennement ceux qui incarnent l'esthétisme de la « Jeune Vienne » — Arthur Schnitzler, Hermann Bahr, Peter Altenberg, Hugo von Hofmannsthal, Johannes Brahms, Hugo Wolf, — groupe qui s'épanouit dans les dix dernières années du siècle et qui incarne cette culture raffinée que l'on a appelée l'impressionnisme viennois, et à laquelle l'auteur consacre sa troisième partie (1).

Vient enfin la quatrième partie, d'une jeunesse hantée par le désir de la mort et de l'éphémère qui se réfugiera dans le suicide, ou encore dans le nihilisme. A cela s'opposera Freud, qui cherche à guérir par la psychanalyse, et Martin Buber, qui, dans sa jeunesse, étudie les doctrines hassidiques, et un Karl Kraus, furibond, ou un Ludwig Wittgenstein, pressé de son immense fortune, se retrouvent, un temps, pour « asscher la vaste tourbière des phrases » et pourfendre ceux qui corrompent le langage.

Il faut savoir que à l'auteur de la place qu'il a faite aux intellectuels de Hongrie — Theodor Herzl, Max Nordau, Georg Lukács, Sándor Ferenczi — et à ceux de Bohême et de Moravie où Tchéques et Allemands ne cessent de s'affronter. Cela donne au travail de William Johnston la dimension réelle de l'*Esprit viennois*. Vienne attirait des gens venus de partout, tels Sigmund Freud, Edmund Husserl, Karl Kraus, Victor Adler, Gustav Mahler, qui venaient de Bohême ou de Moravie, et le capital intellectuel de Vienne.

Ceux-là étaient juifs, tout comme Wittgenstein, Schnitzler, Broch, Roth, Weininger, Altenberg et beaucoup d'autres auxquels s'ajoutaient des ruraux arrivés des provinces de l'Est qui s'enrichissaient souvent dans le commerce et l'industrie.

« De tous les aspects de la vie viennoise, c'est l'exception de l'ethnologie — un nombre disproportionné d'intellectuels producteurs d'origine juive », écrit William Johnston. Wilhelm Marr avait inventé, en 1879, le terme « antisémitisme ». Et c'est à la fois la haine, conduisant à un « rejet » de ces juifs qui — il le faut dire — ne cherchaient trop souvent qu'à se fonder dans la germanité et à s'assimiler. Rejet qui culminera dans le dévouement populaire au moment de l'Anschluss, la foule des « gentils » réalisant enfin ce qu'avait prévu Hugo Bettelheim dans son roman satirique *Le Juif sans juifs* (paru à Vienne en 1922) qui montrait comment l'activité économique s'effondrait parce qu'une juive avait expulsé d'Autriche tous les juifs.

Vienne, redevenue autrichienne, sans juifs et sans Empire, ne vient d'avoir lieu — après Vienne et avant Paris — une grande exposition intitulée « Rêve et réalité » — *Triumph und Wirklichkeit* — et qui ne fut jamais aussi grande que lorsque y vivaient des Allemands, des Tchèques, des Magyars, des Polonais, des Italiens, des Roumains, des Slovaques, des Serbes, des Croates, des Ruthènes, des juifs... L'Europe,

qu'elle n'ose plus rêver aujourd'hui. L'Europe « kidnappée » dont parle Kundera.

Il faut lire le livre. Il faut prendre son ouvrage-catalogue non pas comme une fin — car les biographies ne peuvent en aucun cas remplacer la lecture et l'écoute des œuvres — mais comme le bémol qui précède la lecture des découvertes. Car l'*Esprit viennois* ne se complait ni dans la nostalgie ni dans l'opérette (peut-être même qu'il ne valse pas assez...), mais dans la célébration d'un formidable capital intellectuel que nous n'avons pas fini d'exploiter.

Ce n'est pas là, pour paraphraser le titre d'une collection à succès — le livre dont vous êtes le héros — mais le livre dont vous êtes l'héritier. Car on n'en a jamais fini avec Vienne.

★ « L'Esprit viennois. Histoire intellectuelle et sociale 1848-1938 », par William M. Johnston. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Fassin. Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », dirigée par Roland Jaccard. 644 p., 200 F.

★ « L'Esprit viennois. Histoire intellectuelle et sociale 1848-1938 », par William M. Johnston. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Fassin. Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », dirigée par Roland Jaccard. 644 p., 200 F.

★ « L'Esprit viennois. Histoire intellectuelle et sociale 1848-1938 », par William M. Johnston. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Fassin. Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », dirigée par Roland Jaccard. 644 p., 200 F.

★ « L'Esprit viennois. Histoire intellectuelle et sociale 1848-1938 », par William M. Johnston. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Fassin. Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », dirigée par Roland Jaccard. 644 p., 200 F.

## L'EXPOSITION

Les grandes et belles expositions, comme celle-ci, sont fascinantes et dangereuses. Elles ont un cercle, où doit habiter une époque, ou une ville. Quelques pensées nous reviennent de la mémoire, créent l'illusion d'y pénétrer : Freud, Mahler, Mach (l'homme de la vitesse), Josef Hoffmann, l'architecte viennois, Kokoschka, le peintre... Quelques souvenirs reprennent : le métro de Vienne vers 1840, l'effrayant août 1914, l'Autriche d'après 1938... donnent le rythme de l'histoire : après l'Autriche, la modernité, la plus grande que l'Europe ait connue, la destruction du vieil empire, l'effacement de la « pangermanisme » et la dispersion de l'intelligentsia israélite, qui se trouve avoir été d'une fécondité exceptionnelle.

Si ce parcours, intelligemment rythmé et illustré, ne donne pas le sens d'une grande tragédie historique, c'est que nous sommes si profondément ignorants de l'Europe d'après 1938... pas que nous nous contentons d'enregistrer ses messages, son apport multiforme. Que de regards tant d'indifférence et d'oubli difficiles à combler !

La exposition-synthèse est, merci, d'une ampleur rare : tout un âge d'or est réhabilité, réhabilité et réhabilité, de l'immense Beaubourg. Avec le risque d'autant plus grand qu'elle rassemble dans un même Car on peut difficilement se briser davantage que ce circuit d'un demi-siècle dans la Vienne la Belle comme on nommait la capitale des Habsbourg au temps du romantisme Orient-Express et où la révérence impératrice Sissi intriguait les foules.

Il faut bien. La musique : Schönberg et Mahler, s'ajoute à la littérature un peu trop vite rappe- — la merveilleux Hoffmanns — pouvait occuper toute une salle, — le théâtre ne peut être oublié : on ne peut pas dire Mozart ; les arts appliqués ont droit à un excellent chapitre.

pour l'argenterie ; la peinture est ramenée à trois grands noms, mais dans le cadre strict de l'histoire de l'art, la « Sécession ». Ce qui surgissent les figures dominantes de la vie politique, mais on n'a pas senti le rythme de l'histoire : Kuhn, Le roi empereur, la jeune dynastie Adler, pour finir, les créateurs de la « Vienne rouge » en 1927. Et ce qui est abrégé dans les images pour le tour mousseline ou même du siècle : la Veuve joyeuse, de Stroheim, et la Rue sans joie, de Babst, sont de la même année : 1925.

C'est dans ce livre que fut inventé ou, si l'on préfère, dans les pages originales l'histoire de l'art, grâce à un contact intelligent avec l'Université et le musée, avec les monuments historiques et l'étude archéologique. Cette nouvelle rétrospective de la culture viennoise à évoquer à travers quelques grands noms. Mais pourquoi oublier le précieux petit livre quasi inconnu de C. Sitte sur l'urbanisme, plus utile que jamais ? La tentation de croire qu'on peut « formuler » un résumé d'épisodes par une équation assez simple. La merveilleuse série de figures de Klimt et de Schiele, dans la plume du docteur Freud qui l'explique : la psychanalyse logique du cercle dit positiviste tient compte de la vie, de la sécheresse de Loh et de Hoffmann en architecture...

Ne soyons pas dupes des « rétrospectives » : le fait d'être contemporain indique des relations, non des égalités. La riche documentation du catalogue livre une série d'ouvrages qui permettent de faire tourner la roue sans perdre de vue les valeurs et les pla-

Cherchons une ligne pleine et une qualité graphique, un sens prodigieux de la mise en page : frontispices, tableaux, façades, affiches... l'autorité de ce qu'on a appelé plus tard le design, une *Wiener Moderne* qui s'exerce partout. C'est un premier

# 1880-19

LES PEIN



C'est... dans... pour de... boulevard... hôtel... concert... Mozart... traduite... festivités... d'argent... coquette... jeunesse... révérence... confortable... cinq ans... l'été... avec que... grandes... idée de... enlève le... quoi s'est... au tournant... Cela fin... en 1914... un tableau... Kuhn... mais... juste après... artiste... Adolf Hil... reproduire... ments, l'ap... défient les... d'intellectu... choral d'em... Entre, d... milieu, char... décor... de... oblig... alternance... architectu...

DE TOUTE UNE ÉPOQUE



Walter Gropius, Ex-libris (1903)

Walter Gropius, Ex-libris (1903) : « L'Esprit viennois. Histoire intellectuelle et sociale 1848-1938 », par William M. Johnston. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Fassin. Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », dirigée par Roland Jaccard. 644 p., 200 F.

VO 10 mm DOLBY: GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - KINOPANORAMA  
VF DOLBY: PARAMOUNT ODEON - HAUTEFEUILLE - GAUMONT LES HALLES - PARNASSIENS - 14 JUILLET BASTILLE  
VF DOLBY: GRAND REX - PARAMOUNT OPERA - GRAND MIRAMAR - NATION - FAUVETTE - MISTRAL - GAUMONT CONVENTION  
MAILLOT - CLICHY PATHE

Périphérie VF DOLBY: C2L SAINT-GERMAIN - FRANCAIS ENGHEN - BELLE ÉPINE THIAIS - 4 TEMPS LA DÉFENSE  
GAMMA ARGENTEUIL - GAUMONT OUEST BOULEVARD - MAILLOT EVRY  
VF: CYRANO-VERSAILLES - ARTEL CRETEIL - ARTEL NOGENT - TRICYCLE ASNIÈRES



## PACINO REVOLUTION

1776

L'Amérique est encore sous domination anglaise. Et New-York n'est toujours qu'un petit port.

Un père et son fils, une jeune femme rebelle, vont souffrir, aimer, se battre pour leur dignité, leur liberté et celle de leur pays : les futurs États-Unis d'Amérique.

Al Pacino et Nastassja Kinski incarnent avec passion ces héros anonymes emportés dans le tourbillon de la Guerre d'Indépendance.

Hugh Hudson, réalisateur de « Greystoke » et « Les Chariots de Feu » et Irwin Winkler, producteur de « Rocky », nous présentent une fresque saisissante, une immense épopée : celle de la première révolution des temps modernes.

WARNER BROS. PRESENTA... UN FILM DE IRWIN WINKLER... AL PACINO... NASTASSJA KINSKI... REVOLUTION... HUGH HUDSON... IRWIN WINKLER... DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. COLOMBIA PICTURES



# Vienne

## 1880-1938

### LES PEINTRES DE LA VÉRITÉ NUE A BEAUBOURG

Klimt, Schiele, Kokoschka  
et quelques autres peintres, au Centre Pompidou,  
et les décorateurs, les architectes,  
les écrivains en vingt salles  
et plus de deux mille pièces.  
Ils disent la splendeur passée,  
décrivent les fêtes funèbres  
d'un monde assassiné.



Ludwig Wittgenstein.



Cela commence en 1880, dans un décor censé représenter les grands appartements bourgeois de la Ringstrasse, le boulevard circulaire de Vienne, les hôtels particuliers, les universités, les écoles, les salons de concert, les théâtres. Hans Makart, peintre d'histoire et portraitiste, grand ordonnateur des festivités célébrant les succès d'argent de François-Joseph, est la coqueluche de cette Vienne joyeuse, fiévreuse et tolérante. Il est aimé comme il faut, avec révérence et référence au passé, confortable dans ses allégories de cinq ans, dont trois, en pied, figurent à l'exposition. Ce qui suffit, avec quelques portraits de grandes dames, pour avoir une idée du brio avec lequel l'artiste a traité le morceau, et de ce qu'il s'est fait l'art de la Sécession au tournant du siècle.

Cela finit mal, bien des fastes, en 1938, sur fond de tragédie, par un tableau éblouissant d'Oskar Kokoschka : *Anschluss* ou *Alles was zählt*, qui vient juste après six aquarelles, où un artiste naïf, tristement célèbre, Adolf Hitler, est appliqué à reproduire des masques de personnages, tandis que sur des écrans défilent les principales figures d'intellectuels et d'artistes qui ont émigré.

Entre, on aura traversé vingt salles, changé d'une fois de décor, de climat, d'ambiance, de couleur de cimaises, selon un parcours obligé, serré, proposant en alternance peintures, dessins, architectures, arts décoratifs et

arts appliqués. Soit quelque deux mille pièces — peut-être plus si l'on compte bien les petites caisses et les bijoux de la *Wiener Werkstätte*, le groupe d'artisans qui s'était fixé pour tâche d'embellir le quotidien avec de beaux objets.

Le parcours est chronologique, mais découpé selon le mouvement des idées et des formes, et non la trame historique. Les grands témoins de l'explosion viennoise sont donc là, non seulement les plasticiens, mais aussi les philosophes, les écrivains, les musiciens, évoqués d'ailleurs le plus souvent par des portraits. Tout pris dans un inextricable jeu de réactions intimes, de contradictions flagrantes, d'oppositions qui éclatent à tous les tournants, d'une même salle, à l'intérieur d'une même œuvre. Et cela sur deux générations : celle qui a fait la Sécession — l'Art nouveau viennois — à partir de 1897 : le peintre Gustav Klimt, les architectes Otto Wagner et Joseph Hoffmann ; celle qui y a mis fin autour de 1908 : l'architecte Adolf Loos, les peintres Egon Schiele et Oskar Kokoschka, pour ne citer que les points visuellement forts de l'exposition.

Klimt, Schiele, Kokoschka. C'est la nouvelle trinité viennoise. Elle est le mode et l'invention récente. Klimt, il y a peu de temps, était encore parmi les décorateurs brillants, à son œuvre ignorée dans sa complexité, Kokoschka, dont la longue œuvre — il est mort en 1980 — est déroulée en grande partie hors de l'Autriche, a souvent été assimilée à l'expressionnisme allemand. Et personne, il y a dix ans, ne connaissait le nom d'Egon Schiele.

Klimt. Non, le *Baiser* n'est pas si lâche, il est trop fragile, à cause de l'or. Mais l'exposition offre largement de quoi compenser : vingt-cinq tableaux qui à eux seuls valent le déplacement à Beaubourg : la *Danaë* lovée et sa pluie d'or entre les cuisses, qui n'est pratiquement jamais sortie d'une galerie privée à Graz, figures allégoriques, des portraits, et des paysages (un peu faible) de dessins, où l'on retrouve la ligne caressante et voluptueuse des nus franchement érotiques. Les œuvres sont venues de la capitale autrichienne pour la plupart, mais l'*Esprit* 1 est arrivé d'Ottawa, c'est cette jeune femme enceinte, nue comme un ver, avec son visage maigre, blanc et tragique. Soleil vientent les *Figures rouges*, qui provoquent la plus incroyablement provocante des couples féminines, de dos, accroupies, insolentes. Comment dire pour ne pas tomber dans la vulgarité à propos d'une œuvre qui ne l'est pas, parce que la posture est si belle dans le grand

style de Klimt, ses chevelures tentaculaires, ses ondulations lascives, ses ors. De l'ensemble exposé — muses tragiques, furies, femmes fatales, Judiths aux chairs veloutées — il faut donc se méfier des carcans de pierreries et de motifs byzantins qui tentent de Byzance et des paravents japonais, qui s'affrontent naturalisme et stylisation. — Klimt n'apparaît plus vraiment comme le grand peintre bedoniste, mais comme un homme — surtout si près de Freud — qui a le premier des grands Viennois à avoir mis l'humanité entraînée dans le flux de la vie sexuelle, à l'avoir dévolée, sur le mode symbolique, à avoir peint l'image de l'homme prise entre Eros et Thanatos. *Même vérité*, le thème de la devise des artistes de la Sécession, qui n'imaginaient pas dans la tournure que cela allait prendre sous Schiele et Kokoschka. Une tournure expressionniste, sans esthétisme, violente, crue.

Egon Schiele. Il est trop loin de Klimt dans l'exposition, presque à l'autre bout, alors qu'il vient de lui. Cette étrange figure solitaire et tourmentée, qui s'est éteint à 28 ans en 1918, est le plus grand des peintres de la Sécession, trois jours après sa jeune femme éceinte. Il aura en son œuvre toute entière saisi le thème de la vie, l'amour et la mort. Il est représenté par une quinzaine de peintures dont deux beaux portraits de 1918, celui de Victor Klee et celui de Victor Klee, auquel il donne une image acrobatique de son bonze, et celui du peintre von Schiele où les coups de brosse, rudes, n'empêchent pas une bonne chaleur de passer : un tableau devant lequel beaucoup de jeunes artistes d'aujourd'hui ont resté interdits par la maîtrise et la jeunesse.

Mais Schiele, c'est surtout le *Portrait*. La silhouette d'une violence, d'une crudité, d'un exhibitionnisme extrême, dans des autoportraits aux yeux déarticulés, maigres, cadavériques ; autour des jeunes filles aux jupons relevés, aux bras pendants, aux yeux écartés.

Oskar Kokoschka. Il est au cœur de l'exposition. C'est le « jeune sauvage » qui surgit sur la scène dans une Vienne où occupent d'arts appliqués. Amis de l'architecte Loos, il intervient en tant que peintre, un peu comme un chien dans un magasin de porcelaine ou de verrerie, pour casser net avec les rêves de splendeur de la Sécession. Il écrit, et illustre ce qu'il écrit. Dans l'*Assassin, espoir des femmes*, ses dessins montrent un grand caractère. De 1911 à 1915, date à laquelle il s'engage pour l'armée, son orageuse et impossible liaison avec Alma Mahler (qui n'est pas la même que celle qui a épousé Gustav Mahler), lui a permis de plonger dans les profondeurs de la psyché, et de peindre le portrait. L'approche est rude, qui révèle la vie intérieure des modèles et les aspects les plus



Egon Schiele, Autoportrait (1916).

de la vie sexuelle, à l'avoir dévolée, sur le mode symbolique, à avoir peint l'image de l'homme prise entre Eros et Thanatos.

L'exposition propose encore des figures très peu connues, comme Richard Gerstl qui, un peu avant Kokoschka, a ouvert la voie à l'expressionnisme dans ses portraits et autoportraits de 1906 à 1908 — dans de son œuvre il s'est suicidé à vingt-cinq ans — la silhouette d'une femme malheureuse avec la femme de Schönberg. Et Schiele, à qui Klimt avait donné quelques leçons de peinture, de la crise en passant par les petits autoportraits hallucinés et spectraux, dont la quasi-totalité est là. Et l'angoisse aussi, malgré une facture d'amateur.

Et puis, il y a les dessins de Kubin, fous, à l'autre bout du symbolisme, de l'expressionnisme et du surréalisme, en fait, beaucoup moins nombreux, de Klemens von Schreier, directeur de presse, envoyé en France en 1914, qui finit par se suicider en 1926 : atroce, dans un cimetière, en s'appliquant sur le visage un masque à gaz rempli de chloroforme.

On l'a dit, le parcours ne s'arrête pas à la chute de l'empire des Habsbourg, mais pour la peinture, après 1918, il faut bien reconnaître que l'exposition ne laisse pas une impression très forte. Klimt et Schiele sont morts, en 1918, Kokoschka, blessé,

réformé, est passé à Berlin à l'ennemi — il reviendra un an à Vienne au début des années 30. La ville de Vienne-la-rouge — d'un rouge caricatural — est occupée par les maquettes du vaste programme de logements ouvriers, inspirés de l'austro-marxisme, et la ville construite qui suit n'arrive pas à convaincre. Bien que le mouvement ait son importance.

Johannes Itten, qui, en 1916, a créé à Vienne sa propre école de peinture, en enseignant en 1919 au Bauhaus de Weimar. Il est rejoint par Herbert Bayer. Quant à Kupka, on ne voit pas trop ce qu'il fait là. Les constructions géométriques de Kien sont fades. Kassak est beaucoup plus intéressant. Poète, théoricien et peintre venu de Hongrie, c'est lui qui édite à Vienne la revue d'avant-garde *M.A. Vienne* dans les années 20 n'est plus, pour les peintres en tout cas, un créneau, c'est plutôt un relais entre le mouvement russe et le Bauhaus.

Quant aux années 30, elles sont dévorées par la Stöyr-baby, l'ancêtre de la Volkswagen, tandis qu'Herbert Boeckl peint des leçons d'anatomie et que Fritz von Hermanovsky-Orlando illustre la Vienne dans un esprit très proche de la Cécilie de Musil. On a l'impression que c'est une ville déjà morte qui se fait vivante en 1938.

GENEVIEVE BREZETTE.

### L'EXPOSITION

### DE TOUTE UNE ÉPOQUE



Kolo Moser, Ex-libris (1903).

temps, on s'arrache à la laborieuse opacité de l'académisme d'Europe centrale — représenté par le copieux Makart, — avec l'invention brillante d'une sorte d'« art nouveau » moderniste, le triomphe étonnant de Klimt, qui conjugue l'or avec la linéarité. Une sécession s'impose : les Viennois ont eu la chance d'ignorer l'impressionnisme et le cubisme ; leur développement n'a pratiquement rien de commun avec ce qui se pratique à Paris, confronté à « Jugendstil » avec l'art nouveau, qui est si aigu, si vif, si lumineux. Vienne font.

Ne soyons pas dupes des schémas : le fait d'être contemporains indique des relations, non des égalités. La riche documentation du catalogue livre combat d'ailleurs les intervalles et permet de faire tourner la roue sans ramener à « valeurs » à des particularités.

Cherchons une ligne pleine et sûre : la qualité graphique, le sens prodigieux de la mise en page : frontispices, tableaux, pages : frontispices... l'autorité des façades, affiches... l'autorité de ce qu'on a appelé plus tard la « Vienne » de design, une décision formelle qui s'exerce partout. Dans un premier

l'énergie du mouvement et les réactions de l'art la seule transmission proposée au présent. La leçon est plus brève, mais n'est plus opposée au présent, elle est plus actuelle. Klimt et Hofmannsthal que la Vienne a connus et rugueuse des jeunes artistes contemporains. Et, par ailleurs, l'Europe a continué pour l'essentiel à évoluer, ce que l'empire aspirait à être. Notre malheureux siècle est fait d'épisodes discontinus, de moments où l'on peut dire que l'on a ignoré.

ANDRÉ CHASTEL.

★ Volume d'études : « Vienne 1880-1938 : l'apocalypse joyeuse ». La direction de Klaus Clair. Une trentaine d'essais sur le répertoire des noms d'artistes et d'écrivains.

**AUBERVILLIERS**  
GROUPE TSE

**LA VIE DE CLARA GAZUL**  
de Danielle VÉZOLLES et Alfredo ARIAS

d'après Prosper Mérimée

Mise en scène : Alfredo ARIAS

« Jean-Marie Boyer est un vice-roi redoutable et truculent. Marilú Mariel est divine. » **LE MONDE**

On sort de là, légers... Cette fête nous fait le coup de la barbe à papa, ce tout plaisir à la fois nuageux, inconsistant, délicieux, gamin et irréfutable. **LIBÉRATION**

**THEATRE DE LA COMMUNE**  
Tél. 48.34.67.67

Peter Weiss

**MARAT SADE**

Le roman de l'assassinat de Jean-Paul Marat représenté par le Groupe Théâtral de la Vierge sous la direction de M. de Sade

La Compagnie du Colosse Paris, théâtre de la Sorbonne, Centre National, MC 93 Bobigny

**MC 93 BOBIGNY - 18 FEV./22 MARS**  
Loc. 48.34.11.45, 3 FNAC et CROUS

**THEATRE DE CHATILLON**  
3 rue Sadi-Carnot tél. 46.57.22.11  
DU 18 AU 23 FEVRIER

**LA DUPE**  
DE GEORGES ANCEY

**MISE EN SCENE RENE LUYON**  
DECOR NICOLAS SIRE

coproduction Théâtre JE-ILS, Théâtre de Sartrouville, JTN, TPL  
en collaboration avec le Théâtre de Chatillon et le Théâtre Artistique Athévains

**CLAUDE PIEPLU**  
et HELENE LAPIOWER

**L'HOMME GRIS**

jouent de MARIE LABERGE

Mise en scène GABRIEL GAFFIAN

**MC 93 BOBIGNY - 12 FEV./23 MARS**  
Loc. 48.34.11.45, 3 FNAC et AGENCES



1



## LES SPECTACLES NOUVEAUX















# économie

## LES COMPTES DE L'ANNÉE 1985

### Un écart inquiétant entre importations et exportations

Ce qui marque l'année 1985, quand on la déchiffre à travers les comptes que vient de publier l'INSEE, c'est la forte divergence d'évolution entre les importations et les exportations. Les premières progressent de 6,7 % et les secondes de 2,5 %.

Ces chiffres ont l'avantage de représenter des évolutions en volume. Ils donnent une bonne idée de la dégradation de notre commerce extérieur l'année dernière : 4,1 points d'écart entre achats et ventes. Une dégradation que masquent les statistiques habituelles de la balance commerciale qui sont,

elles, publiées en valeur, incorporant donc des mouvements de prix qui nous sont actuellement extrêmement favorables. Les prix à l'importation baissent à cause du dollar et du pétrole alors que nos prix à l'exportation continuent d'augmenter.

Pour les seuls produits manufacturés, les exportations de la France n'ont augmenté en volume que de 1,8 % l'année dernière alors que les importations ont progressé de 5,9 %.

La croissance de nos ventes de produits manufacturés est à rapprocher de la croissance de la demande mondiale l'année dernière dans ce domaine : + 3,5 %. Elle donne une assez bonne idée des pertes de parts de marché qu'a enregistré notre industrie.

Second phénomène notable de 1985 : le gonflement des stocks de 4,8 milliards de francs. Ce phénomène, qui s'est produit au second semestre et de façon massive, s'explique probablement par la croyance des chefs d'entreprise en un réajustement monétaire imminent. Peut-être aussi par l'espoir d'une reprise assez forte de l'activité. Toujours est-il qu'elle est responsable du tiers de la croissance du PIB enregistrée l'année dernière, soit 5 milliards de francs sur 15 milliards d'enrichissement de la production nationale.

Les autres résultats sont moins significatifs : croissance assez médiocre du PIB marchand, la production nationale n'ayant pas été capable de répondre en début d'année au redémarrage de la demande (d'où gonflement des importations) ; reprise de la consommation des ménages : + 2,1 %. Sur un point - l'investissement des entreprises - la stagnation de 1985 que font apparaître les chiffres ne rend probablement pas compte de la réalité. La comptabilisation des ventes d'automobiles l'année dernière explique cette déformation. Un biais statistique a gonflé les achats des ménages et a minoré les investissements des sociétés qui, en réalité, ont probablement légèrement progressé.

A. V.

### M. FABUS : IL NE FAUT PAS FAIRE DEMI-TOUR

« Au moment où l'économie française va mieux, il ne faut pas faire demi-tour », affirme M. Fabius en conclusion de l'entretien qu'il accorde aux Echos le mercredi 12 février.

Le premier ministre rappelle que la libération des prix industriels sera « progressive mais totale » et que « le contrôle des changes devrait être totalement levé avant la fin de cette année ».

A propos des nationalisations, M. Fabius veut voir appliquer « une loi de respiration qui permette une plus grande souplesse pour acquiescer ou céder des filiales », se prononçant en faveur d'une économie mixte « avec une majorité d'entreprises privées et une minorité d'entreprises publiques ».

A propos de la plate-forme de l'opposition, le premier ministre la juge « inadaptée aux problèmes majeurs de la fin du siècle » et qu'elle « comporte des aspects qu'il faut bien qualifier de revanche sociale ».

Il note enfin que cette plate-forme est faite théoriquement pour gouverner, mais que « le CDS engage sa signature tout en précisant qu'il ne participerait pas à un gouvernement RPR-UDF ». « De même pour Raymond Barre, comment voudriez-vous ensuite, conclut-il, gouverner dans la stabilité et l'efficacité ? »

### REPÈRES

#### Dollar : la baisse se poursuit à 7,26 F

La baisse du dollar s'est poursuivie, mercredi 12 février, sur les marchés des changes, le cours de la devise américaine revenant de 2,3850 DM à Francfort à 2,37 DM et de 7,29 F à 7,26 F. C'est à Tokyo, toutefois, que le fléchissement du billet vert a été le plus accentué, à 186 yens contre 188 yens, après que la barre des 190 yens ait été cassée en début de semaine. Les milieux financiers internationaux s'attendent que la baisse du dollar se poursuive, essentiellement vis-à-vis du yen : selon certaines rumeurs, l'objectif serait un cours de 175 yens, atteint seulement en octobre 1978.

#### Ports : stagnation de l'activité en France

L'activité des ports français a progressé en 1985 de 0,4 % par rapport à l'année précédente, selon les premières estimations citées par l'Association pour le développement des grands ports français. Le tonnage total des marchandises débarquées et embarquées (travaillément et pêche exclus) a été de 273 millions de tonnes. La faible régression du trafic pétrolier (- 0,6 %) a été compensée par une légère augmentation des trafics des autres marchandises. Le trafic des voyageurs a progressé d'environ 2,6 %. Les résultats sont variables selon les ports concernés. L'activité des six ports autonomes maritimes (Dunkerque, Rouen, Le Havre, Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux et Marseille) a stagné, tandis que celle des autres ports métropolitains (Strasbourg et Paris exclus) progressait de 4,6 %.

#### MATIF : feu vert le 20 février prochain

Situé dans l'enceinte de la Bourse de Paris, le marché à terme d'instruments financiers, ou MATIF, ouvrira ses portes le 20 février prochain. Près d'une centaine de banques, des charges d'agents de change et d'autres intermédiaires financiers se sont portés candidats à un siège, mais seuls ont été admis pour l'instant trois établissements de crédit et quarante-quatre charges d'agents de change. En attendant l'inauguration de ce nouveau marché, la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) procédera les 13 et 14 février à une simulation, en vraie grandeur, des opérations qui se dérouleront chaque jour ouvrable de 10 heures à 15 heures à la criée.

### M. HÉBERLÉ DEVIENT PRÉSIDENT DU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

M. Jean-Claude Héberlé, ancien PDG d'Antenne 2, devient le président du conseil d'administration du Carrefour international de la communication (CIC). Le Conseil des ministres devait, en effet, le nommer à la nomination officielle, ce mercredi 12 février. M. Héberlé prend la succession de M. Yves Chassagnon, qui avait démissionné de ce poste en décembre dernier, après l'avoir occupé pendant une année, tout en conservant ses fonctions de président de l'UAP (Union des associations de Paris).

Le 5 février, le Journal officiel annonçait la nomination de M. Héberlé comme membre du conseil d'administration du CIC, et deux jours plus tard, ce même conseil le proposait comme président.

« Le Carrefour international de la communication a déjà une image, dit M. Héberlé, mais il entre maintenant dans sa dernière ligne droite avant le début de 1986, date à laquelle il doit définitivement fonctionner dans l'Arche qui doit l'héberger ». M. Héberlé souhaite, dans les vingt mois à venir, donner au Carrefour « un cadre précis où chaque puisse se retrouver ». Une tâche qu'il veut accomplir avec l'équipe en place et qui ne déviara pas des trois grandes missions que s'est assignées le CIC : être la « vitrine » de tout ce qui touche à la communication de demain ; un « centre de ressources » pour tous les échanges et toutes les recherches liés à ce domaine ; enfin, être également une « cité des affaires ». M. Héberlé ne cache pas qu'il s'intéressera tout particulièrement à ce dernier point.

A. Rd.

[M. Jean-Claude Héberlé est né le 3 février 1935 à Constantine (Algérie). Dès 1957, il est journaliste à la RTT dans sa ville natale, puis à Alger. Quatre ans plus tard, il devient grand reporter et présentateur des émissions à France Inter avant d'être nommé correspondant permanent à Washington (1967-1969), puis d'y prendre en 1970 la tête du bureau de l'Office pour des affaires étrangères. Il est ensuite directeur en chef de la deuxième chaîne. Il y restera jusqu'en 1974. Peu de temps après l'élection de M. Giscard d'Estaing à l'Élysée, il est mis sur la touche. Il retrouve des fonctions de responsabilité en 1981, lorsqu'il succède à M. Michel Bassi comme directeur général de Radio Monte-Carlo. En novembre 1984, il remplace M. Pierre Desgranges à la tête d'Antenne 2, poste auquel il a, à son tour, été remplacé deux mois plus tard par M. Jean Bockel.]

### Cinquième chaîne

#### CHERCHEZ LA MIRE

Les téléspéctateurs qui ne sont pas parvenus à capter le mardi 11 février, la mire de la cinquième chaîne du monde du 11 février, disposent encore de plusieurs semaines de rattrapage pour la découvrir. Cette mire qui s'inscrit sous le signe provisoire « MV 1 » (comprenez Multivision) ne s'accompagne d'aucun son.

Voici les jours et les horaires pendant lesquels on peut régler son téléviseur, ou faire appel à un spécialiste : à Paris, Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nîmes, Nantes et Saint-Etienne, du 12 au 14 février de 9 h à 17 h ; les 17 et 18 février de 9 h à 23 h ; et le 19 février de 7 h 30 à 3 h 30 du matin.

A Toulouse et Toulon, les essais seront sans doute possibles à partir du 17 février de 9 h à 23 h et d'une façon certaine le 18 février aux mêmes horaires, ainsi que le 19 de 7 h 30 à 3 h 30 du matin.

### LETTRES

#### DISTINCTIONS

● Le romancier britannique Graham Greene - qui vit dans le sud de la France, à Antibes - a été fait lauréat de la Médaille d'Or de la République française, le 10 février, pour l'ensemble de son œuvre. Cette distinction, limitée à vingt-cinq hommes et femmes de nationalité britannique, est considérée comme une des plus hautes distinctions honorifiques.

● L'auteur américain James Baldwin - qui vit dans le sud de la France - vient d'être nommé, par décision du président de la République, commandeur de la Légion d'honneur.

● L'écrivain et architecte polonais Czesław Miłosz, qui observe une grève de la faim dans une prison de Varsovie, a été adopté cette semaine comme membre d'honneur associé du Pen-Club français. Cette association du Pen-Club français a été le 13 avril 1985, M. Miłosz a été accusé d'« entente avec les puissances agissantes pour le compte d'une organisation ayant pour but de nuire aux intérêts politiques de la Pologne ».

### SOCIAL

#### La CGT est parfois plus flexible qu'elle ne veut le laisser croire

Un millier de militants de la CGT, accompagnés par M. Henri Krasucki, ont déposé, le 11 février, un million et demi de pétitions (selon le syndicat) recueillies auprès des travailleurs hostiles au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. En outre, des délégations devaient être reçues à l'hôtel Matignon et au Sénat. Aucun mot d'ordre de grève n'avait été lancé. Il est vrai que les quatre précédentes journées d'action organisées par la CGT avaient démontré la difficulté de mobiliser les salariés.

Lois du bruit et à mille lieues des déclarations indignées du PCF et de la CGT, qui s'opposent toujours à l'adoption du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, il y a une réalité parfois différente. Ici ou là, dans certaines entreprises, des accords de modulation ont été signés, y compris avec la CGT.

Parfois, ces conventions vont au-delà de ce que recommande l'actuel texte gouvernemental. Ailleurs, l'aménagement accepté par les partenaires sociaux correspond à ce qui est justement prévu. Dans deux seuls cas connus, enfin, chez Hutchinson et SEV-Marchal, à Clermont-Ferrand, la section syndicale CGT a choisi de dénoncer le protocole qu'elle avait d'abord avoué.

Il n'empêche. En maintes occasions, la CGT a signé pire ou... plus que le projet de loi dont elle entend dénoncer le caractère anti-social. Ainsi, à la CRAM, en Bretagne, à la SONIM et chez Colas, en région parisienne, à l'usine Crabié et chez Sculfort, en Midi-Pyrénées, à La Bakkélite, dans le Val-d'Oise, il s'agit de responsables syndicaux CGT pour admettre le non-paiement des heures supplémentaires. Or, ce point, particulièrement controversé, fait l'objet des plus vives critiques dans les discours cégétistes.

A la SONIM, à Muret-sur-Loire, l'accord signé par la CGT et la CGC, le 17 septembre 1985, prévoit que la semaine de travail peut passer de 38 h 30 à 46 heures - le texte du gouvernement limite l'amplitude supérieure à 44 heures - et cela sans qu'un minimum soit fixé. Chez Sculfort-Systèmes, une entreprise de machines-outils du Nord, la CGT, la CFTD et la CGC ont admis, le 17 août 1985, un dispositif à peine plus favorable. L'horaire moyen demeure à 39 heures (sans réduction de temps de travail), mais peut atteindre, en période haute, les 46 heures. Dans cette hypothèse, le « délai de prévenance » est de quinze jours. La modulation est compensée en période basse mais non payée. Les majorations au-delà de 39 heures sont comptabilisées sur

la semaine mais sont récupérées sous forme de repos. Dans les fromageries Paul Renard, la CGT a accepté, le 7 décembre 1985, que la semaine de travail puisse varier de 32 à 43 heures avec un délai de prévenance de quatre jours. Le repos compensateur pour les heures supplémentaires est porté à 25 % (contre 20 % selon les dispositions actuelles). Ailleurs, le délai de prévenance est ramené à deux jours, comme dans des abattoirs de la Drôme, ou, comme dans l'usine de Crabié, avec pour seule contrepartie une assurance décès pour le personnel.

Actuellement illégaux, d'autres accords se situent dans le droit fil du projet de loi, à quelques nuances près. Ainsi, la filiale SCREG-Sud-Ouest, en Haute-Garonne, a mis au point un système de modulation de plus ou moins 3 heures autour d'un horaire de 39 heures, la moyenne étant prévue sur 40 heures, tout comme le salaire. Les majorations pour heures supplémentaires sont remplacées par des repas compensatoires. La CGT a approuvé la signature à l'accord le 5 novembre 1985.

Dans la Gironde, dans la société du Miroir Brauthite, l'accord intervenu le 29 mars 1985, avec la CGT et FO, stipule que l'horaire de référence est de 38 h 30, l'amplitude pouvant aller de 34 à 43 heures. Le salaire des salariés mensuels s'effectue sur la base de 38 h 30 et les heures supplémentaires, majorées, donnent lieu à récupération.

Dans le Nord, la filature Saint-André a fait adopter par la CGT et la CFTD, le 9 avril 1985, une modulation de plus ou moins 3 h 30 avec les 39 heures hebdomadaires pour pivot. Ces changements sont réalisés dans le cadre d'une programmation.

Enfin, l'entreprise de vente par correspondance Quelle a inauguré un dispositif qui ressemble, à la lettre, au projet de loi. Il a été évoqué au Sénat, où les débats de procédure ont quelquefois laissé place à l'exposé de situations concrètes.

ALAIN LEBEAUX.

### LA FERMETURE D'UNE LIBRAIRIE GIBERT JEUNE

#### Peut-on licencier à la suite d'un attentat ?

La CGT conteste le droit à la direction de la librairie Gibert Jeune de rompre le contrat de travail de quatre-vingt salariés sans indemnités ni préavis, après l'attentat qui a ravagé l'établissement du boulevard Saint-Michel, le 5 février (le Monde du 12 février). Le syndicat a décidé d'introduire un référé, soit devant le conseil des prud'hommes, soit devant le tribunal de grande instance.

Cela étant, cette affaire soulève un point de droit qui n'est guère facile à résoudre. Interrogé, le professeur Jean-Jacques Dupeyron considère que, en la circonstance, M. Jean Gibert a fait preuve d'habileté. Deux cas de figure se présentent. L'entreprise ne pouvant exercer son activité pour une raison de « force majeure », il est effectivement possible d'avoir recours à la rupture du contrat de travail - et non au licenciement - sans préavis ni indemnités, si les locaux sont totalement inutilisables, ce qui n'est pas le cas, semble-t-il. Mais l'entreprise peut tout aussi bien, et notamment, parce qu'elle envisage de rouvrir son établissement, ne pas rompre le contrat de travail et utiliser la procédure du chômage partiel. Cette hypothèse est prévue par les textes, puisque le chômage partiel s'applique aux entreprises victimes d'un sinistre ou devant suspendre leur activité à la suite d'une circonstance exceptionnelle. L'employeur doit alors payer une partie de l'indemnité

versée aux salariés, une autre étant prise en charge par l'Etat.

Dans ses explications, M. Gibert a souligné que la situation de son entreprise ne lui permettait pas d'invoquer le chômage partiel. Mais, ce faisant, il déplace le problème, car cela reviendrait à estimer que le sinistre n'est plus un cas de force majeure, pour devenir une difficulté supplémentaire justifiant le licenciement pour cause économique.

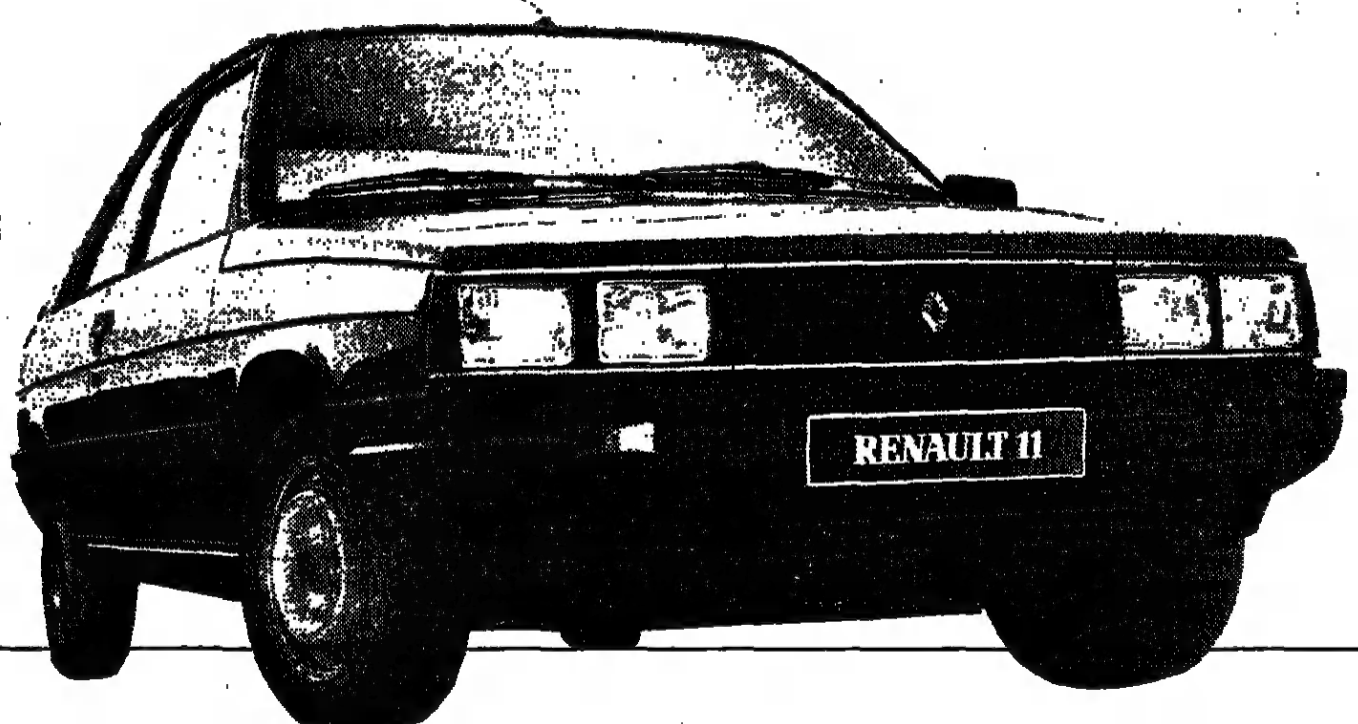
Si la fermeture de l'établissement est provisoire, la jurisprudence de la Cour de cassation admet que, lors de la reprise d'activité, les salariés réembauchés ne soient pas les mêmes, le tout dépendant de l'appréciation portée sur le cas de force majeure.

Si la fermeture est définitive, il faudrait considérer que l'entreprise cesse d'exister. Or, en l'espèce, il s'agit d'un établissement, la librairie Gibert Jeune demeurant présente à Paris avec deux autres établissements. Le contrat de travail n'étant pas lié à tel ou tel établissement, on ne pourrait licencier à moins, là encore, de prêter de difficultés économiques.

En fait, avec une situation qui est à la limite du lock-out, la librairie Gibert Jeune tente trois certainement un coup de force. En retournant le cas de figure qui lui est le plus favorable, elle se met en position pour négocier. L'objectif étant sans doute d'éviter le coût du chômage partiel.

A. L.

# Moins de 40<sup>F</sup> par jour. Si je veux, je peux.



# Soit 1194<sup>F</sup> par mois

Renault Bail vous propose avec la Renault 11 TL 3 portes, un bail avec option d'achat pendant 60 mois. Dépôt de garantie initial de 11 540 F, égal à l'option d'achat finale, les loyers sont de 1194 F par mois, soit moins de 40 F par jour.

Coût total en cas d'acquisition : 83 134 F. Offre valable jusqu'au 28 Février 1986, sous réserve d'acceptation du dossier. Modèle présenté RENAULT 11 TL : 57 700 F. Prix clés en main au 15/01/86. Millésime 86. Renault Bail (DIAC). S.A. au capital de 150 000 000 F. 51/53, Champs-Élysées 75008 Paris. R.C. Paris B 720 002 221.

RENAULT préconise elf

# Renault 11





# ÉNERGIE

LES CONSÉQUENCES DE L'ÉVOLUTION DES COURS DU PÉTROLE

## Charbonnages de France baisse les prix de son charbon

La vive chute des cours du pétrole brut depuis deux mois commence à faire sentir ses effets sur les énergies concurrentes. Tandis que la baisse se poursuit sur les marchés internationaux - l'Égypte vient, à son tour, d'annoncer une diminution de près de 4 dollars de ses tarifs - le recul des prix des produits dérivés du pétrole, accentuée en Europe par l'évolution des cours du dollar, menace les marchés du charbon et du gaz. En France, par exemple, le fuel lourd, destiné à l'industrie, est passé de 1 516 F par tonne à la fin novembre 1985 à 796 F par tonne actuellement, soit une baisse de près de 50 % en deux mois ! Il y a presque un an, le fuel avait atteint son maximum à 2 256 F par tonne.

Cette baisse, beaucoup plus forte que celle des carburants (- 1 F par litre, soit 17 % depuis mai 1985), où les taxes jouent un rôle d'amortisseur, menace les concurrents directs du charbon : l'industrie, le gaz, le charbon et, dans une moindre mesure, l'électricité.

Gaz de France a déjà réduit, à plusieurs reprises l'an passé, le prix

du gaz destiné à l'industrie, profitant de la baisse du coût de ses approvisionnements, indexés sur les cours des produits pétroliers et du dollar, sauf dans le cas du gaz algérien, beaucoup plus cher. L'établissement devrait procéder prochainement à de nouvelles baisses, afin de maintenir sa compétitivité. Charbonnages de France, handicapé par des coûts de production très élevés, s'était jusqu'ici contenté de maintenir ses tarifs, inchangés depuis un an, la dernière augmentation (+ 6 %) remontant au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Mais CDF, de plus en plus gêné par la concurrence des pétroliers, comme par celle du charbon importé, lui aussi tiré vers le bas par la baisse des cours du dollar et du rand, a décidé de casser les prix. Pour la première fois depuis la libération, le charbon français diminuera de 8 % à 10 %, soit 50 à 60 F par tonne de moins sur des prix qui allaient de 550 F à 670 F, selon les clients. Cette baisse « historique » ne touche qu'un quart environ des ventes de CDF, soit 3,3 millions

de tonnes, destinées à l'industrie (hors sidérurgie) et à un secteur résidentiel et tertiaire, pour l'essentiel des chauffages d'habitat collectif, c'est-à-dire les secteurs où CDF se trouve en concurrence avec le fuel et le gaz.

**Diminution « conjoncturelle »**

Cette diminution est « conjoncturelle », précise l'établissement, et justifiée par la nécessité de « tenir compte de la diminution importante observée sur le prix du fuel résultant de la chute du dollar et de l'effondrement des cours du pétrole ».

Elle coûtera cher à Charbonnages de France, qui a tout juste réussi à équilibrer ses comptes l'an passé, après versement d'une subvention publique à la production de 3,2 milliards de francs. Les nouveaux prix de vente du charbon français sont en effet inférieurs à son prix de revient moyen l'an passé, estimé à 677 F par tonne.

Selon les statistiques publiées par la Commission européenne, les aides

publiques à la production de charbon sont en France les plus élevées d'Europe. Elles devraient se maintenir au même niveau jusqu'à la fin du Plan, en 1988, les pouvoirs publics s'étant engagés en 1984 à maintenir une aide annuelle inchangée en francs constants jusqu'à cette échéance. D'ici là, la production de CDF devrait être ramenée à 11 millions de tonnes, contre 16,5 millions cette année, l'établissement devant, grâce à la fermeture des mines les moins rentables, parvenir à équilibrer ses comptes.

Or, avant même la baisse des tarifs imposée par la concurrence, cet objectif paraissait difficile à atteindre, selon un rapport présenté au Conseil économique et social par M. Bergamini, président de la fédération des mineurs CFTC. Malgré les efforts déployés par CDF, qui doit supprimer trente mille emplois de 1984 à 1988, le déficit d'exploitation de CDF devrait demeurer en 1988 de l'ordre de 2 milliards de francs, estime le rapport.

V. M.

## ENTREPRISES

### CNIT : Bouygues contre-attaque

Le bataille pour le Centre national des industries et techniques (CNIT) est engagée : le groupe Bouygues vient de s'engager sur l'OPA qu'il avait lancée sur les actions du CNIT, le 3 février dernier, le groupe hôtelier ACCOR et la société immobilière SARI, filiale de la Compagnie générale des eaux. Bouygues offre 10 % de plus, soit 1 650 francs pour les actions du CNIT, soit une certaine de millions de francs environ, en association, à 75 %-25 % avec des actionnaires et utilisateurs du CNIT, tels que la SCOB et la Fédération des industries nautiques, sous les auspices de la Banque Lazard. Il s'agit, pour les auteurs de la surenchère, d'effectuer une opération de sauvetage de l'instrument constitué par le CNIT, en s'opposant au plan de rénovation de 1 milliard de francs présenté par ACCOR et la SARI, qui prévoit un total de 150 000 mètres carrés chacun et un immeuble de services réservé aux PME.

**Kodak s'apprête à supprimer 13 000 emplois**

Pour redresser sa situation financière, le groupe américain Eastman Kodak, géant mondial de l'industrie photographique (75 milliards de francs de chiffre d'affaires environ), a notamment décidé une réduction de 10 % de ses effectifs mondiaux (128 950 personnes), dont 89 100 employées aux États-Unis, qui interviendra au cours de l'année à tous les niveaux. L'objectif de ce programme d'assainissement est d'abaisser, autant que faire se peut, les coûts de la firme de Rochester afin de la rendre plus compétitive. En raison de la sévère concurrence étrangère mais aussi de la chute du dollar en 1985, les bénéfices de Kodak ont lourdement chuté pour les neuf premiers mois de l'année écoulée, pour revenir à 526,6 millions de dollars (- 27 %). Le résultat du quatrième trimestre devrait être encore plus mauvais. Par décision de justice prise à la suite d'un procès intenté par Polaroid, Kodak a été obligé de stopper la fabrication des appareils de photo instantanés et d'en échanger 16,5 millions contre d'autres matériels pour éviter un mouvement de panique parmi sa clientèle.

### La RATP réclame une hausse de ses tarifs

En 1985, la RATP a assuré 2,2 milliards de voyages, soit 2 % de plus qu'en 1984. Le trafic du métro a progressé de 1 %, celui des autobus de 2,7 % et celui du RER de 3,9 %. Les recettes de la Régie ont crû en conséquence de 7,4 % malgré la hausse des tarifs limitée à 4,5 % la 1<sup>re</sup> avril dernier. Par ailleurs, les accidents graves ont diminué de 13,5 % l'an passé (3 550).

Se félicitant de ces résultats, M. Claude Quin, le président de la RATP, a souligné les difficultés financières de son entreprise qui manque, de moyens pour financer ses investissements (3,1 milliards de francs en 1985). Endettée de 16,5 milliards de francs, la RATP est aussi trop dépendante de l'indemnité compensatoire versée par l'État et les collectivités locales (6,3 milliards en 1986 pour un budget total de 15,1 milliard de francs). M. Quin souhaite donc une hausse des tarifs supérieure de deux ou trois points à l'évolution générale des prix. En raison de ces difficultés, « je souhaite beaucoup de plaisir à ceux qui voudraient, par un biais ou par un autre, privatiser ou démanteler la RATP », a conclu M. Quin, qui est le dernier communiste dirigeant d'une entreprise nationale.

**BSN annonce une progression de 8 % de son chiffre d'affaires 1985**

Le groupe BSN a réalisé au cours de l'exercice 1985 un chiffre d'affaires de 28,4 milliards de francs, contre 27,3 milliards au cours du précédent exercice, soit une progression de 4 %. La structure et à taux de change comparables, la progression la plus importante (+ 14,5 %) a été réalisée dans le champagne et l'eau minérale, puis les produits secs et les divers (englobant notamment l'activité surgelée cédée en décembre 1985) avec une progression de 10 % environ. Les branches emballage et produits frais n'ont augmenté leur chiffre d'affaires que de 7,4 % et 6,4 % respectivement, la bière se contentant d'une progression de 3,6 %.

**TRT va fabriquer 4,2 millions de cartes à mémoire**

La société TRT, filiale française du groupe néerlandais Philips, a remporté auprès du gouvernement carte bancaire (CB) une commande de 130 millions de francs portant sur la fabrication de 4,2 millions de cartes à mémoire, une première commande de 12,4 millions de francs ayant déjà été passée en septembre dernier au groupe Bull. Les premières livraisons de cartes à puce remplaçant les traditionnelles cartes à piste magnétique sont prévues pour juin prochain avec également l'envoi en décembre 1988. La première diffusion de ces cartes interviendra dans les régions de Bretagne, de Provence-Côte d'Azur, de Rhône-Alpes et du Nord-Pas-de-Calais. Par ailleurs, le groupement Carte bancaire indique qu'au 31 janvier dernier, plus de 12 millions de cartes CB étaient en circulation.

### Après la catastrophe de Terre-Neuve : Arrow Air en faillite

La compagnie aérienne américaine Arrow Air, propriétaire de l'appareil qui s'est écrasé le 12 décembre à Terre-Neuve, tuant 248 militaires américains, a demandé, le 11 février, à bénéficier du chapitre 11 de la loi sur les faillites. Elle a en même temps suspendu tous ses vols réguliers. L'US Air Force avait suspendu son contrat avec la compagnie le 10 février. Le 9 février à la suite d'une information de l'administration fédérale de l'aviation civile faisant état de l'utilisation de pièces détachées sans autorisation par Arrow Air. La compagnie va être composée de l'ordre de 12 chapitre 11, qui protège la société contre ses créanciers, ne s'appliquant pas aux dommages-intérêts dus éventuellement à la suite de la catastrophe.

## AFFAIRES

### « Le RPR n'a pas pris position sur l'accord ATT-CGE » déclare M. Chirac

L'usine de TRT, filiale du groupe néerlandais Philips, située à Brive, en Corrèze, pourrait être achetée à six cent cinquante de ses emplois en cas de signature du projet d'accord entre le groupe américain ATT et le groupe nationalisé CGE, selon les syndicats de TRT. Un volet de cet accord prévoit en effet la fusion des activités de faisceaux hertziens (équipements de transmission) de TRT avec celles similaires de la CGE dans une société commune. Cette opération se traduirait, selon les syndicats, par le regroupement des fabrications dans l'usine de Cherbourg de la CGE.

Interrogé par notre confrère la Montagne, M. Chirac a indiqué que « le RPR en tant que tel n'a pris aucune position sur ce dossier ». Évoquant les déclarations de M. Michel Nègre, responsable de l'industrie au RPR, le député de la Corrèze a poursuivi : « Si M. Nègre s'est exprimé sur cette affaire, il n'a pu le faire qu'à titre personnel, sans engager aucunement le RPR. » « Nous mettons solennellement en garde le gouvernement sur l'importance de cette affaire et la gravité de ses conséquences. Nous estimons qu'il ne serait pas concevable ni convenable que le gouvernement s'engage (...) à quelques semaines d'une consultation électorale nationale », a précisé M. Chirac.

[Les réserves de M. Chirac sont très importantes pour l'avenir d'un projet déjà très contesté dans l'opposition comme dans la majorité. On apprend, d'autre part, que l'expertise technique des centrales téléphoniques d'ATT demandée par le gouvernement aux FIT devrait être achevée comme prévu dans quelques jours, mais que, en revanche, les négociations sur les prix sont toujours bloquées. Ce « retard » tombe fort à propos pour permettre au gouvernement de ne pas décider avant les élections, comme il en avait d'ailleurs l'intention et comme M. Chirac vient de le déclarer.]

## ASSURANCE EXPORT

### La COFACE reste bénéficiaire en 1985

Anticipant sur les comptes définitifs, M. Baquist, président de la COFACE (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur), a fait savoir, mardi 11 février, que les activités d'assurance-crédit à l'exportation ont dégagé en 1985 un solde positif d'environ 1,3 milliard de francs (contre 1,1 milliard en 1984). Il s'est déclaré satisfait des résultats enregistrés en matière d'assurance-crédit à court terme, ce secteur dégagant l'an passé un solde positif d'environ 320 millions de francs pour un total de 135 milliards d'exportations couvertes.

L'assurance-crédit à moyen terme, en revanche, reste au niveau atteint en 1984 (de l'ordre de 120 milliards de francs d'exportations garanties sur grands contrats).

Ces résultats devront être confirmés dans le courant de l'année, mais M. Baquist s'est surtout réjoui des progrès enregistrés dans la décentralisation. Il a visité une à une les vingt-deux implantations régionales créées par la COFACE et a pu se persuader, à cette occasion, qu'il existe un important volume d'exportations potentielles. La crainte de l'insolvabilité du client retient encore trop de petits entrepreneurs, a-t-il indiqué, mais, a-t-il ajouté, la COFACE est là précisément pour rassurer autant que pour assurer.

## ÉTRANGER

### Un crédit d'urgence du Trésor américain pour le Mexique ?

Un comité restreint composé des représentants de cinq des onze pays membres du groupe dit de « Carthagène » - Mexique, Argentine, Brésil, Venezuela, Colombie, - soit les pays les plus endettés de l'Amérique latine, doit se réunir en session extraordinaire avant la fin de ce mois, probablement à Montevideo. Cette conférence, réunie à la demande du Mexique et du Venezuela aura pour objet de discuter et, peut-être, de déterminer la ligne à suivre par ces pays - et notamment le Mexique, sévèrement touché par la baisse du prix du pétrole - à l'égard de leurs créanciers.

Selon une dépêche de l'AFP en provenance de Washington, le Trésor américain pourrait, comme il l'avait déjà fait en août 1982, après que le Mexique eut annoncé un moratoire de trois mois sur le service de sa dette extérieure, accorder un « crédit-relais ». Celui-ci constituerait, en quelque sorte, une avance sur les crédits nouveaux que les plus grandes banques étrangères créditricies s'appréparent, selon la même source, à consentir elles aussi au Mexique.

Après s'être entretenu avec le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, le ministre des affaires étrangères du Mexique, M. Bernardo Sepúlveda Amador, a rapporté l'agence Reuters, d'importantes nouvelles selon lesquelles son pays serait sur le point de déclarer un nouveau moratoire.

Ce qui est certain, c'est que la situation du Mexique s'est, au cours des derniers mois, considérablement détériorée. Les observateurs estiment que le gouvernement du président de la Madrid a, dès les premiers mois de l'année dernière, graduellement abandonné sa politique d'austérité budgétaire, ouvrant à nouveau les vannes du crédit et des dépenses pour stimuler la croissance. Le tremblement de terre et, surtout, la baisse du prix du pétrole - l'exploitation des recettes en devises et la plus grosse partie des rentrées d'impôt - ont d'autant plus fait sentir leurs effets que l'économie du pays était vulnérable.

Au vu de cette situation, le Mexique a entamé de nouvelles négociations avec le FMI, dans l'espoir qu'un accord avec cette institution amènerait les banques à lui consentir immédiatement des crédits supplémentaires. Il y a quelques mois, les Mexicains estimaient à quelque 4 milliards de dollars leurs besoins d'argent frais. Mais, depuis lors, ils ont accru leurs demandes. Plusieurs chiffres ont circulé : 6 milliards, et même 8 milliards de dollars. Il semble que la baisse du prix du pétrole ait déjà rendu caduc le projet de programme de redressement élaboré avec les experts du FMI. Le Mexique cherche, désormais, pour discuter avec ses créanciers, l'appui des autres pays de l'Amérique latine.

**VIENT DE PARAÎTRE**

**répertoire permanent de l'administration française 1986**

éditions **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE** 120F

29-31 quai Voltaire 75007 PARIS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE (CMM)

Le conseil d'administration, réuni le 6 février 1986 sous la présidence de M. Roland Elias, a pris connaissance des premières informations disponibles sur les comptes de l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 168 millions de francs environ contre 154 millions pour 1984. Celui de la société mère (CMM) est de 84 millions de francs alors qu'il a été de 87 millions de francs en 1984.

Les comptes définitifs ne sont pas encore arrêtés mais laissent prévoir un résultat net consolidé (part du groupe) de l'ordre de 3 millions contre 3,5 millions de francs en 1984. Le bénéfice de la société mère devrait être légèrement inférieur à 2 millions de francs contre 2,4 millions de francs pour l'exercice précédent.

La réduction des résultats bénéficiaires s'explique par la conjonction de facteurs défavorables à l'activité durant le second semestre la plupart des matières premières et, plus particulièrement, les métaux et minerais. Cette conjonction a eu notamment pour conséquence une très forte baisse du cours international, exprimé en dollar, des minerais de tungstène produits par la Société minière d'Angladou (SMA).

En outre, la société a supporté les frais financiers liés à l'acquisition de la participation dans Sellaier Leblanc, alors que le bénéfice de cette acquisition n'a pratiquement pas joué dans l'exercice en dehors du seul dividende.

Le conseil propose à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le jeudi 27 mars 1986, la distribution d'un dividende complémentaire de 8,50 francs par action (soit 12,75 francs avec avoir fiscal) qui, compte tenu de l'acompte sur dividende de 5 francs par action déjà payé, portera le dividende global pour l'exercice à 13,50 francs par action, soit compte tenu de l'avoir fiscal un montant total par action de 20,25 francs.

Le conseil a également décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire à la suite de l'Assemblée générale ordinaire en vue de prolonger l'exercice en cours jusqu'au 31 décembre 1986, ceci dans le but de simplifier les opérations de consolidation, les opérations de l'exercice 1986 étant alors exercées le 31 décembre de chaque année.

### SOURCE PERRIER

Le conseil d'administration de la Source Perrier SA s'est réuni le jeudi 6 février 1986 et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985.

Le résultat consolidé s'est élevé, pour la part du groupe, à 241 263 635 francs contre 195 502 236 francs pour l'exercice précédent. Il tient compte de la consolidation des résultats de la Société Sellaier Leblanc et de ceux de la Société des Caves de Roquefort jusqu'aux consolidés par mise en équivalence.

Le bénéfice de la Source Perrier SA (non consolidé) s'élève à 95 543 012 francs contre 135 289 393 francs pour l'exercice précédent. En ce qui concerne la branche boissons, l'exercice a été influencé par les mauvaises conditions climatiques de l'été 1985.

En outre, la société a supporté les frais financiers liés à l'acquisition de la participation dans Sellaier Leblanc, alors que le bénéfice de cette acquisition n'a pratiquement pas joué dans l'exercice en dehors du seul dividende.

Le conseil propose à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le jeudi 27 mars 1986, la distribution d'un dividende complémentaire de 8,50 francs par action (soit 12,75 francs avec avoir fiscal) qui, compte tenu de l'acompte sur dividende de 5 francs par action déjà payé, portera le dividende global pour l'exercice à 13,50 francs par action, soit compte tenu de l'avoir fiscal un montant total par action de 20,25 francs.

Le conseil a également décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire à la suite de l'Assemblée générale ordinaire en vue de prolonger l'exercice en cours jusqu'au 31 décembre 1986, ceci dans le but de simplifier les opérations de consolidation, les opérations de l'exercice 1986 étant alors exercées le 31 décembre de chaque année.

### CESSATION DE GARANTIE

Le Crédit Lyonnais, dont le siège social est à Lyon, 18, rue de la République, et le siège central à Paris, 19, boulevard des Capucines, a annoncé la cessation de la garantie qu'il avait accordée au titre de l'activité de gestion immobilière de la société Star Management France SA, RN 186, 92357 Le Plessis-Robinson.

En conséquence, cette garantie cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication (article 44 du décret 72678 du 20 juillet 1972). Conformément aux dispositions de l'article 45 de ce même décret, cette garantie s'applique à toutes les créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie, pour les opérations concernées par la loi 70-9 du 02/01/1970, qui restent couvertes par le Crédit Lyonnais à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication, au siège du Crédit Lyonnais.

Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité du cabinet immobilier ci-dessus indiqué.

VALEURS DE FRANCE	BRED
Le 31 janvier 1986, la valeur liquidative de l'action de la SICAF « VALEURS DE FRANCE » (Société d'investissement à capital fixe) gérée par la BRED, était de 302,52 F contre 290,31 F le 15 janvier 1986.	
« VALEURS DE FRANCE » cotait le 31 janvier 302,50 F (289,50 F le 15 janvier).	
COMPOSITION DE L'ACTIF DE VALEURS DE FRANCE AU 31 JANVIER 1986	
- Actions : 41,43 %	
- Placements C.T. : 3,56 %	
- Obligations : 32,44 %	
- Titres intermédiaires (1) : 22,57 %	
(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.	

## MARCHÉS FINANCIERS

### PARIS 11 février

#### Pouget crée le plafond de 800 F

Le « footing » fait en début de semaine à l'échelle de la Bourse de Paris, le mouvement de hausse s'est accéléré. Le marché a été dominé par le secteur des valeurs étrangères. Les investisseurs ont profité de la baisse du dollar et de la chute du prix du pétrole pour acheter des actions étrangères. Le secteur des valeurs étrangères a été particulièrement dynamique, avec une hausse de 1,5 % pour l'ensemble. Le secteur des valeurs françaises a été plus calme, avec une hausse de 0,5 % pour l'ensemble. Le secteur des valeurs étrangères a été particulièrement dynamique, avec une hausse de 1,5 % pour l'ensemble. Le secteur des valeurs françaises a été plus calme, avec une hausse de 0,5 % pour l'ensemble.

#### Le boom de Wall Street a entraîné la hausse de la cote officielle

Le marché boursier a été dominé par le secteur des valeurs étrangères. Les investisseurs ont profité de la baisse du dollar et de la chute du prix du pétrole pour acheter des actions étrangères. Le secteur des valeurs étrangères a été particulièrement dynamique, avec une hausse de 1,5 % pour l'ensemble. Le secteur des valeurs françaises a été plus calme, avec une hausse de 0,5 % pour l'ensemble. Le secteur des valeurs étrangères a été particulièrement dynamique, avec une hausse de 1,5 % pour l'ensemble. Le secteur des valeurs françaises a été plus calme, avec une hausse de 0,5 % pour l'ensemble.

#### La cote du CNIT a été suspendue

La cote du CNIT a été suspendue en raison de la forte diminution des transactions sur le titre de cette société. La cote a été suspendue en raison de la forte diminution des transactions sur le titre de cette société. La cote a été suspendue en raison de la forte diminution des transactions sur le titre de cette société.

#### INDICES QUOTIDIENS

Indice Cote officielle	111,3
Indice Bourse de Paris	104,7
Indice Cote officielle	111,3
Indice Bourse de Paris	104,7

#### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Taux de 12 mois	8,34 %
Taux de 12 mois	8,34 %

#### COURS DU DOLLAR

Cours du dollar	189,50
Cours du dollar	189,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50

#### VALEURS DE FRANCE

VALEURS DE FRANCE	302,50
VALEURS DE FRANCE	302,50



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

11 février

Peugeot crève le plafond de 800 F

Le « footing » fait en début de semaine a échauffé la Bourse de Paris. Le mouvement de hausse s'est accéléré mardi, en s'étendant à un beaucoup plus large éventail de valeurs. Dès l'ouverture, l'indice Dax a franchi le signal du décollage. Peugeot en profite pour mettre plein gaz et crève le plafond de 800 F. Mais, à 830 F (payer des 7 % réglementaires), sa cotation fut automatiquement réservée. Finalement, au deuxième état, un cours de 840 F (+ 8,2 %) fut inscrit. D'autres grands noms de la cote firent la démonstration de leur talent : CSF, Locofrance, L'Oréal, Midi, Printemps, Schneider et Compagnie bancaire, toutes deux au plus haut de l'année. Impossible de les citer toutes. Bref, à la clôture, l'indice Dax avait progressé de 1,93 %.

Autour de la corbeille, les professionnels se déclarent satisfaits de la façon dont la consolidation s'est effectuée. De fait, si les prises de bénéfices furent nombreuses, les achats se révélèrent tout aussi importants. Explication du phénomène : la tendance baissière sur les taux d'intérêt et la réduction de la facture énergétique, deux facteurs jugés favorables pour relancer l'expansion. De l'avis général, le sentiment est toujours haussier, et même si quelques craintes de récession sont perceptibles, l'attente de la fin de la crise économique ne devrait être que temporaire. Bref, l'optimisme de la communauté était intact.

L'activité s'est sensiblement accrue et 141,25 millions de titres ont changé de mains contre 129,91 millions la veille.

## NEW-YORK

Consolidation

Des ventes bénéficiaires se sont produites mardi à Wall Street après deux séances de forte hausse, qui avaient permis au « Dow » de franchir avec une déconcertante aisance la barre psychologique des 1 600 points. Cependant, elles ont été assez bien absorbées dans l'ensemble, n'affectant qu'assez légèrement les « Blue Chips ». A la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 1 622,82, accusant une baisse limitée de 3,55 points. Mieux, le bilan de la journée est resté positif. Sur 2 016 valeurs traitées, 846 ont monté, 744 ont reculé et 426 n'ont pas varié.

Autour de la corbeille, les professionnels se déclarent satisfaits de la façon dont la consolidation s'est effectuée. De fait, si les prises de bénéfices furent nombreuses, les achats se révélèrent tout aussi importants. Explication du phénomène : la tendance baissière sur les taux d'intérêt et la réduction de la facture énergétique, deux facteurs jugés favorables pour relancer l'expansion. De l'avis général, le sentiment est toujours haussier, et même si quelques craintes de récession sont perceptibles, l'attente de la fin de la crise économique ne devrait être que temporaire. Bref, l'optimisme de la communauté était intact.

L'activité s'est sensiblement accrue et 141,25 millions de titres ont changé de mains contre 129,91 millions la veille.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

L'ACTION REVEILLE RADIEE DE LA COTE OFFICIELLE - L'action Revillon (groupe de magasins Cora) sera radiee de la cote officielle le 10 mars prochain pour être négociée sur le marché hors cote. Les raisons de la déradication des transactions sur le titre de cette société, laquelle n'a pas distribué de dividende depuis trois ans. Agissant pour le compte du groupe Cora, qui détient 97,5 % du capital de Cora, la Banque NCR (Nouvelles Caisse de Rente) a décidé d'appliquer la procédure, du 12 février au 7 mars, à une opération de maintien de cote à 400 F pour que l'action Revillon ne tombe pas en dégrada de son statut.

AKZO AMÉLIORE ENCORE SES BÉNÉFICES - Le groupe chimique néerlandais annonce pour 1985 un bénéfice net de 840 millions de florins (soit 12 % de sur un chiffre d'affaires de 18 milliards de florins (plus de 9 %)). Dividende : 6,60 florins (contre 6 florins).

VALEURS	% de variation	% de variation
3 %	32,40	0,101
5 %	50,80	0,101
10 %	100,00	0,101
15 %	150,00	0,101
20 %	200,00	0,101
25 %	250,00	0,101
30 %	300,00	0,101
35 %	350,00	0,101
40 %	400,00	0,101
45 %	450,00	0,101
50 %	500,00	0,101
55 %	550,00	0,101
60 %	600,00	0,101
65 %	650,00	0,101
70 %	700,00	0,101
75 %	750,00	0,101
80 %	800,00	0,101
85 %	850,00	0,101
90 %	900,00	0,101
95 %	950,00	0,101
100 %	1000,00	0,101

INDICES QUOTIDIENS	10 fév.	11 fév.
INDICE DAX	10 100	10 193,6
INDICE CAC	10 100	10 193,6
INDICE NYSE	10 100	10 193,6
INDICE NASDAQ	10 100	10 193,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	10 fév.	11 fév.
TAUX 3 MOIS	10 100	10 193,6
TAUX 6 MOIS	10 100	10 193,6
TAUX 12 MOIS	10 100	10 193,6

COURS DU DOLLAR À TOKYO	10 fév.	11 fév.
1 dollar (en yen)	10 100	10 193,6

CESSION DE GARANTIE	10 fév.	11 fév.
1 dollar (en yen)	10 100	10 193,6

Le Crédit Lyonnais, dont le siège est à Paris, a été déclaré en faillite par le Tribunal de Commerce de Paris le 11 février 1986. La liquidation de la banque a été confiée à un liquidateur judiciaire, M. Jean-Louis Laroche. Le bilan de la banque, tel qu'il apparaît au 31 décembre 1985, s'élève à 1 000 milliards de francs. Les dettes s'élèvent à 800 milliards de francs. Le déficit est de 200 milliards de francs. Le Crédit Lyonnais a été déclaré en faillite pour des raisons de liquidité. La banque a été déclarée en faillite par le Tribunal de Commerce de Paris le 11 février 1986. La liquidation de la banque a été confiée à un liquidateur judiciaire, M. Jean-Louis Laroche. Le bilan de la banque, tel qu'il apparaît au 31 décembre 1985, s'élève à 1 000 milliards de francs. Les dettes s'élèvent à 800 milliards de francs. Le déficit est de 200 milliards de francs.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

# BOURSE DE PARIS Comptant 11 FEVRIER

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

## Règlement mensuel

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

## COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	46	46 1/4
Xerox Corp.	86	86 1/4

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	44 7/8	44 7/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	50 1/4	50 1/4
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/4
Exxon	50 1/4	50 1/4
General Electric	74 5/8	73 3/4
General Motors	75 3/4	77 1/2
IBM	157 1/8	158 3/4
U.S. Steel	40 1/4	40 3/4
Union Carbide		



# Le Monde

Au Tchad

## Les forces du GUNT ont attaqué deux positions gouvernementales sur le 16° parallèle

Après une longue trêve, les combats ont repris au Tchad entre le GUNT de M. Koukou Oueddei - soutenu par la Libye - et les forces gouvernementales. Lundi 10 février, les troupes du GUNT ont occupé, pour la première fois, la position gouvernementale de Kouda-Ouanga, la plus avancée sur la piste reliant N'Djamena à Faya-Largeau. Mardi 11 février, elles ont attaqué la position gouvernementale d'Oum-Chalouba, sur la piste reliant Abché à Faya-Largeau, où les com-

bats faisaient encore rage, selon N'Djamena, en fin d'après-midi.

A Paris, M. Roland Dumas a confirmé, mardi, que Kouda-Ouanga, situé à 30 kilomètres au sud de Koro-Toro et juste au sud du seizième parallèle, avait été enlevé lundi par « des forces relevant de l'autorité de M. Koukou Oueddei », avant d'être repris par les troupes de M. Hissène Habré. Le ministre des relations extérieures a également annoncé que

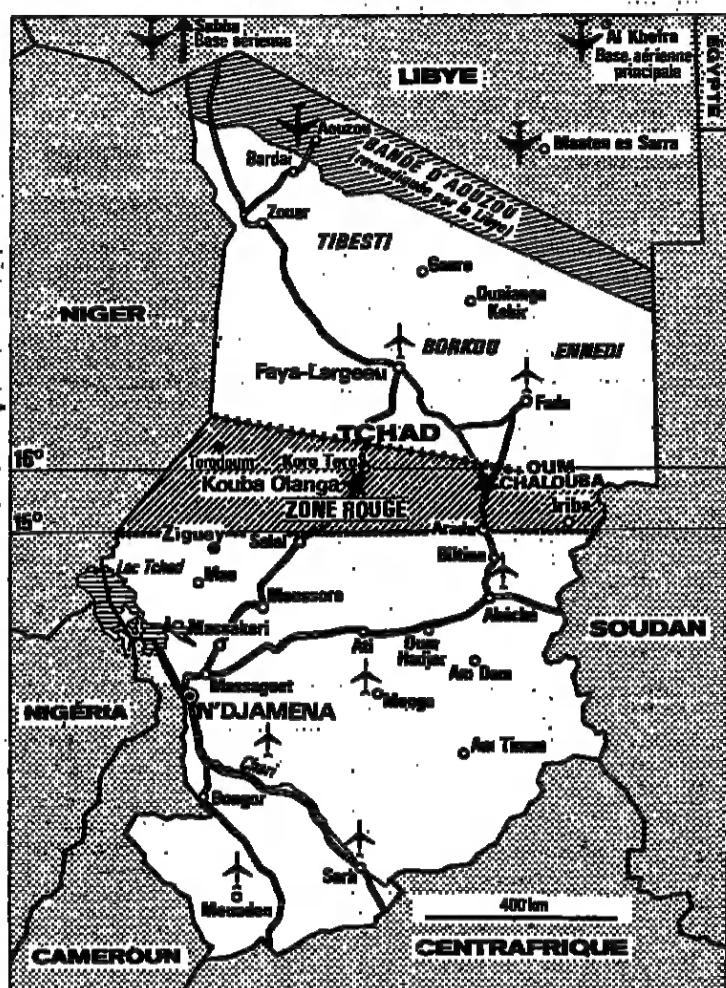
la France avait engagé une « concertation » avec ses alliés africains et le président Habré et suivait les événements avec une « vigilance de tous les instants ». Dans ce cadre, semble-t-il, après avoir reçu, à Paris, M. Achéikh Ibn Omar, membre du GUNT, M. Guy Pezanne, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines, doit rencontrer, demain, à Libreville, M. Gouara-Lasson, ministre des affaires étrangères de N'Djamena.

### Le message du colonel Kadhaï

Les deux attaques contre les positions les plus avancées des FANT - forces gouvernementales - sur le seizième parallèle semblent s'inscrire dans un scénario bien en point. La semaine dernière, des journalistes ont été invités à se rendre dans le Nord tchadien, via la Libye, pour y « constater » le renforcement des forces locales du GUNT, protégé de la Libye. M. Koukou Oueddei en a profité pour menacer de relancer la guerre au cas où aucune solution politique n'interviendrait « d'ici à la fin de 1986 ».

Parallèlement, M. Achéikh Ibn Omar, arrivé à Paris il y a dix jours, délivrait un message identique aux autorités françaises avant d'en faire état devant la presse, mardi, alors que les partisans du GUNT, apparemment pour donner du poids à un « plan de paix » qui n'a pas encore été divulgué, attaquaient Kouda-Ouanga et Oum-Chalouba, deux positions situées bien au Sud du dix-septième parallèle, ancienne « ligne rouge » définie par Paris, pendant l'opération Mania, entre la zone septentrionale occupée par des forces libyennes et le Tchad contrôlé par M. Hissène Habré.

Dans cette première phase, la Libye, comme par le passé, a démenti toute interférence de sa part dans les combats et s'est « engagée à ne pas intervenir dans la guerre tribale tchadienne », selon le communiqué diffusé mardi par l'agence libyenne de presse Jans. Le même texte affirme que Tripoli « cherche à résoudre le problème



### NOUVELLES BRÈVES

● Nouvelle attaque à main armée en Belgique. - Un malfaiteur a été tué par la police et une personne a été grièvement blessée après une attaque à main armée mercredi 12 février dans un magasin de sports de Louvain. Les policiers ont renforcé les quartiers commerciaux où se trouvent des magasins de sports depuis que seize personnes ont été tuées au cours de trois attaques de supermarchés au mois de novembre dernier. Ces attaques meurtrières sont attribuées à une mystérieuse bande surnommée « les tueurs du Brabant ». - (AFP.)

● La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba. - Abidjan et La Havane ont décidé d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassades, selon un communiqué officiel ivoirien publié mardi 11 février. La Côte-d'Ivoire a des relations diplomatiques avec tous les pays de l'Est, à l'exception de l'Union soviétique qui pourrait renouer prochainement ses liens, rompus en 1968, avec Abidjan. La Côte-d'Ivoire a également rétabli ses relations diplomatiques avec Israël le 18 décembre 1985. - (AFP.)

### Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique

DES TISSUS MURAUX au prix du papier... Miracle ? Non ! Il existe encore des endroits où l'on fait de vraies affaires. J'ai vu chez les Artisans Récupérateurs... Tissus sur papier, 6 F le m<sup>2</sup>. - Initiat, Dalm, 10 F le m. lin. - Tolle lin ou col. (x 2,60 m) : 29,50 le m. lin. - Grande largeur sur mousses, 33 F le m<sup>2</sup>. - Artifices - Spécialiste tissu sans couture, collé-tendu. - Moquettes Laine au prix synthétique ; synthétique au prix du plâtre ; tissus au prix du papier avec choix aidé, conseils décoration gratuits. - Artisans Récupérateurs 8, imp. St Sébastien, 11<sup>e</sup> (par le 87 bd Rich. Lenoir, prendre la rue St Sébastien puis tourner à gauche 2 fois) tél. 4/355.66.50.

**Sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (95,8 MHz)  
à Caen (103,2 MHz)

**MERCREDI 12 FÉVRIER**  
**Alô « le Monde »**  
L'ENJEU PHILIPPIN  
avec  
ROLAND-PIERRE PARINGAUX  
Une émission présentée  
par FRANÇOIS KOCH

**JEUDI 13 FÉVRIER**  
« le Monde » reçoit  
PAUL BRUYANT  
PDG des Hôtels Méri-dien  
avec Philippe BOUCHER

A B C D E F G

### LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES

Le froid a fait six nouvelles victimes depuis 48 heures en France. Le temps est particulièrement mauvais en montagne. Deux alpinistes confirmés qui avaient été atteints, samedi 8 février, l'ascension de la face est du mont Blanc, du Teul, sont morts de froid non loin du sommet où régnait une température de moins 40 degrés, et où soufflait un fort blizzard. Depuis plusieurs jours, de nombreux skieurs en Haute-Savoie sont atteints de gelures et l'hôpital de Chamonix admet une vingtaine de blessés par jours.

A Martinique (Bouches-du-Rhône), le froid a tué trois personnes âgées, victimes de malaises alors que le thermomètre est descendu à moins 8 degrés. Enfin, lundi 10 février, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), un homme de soixante-huit ans, pris de malaise, a été découvert mort dans la cour de sa ferme. En Cameroun, de nombreux oiseaux migrants se sont retrouvés prisonniers des étagères gelées. En Corse, les aéroports de Bastia et d'Ajaccio ont dû être dégelés par des chasse-neige pour que le trafic soit assuré.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

cas d'ingérence flagrante de la Libye dans les combats, serait contraire - si ce n'est content - de relever le gant.

Enfin, évoquer un « plan de paix » dans le cadre d'une « réconciliation nationale » est toujours payant, même quand ces expressions, vides de substance, ne sont avancées que dans le cadre d'une opération diplomatique-militaire dont l'objectif final, pour Tripoli, reste la mise en place à N'Djamena d'un gouvernement pro-libyen.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Sur le vif

### On s'aime

C'est fou ce qu'ils s'aiment dans l'opposition. C'est vraiment la grande passion. Ils s'aiment tellement qu'ils n'arrivent pas de se faire des scènes. Vous avez vu Marie-France Garaud hier à la télé ? Jalouse ! Une vraie teigne. Son mac, le père Barra, frotte ouvertement avec Dominié, tout fier de sa conquête. On jase, forcément. Et elle, ça la vexe, je la comprends. Alors, elle dit qu'il ne l'aime pas vraiment Barra, Dominié. Il lui a envoyé une lettre d'amour, d'accord, mais il n'en pense pas un mot. Il a pitié, c'est tout.

Dans le ménage Giscard-Chirac, c'est pareil. Ils se font des câlins devant le monde. Et rentrés chez eux, dans leur circonscription, c'est des piques, c'est des reproches à n'en plus finir. Et puis, hier à Marseille, ils en sont venus aux coups. Un coup de main. Vingt mille effiches volées au siège de l'UDF, et entassées dans une fourgonnette appartenant à un conseiller municipal RPR, un patron de bar à Manosque. Par où ? Par un de ses clients, un petit truand, spécialiste des machines à sous. C'est pas « ouistiti » ça ? qu'il

devrait dire maintenant pour sourire « c'est ça », Chirac, c'est « ouistiti-SAC ».

N'empêche, ses affiches à lui, si on les lui avait piquées, il l'aurait eu mauvaise. Surtout celles toutes différentes et toutes petites où on le voit, bras dessus, bras dessous, avec la candidate RPR de chaque département. Ils sont en marches de chemin. La sienne est rayée bleu et blanc. Non, c'est pas toujours la même. Il en change. Il en a commandé vingt-cinq. Moi, je sais comment elles ont été prises, ses photos, mes copains me l'ont expliqué. On a loué un studio, installé un tapis rouge et une soufflerie, histoire de donner l'impression d'aller de l'avant, cravates au vent. On a convoqué les candidats les uns après les autres. Et hop ! Prière de gambader sur le tapis rouge au risque de se casser la gueule. Et de choper un rhume maison. C'est peut-être pour ça que ça tousse et que ça fait des coups dans l'union de la droite. C'est rapport à ce coït.

CLAUDE SARRAUTE

### LE TUNNEL SOUS LA MANCHE

## M. Mitterrand et M<sup>me</sup> Thatcher se rendent à Cantorbéry pour signer le traité

De même qu'ils s'étaient réunis à Lille le mois dernier pour annoncer le choix du projet de « fixe » à travers la Manche.

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher et M. François Mitterrand devaient se retrouver, mercredi 12 février en début d'après-midi, à Cantorbéry,

dans le Kent, pour la signature du traité qui définit le cadre juridique de l'opération entre les deux pays, établit des procédures d'arbitrage et prévoit les principales mesures destinées à garantir la sécurité de l'ouvrage et la protection de l'environnement.

### De notre correspondant

Londres. - C'est précisément dans le Kent que se manifestent les réticences les plus fortes à l'égard de la réalisation du tunnel, et pas seulement dans le secteur du port de Douvres, où l'on est résolument hostile, par crainte d'une baisse substantielle du trafic des ferries. Lundi 10 février, le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher a soumis à la Chambre des communes un rapport présentant l'ensemble du projet, ses aspects techniques et économiques. Cinq députés conservateurs ont voté contre, parmi eux quatre élus du Kent.

Le seul à n'être pas de la région et à remettre en cause fondamentalement l'idée d'un rattachement de l'île au continent, M. Teddy Taylor, anti-européen depuis toujours, a déclaré : « Plus les gens entendent parler du tunnel, moins ils y sont favorables. Un récent sondage d'opinion a montré que moins de la moitié étaient pour ». Il faisait allusion à une enquête effectuée en janvier par l'institut Gallup indiquant que 51 % des personnes interrogées en

Grande-Bretagne nourrissent de fortes objections.

Au cours d'un débat assez terne, les quatre élus du Kent ont dénoncé le caractère « sommaire » du rapport et plus généralement l'insuffisance « flagrante » des consultations et études préalables pour mesurer les diverses répercussions, du côté britannique notamment, sur le développement régional dans le sud-est de l'Angleterre, bien sûr, mais aussi dans le reste du pays, et sur une politique globale des transports depuis longtemps jugée « incohérente », sinon « inexistante ».

Ces discours reprenaient les observations faites ces dernières semaines par plusieurs experts, selon lesquels les carences ou les imprévus du gouvernement britannique risquaient d'avantager le nord de la France. C'est ce que redoutent tout particulièrement les membres du conseil du comté du Kent (à majorité conservatrice). Leur président, M. Michael Odling, a récemment attiré l'attention du gouvernement en déclarant : « Nous devons avoir une véritable stratégie, sinon nous verrons industriels et commerçants britanniques préférer s'installer de l'autre côté, attirés par les aides et

incitations diverses prévues par les autorités françaises ». D'autre part, le conseil du Kent demande que le gouvernement et les promoteurs du tunnel prennent en charge la majeure partie des 75 millions de livres indispensables à l'amélioration du réseau routier.

British Rail (BR), la société nationale des chemins de fer, est plus avancée dans ses préparatifs, et M. Nicholas Ridley, ministre des transports, a souligné que le niveau de concertation avec la SNCF était « remarquable ». Il a annoncé que British Rail entendait investir près de 400 millions de livres (4,4 milliards de francs) d'ici à l'inauguration du tunnel. Mais les ambitions de British Rail sont sans commune mesure avec celles de la SNCF.

Cela pose un problème dans le cadre d'une coopération partiale dont le principe a déjà été retenu. Les Britanniques craignent d'être obligés d'accepter que la SNCF impose malgré tout son savoir-faire, ses conceptions, et revende la maîtrise d'œuvre pour la construction des rames qui emprunteront le tunnel.

FRANCIS CORNILLI

### Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a indiqué, le mardi 11 février, à Paris, devant l'Union des journalistes et de la presse de langues françaises, que M. François Mitterrand avait écrit au chef du gouvernement japonais, M. Yasuhiro Nakasone, pour l'informer qu'il représentera la France au sommet des sept pays industrialisés, qui doit se réunir à Tokyo au début du mois de mai prochain. M. Dumas n'a pas précisé si le président de la République envisage, ou non, de se faire accompagner à ce sommet par le premier ministre qui sera alors en fonctions. Jusqu'à maintenant, la France a toujours été représentée à ces réunions par le seul chef de l'Etat.

« Il n'est qu'une seule personne qui décide de la représentation de la France à l'étranger, c'est le chef de l'Etat », a déclaré M. Dumas.

Le président de la République doit se rendre à Moscou avant l'été et à Washington, le 4 juillet, pour le centième anniversaire de la statue de la Liberté. Il doit participer, en

outre, au conseil européen, qui se réunira à Bruxelles en juin.

M. Jean-François-Poncet, sénateur du Lot, ancien ministre des affaires étrangères, a observé, mardi, que le sommet de Tokyo sera « un sommet économique et rien d'autre » et que M. Mitterrand, en décidant de s'y rendre, « s'arroge un droit de tutelle qui, à travers la diplomatie, s'étendrait sur toute la politique économique de la France ».

Cela me paraît très difficile à concevoir et à admettre si les élections sont perdues par la gauche », a déclaré M. François-Poncet.

M. Catherine Lacomère, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, a déclaré, sur Radio-Monte-Carlo, que « la politique extérieure est animée, dirigée par le président de la République » et que « cette formule est très efficace, parce que l'on sait, sur la scène internationale, qu'il parle au nom de la France ». « On évite, a-t-elle ajouté, toute incohérence, toute discordance, et je crois que c'est cette unité de vues qui lui fait préserver en priorité ».

### Selon une première estimation

## LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS

Le solde de la balance des paiements courants de la France pour l'année 1985 est, en données brutes, en excédent de 2,8 milliards de francs, contre un déficit de 6,6 milliards de francs en 1984, selon les premières estimations publiées mercredi par le ministère de l'Economie et des Finances.

En données corrigées des variations saisonnières, elles aussi estimatives, le résultat de la balance des paiements courants aurait été excédentaire de 1,2 milliard de francs en décembre, contre + 2,7 milliards en novembre (chiffre révisé), indique enfin le ministère.

En 1984, les premières estimations faisaient apparaître un léger excédent de 938 millions de francs, les chiffres définitifs (- 6,6 milliards) n'ayant été publiés qu'au mois d'août.

### Un combat perdu par l'Europe

Le jour même où la Grande-Bretagne acceptait de n'être plus isolée du continent européen en signant officiellement le traité de construction d'un tunnel sous la Manche, les actionnaires privés du fabricant britannique de hélicoptères Westland choisissaient de servir l'île de pont : des intérêts britanniques en Europe ; ils retenaient l'offre de sauvetage lancée par Sikorsky, de présider à des propositions concurrentes d'un consortium européen. Certains dénoncent la parodie. D'autres expliquent la parodie. D'autres expliquent que le Royaume-Uni a une fois de plus saisi le vent de la mode et qu'il sait en tirer au gré de ses propres intérêts.

La réalité, le destin de Westland se scelle tous les vingt ans, dans des dates en marquent, déjà, les étapes. 1947 : Westland crée le marché des hélicoptères normaux, en produisant des hélicoptères de Sikorsky. 1967 : la France rate l'occasion, en acceptant de co-financer un hélicoptère de Sikorsky. 1967 : la France rate l'occasion, en acceptant de co-financer un hélicoptère de Sikorsky. 1967 : la France rate l'occasion, en acceptant de co-financer un hélicoptère de Sikorsky.

Il y a donc, quoi qu'en en dise certains continuateurs de l'histoire de Westland, A. cela est aujourd'hui, que le châtiment de la société britannique internationale dans des circonstances défavorables pour l'Europe et que la situation en 1986 n'a plus rien à voir avec celle de 1947 ou de 1967. Le monde mondial des hélicoptères est en pleine atonie : les deux crises se font rares on imagine. Les commandes militaires demeurent insuffisantes, un point qui l'existe, ici et là, des stocks importants d'hélicoptères neufs, difficiles à

La société française Aérospatiale ne sait quoi faire, elle exporte la plus grosse part de sa production, est très sensible à la conjoncture internationale. En revanche, son principal rival, Sikorsky, sur un marché américain, essentiellement militaire, est tout dévoué et à part de la société de prix défiant toute concurrence.

C'est au moment où, précisément, les Européens ambitionnent de rationaliser leur production par des accords de coopération destinés à faire face au sauvetage de leur marché interne que Westland broille les cartes en lançant le coup dans la bataille. Pour attendre et profiter du coup porté par Sikorsky, il lui laissera la concurrence.

En 1984, les premières estimations faisaient apparaître un léger excédent de 938 millions de francs, les chiffres définitifs (- 6,6 milliards) n'ayant été publiés qu'au mois d'août.

Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord. - Un policier et un civil ont été tués par balles, mardi 11 février, dans un village de comté de Fermanagh, près de la frontière avec la République d'Irlande. Les deux hommes consommèrent dans un pub de Maguinnessbridge, près d'Enniskillen, lorsque trois personnes armées ont ouvert le feu dans leur direction, puis ont lancé une bombe dans l'établissement avant de prendre la fuite, a précisé la police, qui attribue cet attentat à l'IRA. - (AFP.)

**VOYAGE PILOTE**  
011 42 81 36 00  
**INCROYABLE EGYPT**  
8 Jours  
Circuit  
21 au 28 4990  
mars

Le numéro du « Monde »  
daté 12 février 1986  
a été tiré à 444827 exemplaires  
KREZ BIEN PLUS DE VOITRE  
**IBM PC**  
**ORDI**

Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Nouvelle attaque à main armée en Belgique... La Côte-d'Ivoire établit des relations diplomatiques avec Cuba... Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique... Sur CFM... LE FROID EN FRANCE A FAIT SIX NOUVELLES VICTIMES... Un combat perdu par l'Europe... La société française Aérospatiale ne sait quoi faire... Deux morts dans un attentat en Irlande du Nord... Le président de la République a annoncé son intention de représenter la France au sommet des Sept en mai à Tokyo... Selon une première estimation LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS SERAIT EXCÉDENTAIRE DE 2,8 MILLIARDS DE FRANCS... Le froid en France A